

Benjamin Stora **LE 89 ARABE**



Dialogue avec Edwy Plenel

*Réflexions sur les  
révolutions en cours*

*un ordre d'idées* **STOCK**

Couverture Massin

Illustration de couverture : © Fethi Bel Aida

© Éditions Stock, 2011

ISBN : 978-2-234-07125-4

## Des mêmes auteurs

Pour connaître les ouvrages de Benjamin Stora, les couvertures et résumés de ses ouvrages, articles, activités de recherches, biographie, actualités et intégralité du documentaire *Les années algériennes* (réalisé en 1991), vous pouvez suivre ce lien :

[www.univ-paris13.fr/benjaminstora/](http://www.univ-paris13.fr/benjaminstora/)

Pour connaître la bibliographie d'Edwy Plenel, voir sa notice sur Wikipédia :

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Edwy\\_Plenel#Bibliographie](http://fr.wikipedia.org/wiki/Edwy_Plenel#Bibliographie)

Pour suivre son actualité, voir son blog sur Mediapart : <http://blogs.mediapart.fr/blog/Edwy-Plenel>

*Un ordre d'idées*  
Collection dirigée  
par Nicole Lapierre

[Page de titre](#)

[Page de Copyright](#)

[Table des matières](#)

[\*L'histoire en marche\*](#)

[La force de l'événement](#)

[Le souvenir du 1989 européen](#)

[L'écho du 1789 français](#)

[La reprise d'une histoire interrompue](#)

[La démocratie comme idée neuve](#)

[L'information est une libération](#)

[La défaite des politiques de la peur](#)

[La crise du regard savant sur l'islam](#)

[Le verrou du double traumatisme algérien](#)

[L'effacement de la question démocratique](#)

[Le communisme arabe et le tournant de 1965](#)

[Totalitarismes européens et nationalisme arabe](#)

[Les monarchies ont contaminé les républiques](#)

[L'histoire enfouie de la démocratie arabe](#)

[L'islamisme comme miroir des dictatures](#)

[Sous l'événement, la longue durée des sociétés](#)

[Une chance pour la Palestine et, donc, pour Israël](#)

[Syrie, Irak, Yémen, Arabie : la diversité dans l'unité](#)

[Les surprises françaises de l'événement arabe](#)

[Le moment de vérité de notre histoire coloniale](#)

[Retour sur l'aventure libyenne de Nicolas Sarkozy](#)

[1991-2001, 2001-2011, 2011-... Un nouveau cycle ?](#)

[Le monde arabe, c'est aussi notre propre histoire](#)

[\*Indications biographiques\*](#)

[\*Chronologie\*](#)

[\*Indications bibliographiques\*](#)

# L'histoire en marche

La première vertu des révolutions, c'est d'ouvrir l'horizon des possibles. Pour les conservateurs, tenants des désordres établis et des ordres injustes, l'histoire est toujours écrite par avance, pavée de fatalités et de déterminismes, de pesanteurs économiques et de sujétions politiques. Quand, à la faveur de l'événement révolutionnaire, les peuples surgissent sans prévenir sur la scène, c'en est soudain fini de ces fausses évidences et de ces illusoire certitudes. L'histoire s'ouvre alors sur d'innombrables possibilités et variantes où la politique redevient un bien commun, partagé et discuté, sur lequel la société a de nouveau prise.

Telle est, en cette année 2011, la portée universelle de la bonne nouvelle annoncée par le peuple tunisien avant que tous les peuples arabes s'en emparent, de l'Égypte au Yémen, du Maroc à la Syrie. Nous ne sommes qu'aux prémices d'un cycle historique sans précédent qui, en faisant surgir les aspirations démocratiques et sociales dans le monde arabe et, plus largement, dans le monde musulman, ébranle aussi nos propres pays. Entre fraternisation des peuples ou réactivation des peurs, nous ne savons pas encore quelle direction prendra cet écho européen et, plus particulièrement, français de l'événement arabe. Mais nous vivons déjà son impact.

L'évaluer, l'analyser, l'expliquer et l'interroger est la raison d'être de ce dialogue où un journaliste, Edwy Plenel, questionne un historien, Benjamin Stora. Nos deux professions ont en commun l'événement, ses surprises et ses énigmes<sup>1</sup>. *A priori*, leurs impératifs s'opposent : quand le journalisme s'attache à décrypter l'immédiateté, l'histoire cherche la longue durée qui la traverse. Mais il y a longtemps que nos disciplines ont convenu qu'aucune de ces deux temporalités n'épuise l'événement où s'invente sans programme préétabli du possible, de l'improbable et de l'inédit qui, en même temps, sont pétris d'anciennes histoires oubliées, blessées ou meurtries.

« Il n'y a d'histoire que du présent », aimait à dire Lucien Febvre, l'un des fondateurs de l'école historique des Annales<sup>2</sup>. Confronter les interrogations d'une histoire au présent dont témoigne le journalisme aux savoirs de l'histoire du passé que détient l'historien professionnel est une démarche non seulement logique mais absolument nécessaire si l'on ne veut pas se retrouver face à l'événement, à son tourbillon et à sa cavalcade, aussi démuni et tétanisé qu'un lapin pris dans des phares dont le faisceau lumineux l'aveugle.

Chercher à comprendre, trouver des repères, ébaucher des hypothèses : c'est ce que nous avons tenté de faire, en partant du constat posé par l'un d'entre nous d'un « 89 » arabe qui évoquait aussi bien le 1989 européen de la chute du mur de Berlin que le 1789 de la Révolution française<sup>3</sup>. Ici, les curiosités généralistes du journaliste, qui n'est pas spécialiste du monde arabe et s'interroge comme le ferait tout citoyen informé, vont à la rencontre des réponses documentées de l'historien du contemporain dont le terrain de recherche est l'histoire politique du Maghreb et, plus généralement, celle du nationalisme arabe, des régimes qui en sont issus et des sociétés qui les ont subis.

À l'origine de cette envie commune d'échange et de discussion se trouve le refus de l'indifférence, qui fut la première attitude officielle vis-à-vis des révolutions arabes, partagée dans tous les cercles de pouvoir français. Au lieu de fêter l'événement, d'afficher les solidarités, de mobiliser les

fraternités, les méfiances et les défiances ont tenu le haut de l’affiche politique. Aussi notre souci de comprendre est-il d’abord une déclaration d’empathie : ces révolutions sont aussi les nôtres.

Rien de fortuit donc à cette rencontre. De plus, au-delà des métiers qui nous définissent, une longue complicité amicale et intellectuelle anime notre conversation. Elle est liée à des parcours sinon communs, du moins voisins. Benjamin Stora est né en Algérie, qu’il dut quitter en 1962<sup>4</sup>, tandis que Edwy Plenel y a vécu après l’indépendance. Tous deux ont placé la question coloniale, l’actualité de son passé et la critique de ses héritages, au cœur d’engagements de jeunesse qu’ils ne renient pas et qui les ont aussi faits ce qu’ils sont devenus<sup>5</sup>.

Entre ses lecteurs et ses auteurs, ce dialogue voudrait faire lien afin de rompre la spirale infernale des divisions et des stigmatisations, des discriminations et des exclusions, des peurs et des haines. Quand les peuples se divisent en identités, communautés, religions, origines, nationalités, etc., ils font toujours le jeu de leurs oppresseurs et le lit de leurs détresses. C’est une vieille recette de domination, hélas aujourd’hui de retour en Europe alors qu’elle en a connu, autrefois, le prix élevé.

Les tenants de l’émancipation, du droit et de la justice, lui opposeront ce qui rapproche les hommes, par-delà leurs itinéraires divers et leurs chemins différents : leurs conditions sociales partagées, leurs aspirations démocratiques communes. Autrement dit, ce qu’ils vivent et ce qu’ils espèrent. Cet horizon des possibles qu’en se relevant, tous ensemble, ils peuvent dégager et ouvrir, remettant en marche leurs humanités, réinventant leurs histoires futures. C’est le chemin que nous indique le « 89 » arabe.

E. P. et B. S.  
*Paris, le 21 avril 2011*

<sup>1</sup>- Cf. François Dosse, *Renaissance de l’événement. Un défi pour l’historien : entre sphinx et phénix*, PUF, coll. « Le nœud gordien », 2010.

<sup>2</sup>- Cf. André Burguière, *L’École des Annales. Une histoire intellectuelle*, Odile Jacob, 2006.

<sup>3</sup>- Edwy Plenel, *Le « 89 » du monde arabe*, article mis en ligne sur Mediapart, le 2 février 2011, et consultable à cette adresse : <http://www.mediapart.fr/journal/international/020211/le-89-du-monde-arabe>.

<sup>4</sup>- Cf. Benjamin Stora, *Les trois exils. Juifs d’Algérie*, Stock, coll. « Un ordre d’idées », 2006.

<sup>5</sup>- Cf. Benjamin Stora, *La dernière génération d’octobre*, Stock, coll. « Un ordre d’idées », 2003 ; Edwy Plenel, *Secrets de jeunesse*, Stock, 2001.



## La force de l'événement

*Edwy Plenel* – Benjamin Stora, vous êtes historien du Maghreb contemporain, de ses décolonisations et de ses indépendances, de ses immigrations et de ses sociétés. Mais votre lien avec le monde arabe, au sens le plus large, de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient, va bien au-delà d'une curiosité académique : de l'Algérie à la France, par votre parcours familial et votre engagement personnel, vous avez toujours recherché ce qui faisait lien, écho et résonance entre les pays concernés, leurs peuples et leurs cultures.

Ce sera donc le fil que s'efforcera de tirer notre dialogue : ce qu'ont à nous dire les révolutions arabes en cours, depuis l'étincelle tunisienne. Ce qu'elles nous apprennent, ce qu'elles interrogent, ce qu'elles bousculent, ce qu'elles ébranlent, ce qu'elles inventent, etc. Car autant le dire d'emblée : nous avons beau espérer ce réveil, nous ne nous y attendions pas. Vous-même, qui possédez les capteurs de l'observateur et accumulez les indices du chercheur, n'avez-vous pas été surpris ?

*Benjamin Stora* – Il faut dire d'emblée que de nombreux clichés ont circulé sur le monde arabe, qui ont empêché de le « voir » tel qu'il est. D'abord, le cliché du « vide d'acteurs » selon lequel un manque d'interlocuteurs civils et sociaux caractériserait ces sociétés. Hommes politiques et « spécialistes » en tout genre du monde arabe et musulman ont mis en scène les « fous de Dieu » comme des figures essentielles et comme unique forme d'expression de la protestation. La rhétorique religieuse a été la seule mise en perspective du politique. Autre affirmation récurrente, face au « péril islamiste », les États de la région n'auraient eu pas d'autre choix que celui de la confiscation de tout espace autonome de mobilisation citoyenne et de contestation sociale. Les contradictions supposées intrinsèques entre mouvements islamistes et États autoritaires étaient ainsi fixées *a priori*. Or, la réalité des résistances à l'ordre établi et aux inégalités sociales dans le monde arabe apparaît, comme on le verra, à la fois plus dense et plus complexe. En outre, des dynamiques de modernisation sociale et politique sont à l'œuvre depuis longtemps. Mais, à partir de la guerre civile algérienne des années 1990, il était difficile de sortir des oscillations entre une éradication violente, vue comme « un mal nécessaire », et l'ouverture « neutralisante » des scènes politiques.

Loin de ces clichés, je me suis efforcé de scruter d'autres faits, d'autres éléments pour comprendre ce qui se passait : mécontentement social, abstention massive lors d'élections, baisse de la fécondité, accroissement des élites citadines, scolarisation massive, départs de jeunes vers l'étranger... Et pourtant, comme bon nombre de mes collègues spécialistes du monde arabe, j'ai été surpris par la profondeur de ces révolutions démocratiques marquées par l'effondrement rapide des régimes de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie et de Hosni Moubarak en Égypte. Comme pour les tremblements de terre, il y avait une accumulation d'indices, mais il était impossible de prévoir le moment exact d'un pareil séisme.

Parmi ces indices, le 17 juin 2008, dans une chronique sur France Culture, j'évoquais les faits suivants : « Depuis le mois de janvier, la région de Gafsa, dans le Sud de la Tunisie, est le théâtre

d'une grève générale, comme jamais le pays n'en a connue depuis le début des années 1980. Le bassin minier est paralysé et le mouvement a gagné peu à peu tout le Sud du pays. Ce mouvement de contestation n'a rien de nouveau à Gafsa, dans une région minière délaissée par le pouvoir et qui fait face à un taux de chômage supérieur à 30 %. La contestation dure depuis plusieurs mois. Les premières manifestations ont été déclenchées le 5 janvier 2008 à Redeyef par la manipulation d'un concours de recrutement à la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), le principal employeur de la région. Cette action répondait à la mort d'un jeune chômeur électrocuté la veille à l'intérieur d'un local de générateur électrique suite à une intervention brutale des forces de l'ordre. Les animateurs de piquets de grève ont finalement réussi à dissuader les centaines de personnes qui se préparaient à quitter leur foyer. Il s'agissait pour elles de "*continuer la lutte sur place*"... jusqu'à ce que, le vendredi 6 juin, les forces de l'ordre entrent dans la ville et tirent sur la foule à balles réelles, tuant un jeune manifestant et pillant les habitations selon de nombreux témoignages. Ces faits n'ont pas entraîné de protestation de la communauté internationale. »

Voici donc des événements qui se sont produits, il y a trois ans en Tunisie... Ils étaient symptomatiques, déjà, d'une sourde révolte. Et en même temps, on a beau expliquer à longueur d'articles, de livres, de tribunes, que ces régimes étaient fragiles, accumuler les preuves sur les blocages de sociétés, sur les États en situation d'illégitimité politique, en panne de démocratie... la surprise est quand même bien réelle.

Je me souviens que dans les années 1980, lorsque j'écrivais sur le nationalisme algérien, tout en étant engagé pour la défense des libertés démocratiques en Algérie, nous avons organisé à Paris, avec l'historien Mohammed Harbi, un grand meeting de solidarité avec les leaders algériens emprisonnés par le régime, en mars 1984. Nous réclamions la libération du militant islamiste Ali Belhadj, arrêté en même temps que Said Sadi, leader du « printemps berbère », et de Louisa Hanoune, militante d'une organisation trotskiste. Les trajectoires de ces trois Algériens sont désormais bien connues : Ali Belhadj est devenu leader politique du Front Islamique du Salut (FIS), Said Sadi celui du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) et Louisa Hanoune, la principale figure du Parti des Travailleurs, une organisation qui se réclame du trotskisme. Ainsi, une nouvelle génération politique apparaissait dans les années 1980, et cela dans une situation bloquée. Ces militants étaient des « trentenaires ». Ils symbolisaient, dans des registres très différents – allant du pôle islamiste au pôle démocratique, en passant par les marxistes – l'espoir d'un changement. Une génération voulait sortir de ce système. Ce meeting était un marqueur important, sur la création possible d'une Ligue des droits de l'homme en Algérie, la libération des détenus politiques, le mouvement des femmes, au lendemain des grandes batailles féminines pour l'abrogation du Code de la famille, en 1983-1984. Tous ces rassemblements, meetings, protestations exprimaient le désir d'une nouvelle donne politique et l'espérance d'une autre société. J'étais très au fait de tout cela. Pourtant, malgré mon implication, le savoir accumulé et ma connaissance directe des acteurs politiques, cela ne m'a pas empêché d'être surpris par la crise profonde et brusque du système politique algérien en octobre 1988. Comme une sorte de foudre qui tombe sur l'histoire.

Avec les révolutions arabes qui ont commencé en Tunisie en décembre 2011, je retrouve la même impression. J'avais écrit des articles dans Mediapart sur mon blog<sup>1</sup>, ou tenu des chroniques sur France Culture, à propos des émeutes sociales de Gafsa en 2008 ou du départ massif des *harragas*, ces jeunes diplômés sans travail, en 2009. J'avais vu, la même année, le magnifique film égyptien de

Yousri Nasrallah, *Femmes du Caire*, portrait sans concession d'une société égyptienne misogyne et corrompue, et où les femmes s'émancipaient de la tutelle des hommes, où les nouvelles générations ne supportaient plus un État autoritaire et despotique. Néanmoins, les révolutions tunisienne et égyptienne m'ont surpris en janvier 2011. Et cela, curieuse ironie, alors que je me trouvais à Berlin, pour un enseignement à la Freie Universität sur l'histoire du Maghreb contemporain. J'apprenais la nouvelle dans la ville où la foudre était tombée en 1989 sur le mur de Berlin, provoquant la dislocation du « bloc de l'Est »...

Les engagements politiques, les savoirs accumulés, les intuitions, les indices s'ajoutent : mais quand l'événement lui-même se produit, il est unique, et nous prend par surprise. Ceux qui prétendent le contraire, disent avoir anticipé, calculé, prophétisé, nous leurrent. La force de l'événement lui-même, la rapidité de l'effondrement du système, la diffusion de la nouvelle qui se propage instantanément dans l'ensemble du monde provoquent une déflagration et résonnent comme un coup de tonnerre. En outre, avec la puissance médiatique d'aujourd'hui, l'événement s'impose à l'historien dans l'immédiateté, avant toute élaboration, avant le travail du temps. L'historien se trouve ainsi dérouté, bousculé dans ses habitudes et ses rythmes.

1- <http://blogs.mediapart.fr/blog/benjamin-stora>.

## Le souvenir du 1989 européen

*E. Plenel* – Nous sommes donc en présence d'un événement pur, improbable et imprévisible, par opposition à une actualité attendue et répétitive, maîtrisable et discernable. Un événement de la même ampleur que cette nouvelle inattendue qui, en 1789, déranga la promenade routinière du philosophe Kant : la prise de la Bastille, à Paris... Comme tout événement créateur, ses suites et ses conséquences sont inimaginables, tant les possibles, bifurcations, ouvertures et contretemps, sont nombreux, selon les situations, les contextes et les interactions. Autrement dit, c'est un long processus qui, début 2011, s'est mis en branle. Il ne fait que commencer et connaîtra des rebonds, des étapes, des détours et des contradictions qui seront également inédits.

Aussi la première comparaison historique qui vient à l'esprit, c'est celle du 89 le plus récent, celui de 1989 en Europe : 1989, chute du mur de Berlin, suivie deux ans plus tard, en 1991, de la fin de l'Union soviétique. Elle s'impose à partir des deux premiers actes, les événements tunisien et égyptien, où on a le sentiment d'un système qui s'effondre de l'intérieur. C'est le point commun entre la Tunisie et l'Égypte. Il n'y a pas eu une opposition organisée, avec des dirigeants identifiables, une avant-garde reconnue, des partis et des leaders... C'est le mouvement populaire qui, par sa propre dynamique, a imposé son agenda, ses moyens et ses fins. En bas, on ne supportait plus, tandis qu'en haut, on ne tenait plus : le système s'épuise soudain et s'effondre sur lui-même, comme si son apparent pouvoir de domination n'était plus qu'une immense faiblesse.

C'est ici que fonctionne fort bien la comparaison avec la surprise de 1989. On voyait l'Union soviétique et le glacis des pays de l'Est comme des réalités très solides, des dominations tenues fermement, des pouvoirs pratiquement inébranlables, et voici que le tout s'effondre de l'intérieur, une partie du système n'arrivant plus à jouer sa comédie, le désertant ou s'en désolidarisant. Il en a été de même, et relativement pacifiquement, avec les pouvoirs de Ben Ali et de Hosni Moubarak, tous deux confrontés à une population mobilisée dans une très grande diversité sociale tandis que l'armée refusait d'entrer dans leur jeu. La société se mobilise et le pouvoir se divise. Du coup, le régime tombe comme un fruit mûr.

Évidemment, il y a toutes sortes de causalités et d'acteurs qui s'ajoutent mais ce qui me semble être la caractéristique première de ces événements, c'est qu'il y a eu comme un épuisement, une lassitude, une fatigue de la domination qui était en place, si on s'en tient à cette première phase qu'est la séquence Tunisie-Égypte.

*B. Stora* – Ce qui fait la singularité des histoires tunisienne et égyptienne, c'est d'abord le fait qu'un consensus s'est réalisé au sein de la société, contre un clan familial usurpateur, concentrant entre ses mains les richesses et les leviers d'influence. Peu à peu, ce clan a ligué contre lui l'ensemble des classes sociales, unanimes pour le condamner et pour souhaiter son renversement : des jeunes diplômés chômeurs aux professions libérales, des intellectuels aux syndicalistes. De ce point de vue-là, l'unanimité anti-Ben Ali ou anti-Moubarak n'est pas sans évoquer un certain nombre de soulèvements antérieurs. La force du consensus populaire est comparable, par exemple, à ce qui s'est passé au sein de la société portugaise au temps du salazarisme finissant. Dans le Portugal

de 1974, il y a eu également une unanimité sociale et politique qui a fait « coaguler » des classes et des intérêts sociaux fort divergents autour des forces armées – le Mouvement des forces armées – en dirigeant leurs énergies contre la personne d'un dictateur. Une telle configuration ne pouvait pas exister en Algérie ou au Maroc, qui sont des sociétés beaucoup moins homogènes, et nettement plus fracturées culturellement et régionalement.

Autre singularité très importante des événements de ces dernières semaines, la place tenue par la plus ancienne centrale syndicale du Maghreb, l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT), prépondérante en Tunisie. Quelques jours avant la chute de Ben Ali, l'UGTT a précipité les événements en se prononçant en faveur de la grève générale. Ce trait apparente aussi la révolution tunisienne au modèle polonais de la grève générale de 1981, orchestrée par le syndicat Solidarnosc contre le gouvernement Jaruzelski. Avec Solidarnosc, avait émergé une révolution populaire et sociale très forte. Et l'événement polonais peut être considéré comme le point de départ de l'effondrement du stalinisme. La puissance de résistance d'un syndicat peut jouer un rôle décisif. L'Union Générale des Travailleurs Tunisiens s'est maintenue à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du système autoritaire mis en place par Ben Ali et sa famille depuis le début des années 1990. La centrale syndicale a tenté d'exister comme une force indépendante dans ce système autoritaire, en se situant à la limite des compromis possibles avec l'État. Cette référence à la Pologne s'est tout de suite imposée dans mon esprit comme démonstration d'une combinaison possible entre un bouleversement intérieur social, et une mise en cause politique d'un système. Cependant, la différence entre les situations tunisienne, égyptienne et polonaise réside dans le rapport à « l'étranger ». En Pologne, pesait la menace d'une intervention extérieure, celle de l'armée soviétique. Rien de tel, évidemment, en ce qui concerne la Tunisie ou l'Égypte.

Troisième et dernière spécificité qui distingue le soulèvement des Tunisiens et des Égyptiens : l'existence de « partis/États/services » qui font office de police politique au service des régimes, assurant l'encadrement, le quadrillage et la surveillance de la population. En Irak, en 2003, le démantèlement de ces services de sécurité avait eu lieu sous l'impact de l'intervention anglo-américaine. Ce qui n'est bien entendu pas le cas en Tunisie et en Égypte, comme plus tard au Yémen et en Syrie, où tout arrive sans intervention extérieure. Finalement, ce qui vient de se passer dans le monde arabe est une combinaison de tous ces modèles, sans être identique à aucun d'eux.

Et quel que soit l'intérêt des analogies, il faut se méfier des associations et prédictions hâtives. On ne peut pas dire que tout est joué d'avance, que cette histoire-là est fléchée, et qu'on va aller, inéluctablement, vers un certain type de révolution – de type iranien, par exemple. Pas plus que l'on ne peut prétendre que c'est une histoire annoncée, préparée d'avance, sur un modèle quasi conspiratif, comme si une ingérence étrangère était à l'origine du tournant démocratique, ainsi que le suggèrent certains internautes qui n'arrivent pas à se débarrasser d'une vision complotiste de l'histoire.

*E. Plenel* – C'est un point important, cette antériorité syndicale tunisienne. L'UGTT s'est créée en quelle année ?

*B. Stora* – En 1924, bien avant l'Union Marocaine du Travail (UMT) créée en 1945 ou l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) proclamée pendant la guerre d'Algérie, en 1956. Cette très longue tradition ouvrière tunisienne est une dimension importante et généralement sous-estimée. La Tunisie est un pays qui a une très forte identité sociale. C'est une différence avec l'Algérie par

exemple.

Auparavant, j'ai évoqué les cas portugais et polonais, deux séquences très fortes de révolution démocratique, de sortie de dictature. Je voudrais poursuivre jusqu'au bout la comparaison. Les révolutions en Tunisie et ensuite en Égypte, diffèrent par la rapidité de l'effondrement. Ce qui peut s'expliquer par la désignation d'une cible unique : le président de la République dans les deux cas, les personnages qui « incarnaient » la toute-puissance d'un État autoritaire. La remise en cause de tout un système de fonctionnement, avec ses rouages aux divers niveaux de l'État, de la vie économique et politique, n'a pas été le moteur initial. C'est seulement maintenant, dans le processus d'approfondissement des mouvements que se posent les questions de responsabilités à des échelons intermédiaires, et du mode de désignation de responsables dans la vie publique. Les manifestants visaient avant tout « la tête » de l'État, considérée comme responsable de tous leurs maux. Ils exigeaient un fonctionnement réellement républicain et rejetaient ce mode de succession « dynastique » dans lequel les enfants de présidents jouaient un rôle essentiel.

En Algérie, cela ne pouvait pas être le cas. Parce que le président actuel, Abdelaziz Bouteflika, n'apparaît pas comme une « cible » politique unique. La situation est plus compliquée, avec des cercles de l'armée agissant au cœur du dispositif du pouvoir. C'est le produit d'une histoire tourmentée. À partir d'octobre 1988, l'Algérie s'était lancée dans un processus démocratique contre un parti unique (le FLN), ce qui a débouché sur la remise en cause de tout un système, puis a provoqué une terrible guerre civile. Le système autoritaire, pour autant, s'est maintenu. Nous y reviendrons.

La Libye, avec Mouammar Kadhafi comme cible unique, principale, s'inscrit dans le droit fil de la Tunisie ou de l'Égypte. C'est pour cela que l'embrasement a été possible, de même qu'en Syrie, où Bachar el-Assad concentre sur son nom tout le mécontentement d'une société. Contre eux se rassemblent toutes les oppositions, des Berbères aux islamistes, ou aux « minorités » chiites, qui se retrouvent sur un seul objectif. Au Maroc, comme dans les autres monarchies du Golfe, le refus de l'absolutisme commence à se propager. Les successions politiques, par les familles régnantes, sont contestées. À la différence des régimes se réclamant de la république, les revendications portent sur le passage à des monarchies constitutionnelles. Mais partout, dans l'aire culturelle arabo-musulmane, la revendication de liberté est très, très puissante.

## L'écho du 1789 français

*E. Plenel* – Le propre de l'événement, comme inattendu et improbable, c'est qu'il va faire lui-même son actualité, en inventant ses possibles, et que, par conséquent, toute tentative pour, en temps réel, le ramener au passé, à des schémas d'explications anciens, est débordée par son cours tumultueux. Mais n'y aurait-il pas, tout de même, une autre résonance, après celle du 1989 européen ? Un autre 89, à l'origine des idéaux démocratiques : le 1789 français, et les révolutions démocratiques qu'il inspire ensuite ?

Je me demande si la particularité de ces révolutions n'est pas qu'elles effacent le <sup>xx</sup>e siècle. Le <sup>xx</sup>e siècle – ce siècle d'enfer, de terreur et de massacre, siècle où l'Europe a quand même produit le pire de la barbarie au cœur de la culture – ne nous avait-il pas laissé en héritage une vision déformée des révolutions, aussi bien pour ceux qui les craignent que pour ceux qui les espèrent ? Des révolutions naissant de la guerre, accouchées par la violence, supposant des avant-gardes, des insurrections et des complots, des clandestins et des professionnels, etc. Pour l'idéaliser ou la récuser, c'était notre vision de la révolution : avant-gardiste. Avec, au fond, une seule question déterminante : qui est à la direction, qui mène les masses, qui encadre le mouvement, etc. ? Laquelle, à l'usage, était indissociable d'une interrogation douloureuse sur la confiscation desdites révolutions, une fois advenues, par leurs supposées avant-gardes.

Or là, on le voit bien, c'est impossible : personne n'a pu mettre une figure unique sur la révolution tunisienne ou sur la révolution égyptienne, distinguer des meneurs et une avant-garde. D'où mon interrogation : ne sommes-nous pas devant un événement qui, dans sa singularité, rappelle plutôt la postérité de cet autre 89, le 1789 révolutionnaire français, celui qui fait que Kant interrompt sa promenade justement parce que c'est un événement impensable et improbable, dont l'impact va bien au-delà du seul pays concerné ? Est-ce que nous ne sommes pas, comme durant ces décennies (1789, 1830, 1848,...) d'ébranlement des anciens régimes par des idéaux de liberté, d'assaut des monarchies par des espérances républicaines, devant un printemps des peuples essentiellement démocratique, dans sa genèse comme dans son exigence ?

C'est une aspiration purement démocratique et sociale, liant indissolublement question démocratique et question sociale autour de l'égalité des droits, qui a soulevé et qu'ont porté ces foules tunisienne et égyptienne. Ce sont des mouvements constitutionnels, d'invention démocratique avec des élections libres et des assemblées constituantes en vue, qu'elles ont déclenchés. À tel point que, pour essayer de chevaucher le tigre, la monarchie marocaine ouvre également une possibilité d'évolution constitutionnelle. En quelques semaines, outre les mobilisations, manifestations et répressions en cours partout ailleurs, nous avons donc trois pays, deux au Maghreb, un au Machrek, qui ont déjà basculé dans un moment d'invention démocratique, de débats intenses sur ce qu'est la démocratie, son indocilité et sa pluralité, au cœur d'une région où la politique se réduisait à l'obéissance et à l'unicité, à la soumission au Dictateur ou à Dieu, au Grand Un de l'État ou au Grand Même de la religion.

Est-ce qu'il n'y a pas là une histoire totalement nouvelle qui s'ouvre et qui, au fond, nous surprend

parce que, s'agissant du monde arabe, nous n'envisagions pas, nous ne sentions pas ou ne voulions pas voir, cette attente démocratique et sociale ? Et n'est-elle pas lourde de sens et porteuse d'espoir pour nous, ici même, qui avons perdu le souvenir de la révolution comme un événement d'abord populaire et pacifique, essentiellement démocratique et social, et non pas minoritaire, avant-gardiste, violent, etc. ?

Je pose la question à l'auteur de *La Dernière Génération d'octobre*<sup>1</sup>, ce livre dans lequel vous avez revisité vos engagements de jeunesse à l'extrême gauche, dans les années 1970. Ce qui a frappé tous les observateurs, tous les reporters, que ce soit en Égypte ou en Tunisie, c'est le pacifisme des foules, qui ont évité la violence, qui la contrôlaient et la limitaient malgré leurs propres morts. En somme, elles semblaient habitées par cette idée que la masse du peuple pouvait faire basculer l'histoire par son simple poids d'unité, de solidarité et de fraternité. Et si les révolutions arabes marquaient la fin définitive d'un cycle révolutionnaire daté, celui du <sup>xx</sup>e siècle, enfant des guerres et de leurs violences, guerres mondiales ou guerres coloniales, pour en ouvrir un autre, renouant avec les idéaux démocratiques initiaux, ceux du <sup>xviii</sup>e et du <sup>xix</sup>e, retrouvant la fraîcheur de leur radicalité ?

*B. Stora* – Les révolutions antérieures, anglaise, française ou russe ont servi d'exemple, diffusé des principes, ont eu leurs historiens ou juristes. Il est possible de les analyser par leurs résultats. Les révolutions en cours dans le monde arabe posent un autre type de problèmes, moins par leurs résultats, pour l'instant, que par l'événement lui-même. En quoi consiste ce que nous ressentons, tous, comme un bouleversement ? Que vient-il de se passer ? Si la révolution apparaît incomplète, faut-il l'achever, la poursuivre ? Quelle autre histoire s'inaugure maintenant ? Derrière ces interrogations, ce que l'on trouve c'est une menace et une promesse mêlées, pour l'avenir. Ce que l'on sent aussi, c'est que ces révolutions n'ont pas de force d'attraction en Europe : elles sont vues comme des événements singuliers, localisables, lointains. Pour l'instant, elles n'ont guère de caractère exemplaire et prophétique, elles sont perçues comme des « rattrapages » : nullement le début d'un monde nouveau et exaltant, mais plutôt l'entrée dans un monde déjà constitué. Cette façon de voir prête à discussion. Il y a, effectivement, toute une série de notions qui sont pertinentes pour analyser les nouveaux cycles d'histoire. Cependant, je dirais qu'en ce qui concerne le monde arabe, il y a surtout une *reprise* d'histoire.

*E. Plenel* – Vous voulez dire que, pour le monde arabe, l'histoire avait été interrompue ?

*B. Stora* – Une histoire reprend, que l'on a eu tendance à oublier. Le schéma que vous proposez du <sup>xx</sup>e siècle tel qu'on le lit en Europe, est effectivement celui d'un siècle partagé entre totalitarisme et stalinisme, entre nazisme et stalinisme, considérés comme deux frères jumeaux. Mais il existe une troisième composante dans le <sup>xx</sup>e siècle qui, elle, appartient à la rive sud : la colonisation/décolonisation. L'effacement ou le dépassement de la question coloniale reste problématique. La seconde moitié du <sup>xx</sup>e siècle est temps de décolonisation, d'espoir, d'espérance. Une autre histoire s'ouvre à ce moment-là, fondamentale, et qui veut échapper précisément à l'histoire européenne du <sup>xx</sup>e siècle, défigurée à la fois par le communisme stalinien et le fascisme. L'Europe des Lumières s'est abîmée dans ces fameuses années 1930-1940. La perspective qui se dessine dans les années 1950-1960 est celle de la libération de tous les esprits. Une période de promesses démocratiques commence, avec la volonté d'accéder à la révolution sociale, à une liberté politique. Les mouvements de la jeunesse radicalisée des années 1960 en Europe s'adosent à ces espérances. On l'a oublié aujourd'hui. À l'époque, les mouvements de libération nationaux, ceux du



tiers-monde révolutionnaire s'inscrivaient dans cet élan. Ils étaient porteurs de toutes ces espérances, à la fois individuelles et collectives. Très vite, il y eut des confiscations de l'histoire, ce que le leader algérien Ferhat Abbas appelait les « indépendances confisquées », une sorte de glaciation des volontés de liberté. J'interprète ce qui se passe en 2011 non pas comme une nouvelle période qui s'ouvre, mais comme une *suite* d'histoire interrompue. Les peuples reprennent l'histoire là où elle s'est arrêtée dans les années 1960-1970.

Cela n'invalide pas les références aux révolutions européennes et les analyses qui en découlent. Mais cela les complète. Car il existe aussi une histoire du monde arabe, du Sud qui lui appartient en propre. Celle-ci est influencée, bien sûr, par l'histoire européenne mais ne lui est pas soumise et n'en est pas entièrement dépendante. En outre, dans cette histoire particulière du monde arabe et des indépendances confisquées, d'autres éléments d'interprétation entrent en ligne de compte. Ce sont les directions et bifurcations prises par les mouvements nationalistes ou communistes qui étaient les principales forces anticoloniales à cette époque. Ajoutons, à partir des années 1970, la montée en puissance de l'islam politique. Nationalisme arabe, communisme, islam politique : toutes ces tendances ont pour matrice principale l'Égypte. C'est en Égypte qu'ont été créés les Frères musulmans en 1929, c'est en Égypte que va se développer le nationalisme arabe, et que les communistes ont été très actifs. L'Égypte est le cœur du monde arabe, même si c'est en Syrie que le parti Baas a été fondé, par Michel Aflak, dans l'entre-deux-guerres.

*E. Plenel* – L'Égypte comme poumon du monde arabe, démographique, politique, intellectuel, culturel...

*B. Stora* – En effet. C'est en Égypte que commence le mouvement de réforme de l'islam. Méhémet-Ali, le vice-roi d'Égypte au début du XIX<sup>e</sup> siècle s'appuie pour ses réformes sur une jeune génération d'oulémas ouverts, tels le cheikh Attar et Rifa'a al-Tahtawi. Ces oulémas ne voient pas de contradiction entre l'islam et la modernité, ils soutiennent donc la plupart des réformes entreprises par Méhémet-Ali. Sous les ordres de ce dernier, des matières séculières comme la géographie et l'histoire sont introduites dans l'université al-Azhar du Caire. Rifa'a al-Tahtawi a étudié les nouvelles disciplines enseignées à Al-Azhar sous la direction de savants français invités en Égypte par Méhémet-Ali. Puis, il part pour Paris où il étudie Montesquieu, Rousseau, Voltaire, Racine et Condillac. Méhémet-Ali et son fils Ibrahim adhèrent pleinement à un projet de nation arabe qui rassemblerait tous les Arabes, de l'Égypte à la Mésopotamie. Ils favorisent, par ailleurs, l'émergence d'une renaissance intellectuelle, sociale et culturelle sans précédent, la *Nahda* (Renaissance), que l'on compare généralement à la Renaissance européenne. Dès 1828, avec le développement de l'instruction et la création d'une presse officielle, la langue arabe est défendue par les Égyptiens.

C'est en Égypte également que se développe l'islam politique avec les Frères musulmans créés en 1929 par Hassan el-Bana, et le nationalisme arabe avec la révolution impulsée par Nasser à partir de 1952. C'est l'Égypte qui donne le ton, rythme, scande les phases historiques. Or, dans l'Égypte des années 1960-1970, les possibilités de réforme de l'islam ont été différées, entraînant une radicalisation vers l'islamisme, dans ses versions les plus dures. Les théoriciens des nationalismes arabes ont proclamé la nécessité de la révolution anticoloniale et nationale d'un parti fort, qui donnera naissance à l'État. Cet État prodiguera les effets de la Révolution. La Révolution par l'indépendance est donc chevillée d'abord au Parti, puis au Parti-État. Ainsi se dessine l'État-Révolution, avec ses systèmes de domination, ses conduites d'obéissance, et ses hiérarchies du

savoir, l'islam étant utilisé comme outil de légitimation *a posteriori*. Le nationalisme arabe s'oriente logiquement vers la construction de systèmes à parti unique, avec, au cœur du dispositif, ce qu'on appelle les *moukhabarat*, c'est-à-dire les « services ». Ce sont ces réseaux de surveillance de la société et de répression qui vont prendre véritablement le pouvoir, dans l'ensemble du monde arabe. Ces « services » appartiennent à une branche de l'armée, mais sans être vraiment l'armée. Ils sont les « policiers » dans l'armée, directement aux ordres d'un clan qui se forme autour des présidents. L'Égypte fournit un modèle politique que l'on va ensuite retrouver en Algérie, en Syrie, en Libye, un peu partout. Les *moukhabarat* font la loi, décident en système fermé, clos.

Depuis maintenant quelques mois, dans le monde arabe, la grande question est donc : « Quelle histoire poursuit-on ? De quelle histoire sommes-nous les héritiers ? Comment reprendre la marche de l'histoire vers plus de liberté ? Comment peut-on revenir à cette histoire de libération ? » Parce que, dans les années 1950, le centre de gravité de la politique mondiale, c'était la décolonisation.

[1](#)- *Op. cit.*

## La reprise d'une histoire interrompue

*E. Plenel* – Les révolutions actuelles seraient donc la reprise d'une histoire interrompue où, hier, les peuples arabes, loin d'être relégués sur ses bas-côtés, se vivaient comme étant au cœur de l'agenda mondial ?

*B. Stora* – Elles étaient, en effet, au cœur et rythmaient l'agenda mondial. Les engagements politiques se décidaient à partir de ces événements. Et puis, paradoxalement à partir de 1968, le centre de gravité revient en Europe, en Occident avec les mouvements de contestation de la jeunesse, en particulier étudiante, scolarisée. À partir de 1968, l'engagement des États-Unis dans la guerre du Vietnam joue un rôle évident dans la prise de conscience politique d'une grande partie de la jeunesse. Alors que de 1945 à 1968, le tiers-monde donnait le tempo de la politique internationale, pesant sur les rapports Est-Ouest.

*E. Plenel* – Ce que vous venez d'évoquer, c'est ce que résument les dernières pages de ce best-seller du tiers-mondisme que fut *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon, paru chez Maspero en 1961<sup>1</sup>, juste avant le décès de ce psychiatre martiniquais, ancien combattant de la France Libre, qui avait fait le choix de la cause indépendantiste algérienne. Quittons l'Europe, dit-il en substance à ses lecteurs, quittons cette vieille Europe qui a trahi son propre programme. « Nous avons mieux à faire que de suivre cette Europe-là, écrit-il... Allons, camarades, le jeu européen est définitivement terminé, il faut trouver autre chose. » C'était il y a exactement un demi-siècle, entre-temps l'Europe est revenue au centre du jeu. Mais, si je vous suis, ce n'était peut-être qu'un ultime sursaut et voici qu'à nouveau, l'histoire s'invente ailleurs, se déplace et se décentre...

*B. Stora* – En fait, nous sommes revenus à l'Europe, et le Sud est entré dans une glaciation économique, politique, culturelle, avec des systèmes à parti unique, en pourchassant les dissidents, en expulsant les minorités...

*E. Plenel* – Comment expliquez-vous que ces glaciations autoritaires l'aient emporté dans la foulée des indépendances et des souverainetés conquises ? Quel est l'engrenage ? Car il n'y a jamais ni fatalité ni automatisme en histoire et toujours plusieurs chemins possibles...

*B. Stora* – Plusieurs facteurs interfèrent. Mais surtout, il y a deux versants dans cette histoire, celui du Nord et celui du Sud. Il ne faut pas en avoir qu'un seul à l'esprit, celui du Sud englué dans les systèmes autoritaires. Le Nord s'est fort bien accommodé de cette situation en installant des élites politiques, en s'arrangeant avec elles, en les confortant. Une attitude qui permettait au Nord de garder la mainmise sur un Sud qui n'avait pas réussi sa décolonisation. Les phénomènes de type « Françafrique » ont émergé avec la collusion de réseaux économiques et politiques. Du Congo, avec le moment de la « liquidation » de Lumumba en 1961, au Maghreb et à toute l'Afrique, des élites se tenaient éloignées des aspirations de leurs peuples.

*E. Plenel* – Les puissances du Nord, que ce soient les États-Unis ou la France, auraient donc poussé à la glaciation au Sud, *via* la corruption, pour maintenir leur influence après les indépendances...

*B. Stora* – Les anciennes puissances coloniales, comme la Belgique, ou la France, mais aussi la Grande-Bretagne, la Belgique, le Portugal ont toutes gardé leur influence, en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau, au Congo, au Rwanda. Nous avons ainsi oublié aujourd’hui à quel point la Belgique a été un pays colonisateur, avec une politique absolument effroyable. Une mise en esclavage radicale.

*E. Plenel* – C’est le théâtre d’invention du roman de Joseph Conrad, initialement publié en 1902, *Au cœur des ténèbres*<sup>2</sup>, qui est sans doute la fiction la plus dévastatrice sur la logique de perdition des aventures coloniales. Au Congo belge, la moitié de la population a disparu en trente ans, l’espace d’une génération...

*B. Stora* – Tout à fait, le roi Léopold se comportait en véritable propriétaire du pays. La Belgique, à ma connaissance, n’a pas vraiment fait l’examen de conscience de son histoire, de ce passé pourtant très récent. Je le rappelle parce que l’on insiste souvent sur l’exception française dans les discussions concernant le passé colonial. La vieille question coloniale, et le maintien, la survivance de liens anciens se posent aussi dans d’autres pays d’Europe.

*E. Plenel* – Ce débat a tout de même existé en Belgique, à propos du Rwanda, après le génocide dans cette ancienne colonie belge...

*B. Stora* – Oui, mais faiblement. En Angleterre également, le passé colonial britannique est très peu revisité et critiqué. De même que le passé colonial allemand, pourtant peu important.

*E. Plenel* – Passé colonial qui s’est arrêté en 1918 cependant, avec la défaite de l’Allemagne...

*B. Stora* – Rappelons quand même que la Conférence de redécoupage de l’Afrique s’est tenue à Berlin en 1885 ! Mais fermons cette parenthèse. Et revenons au fait que le Nord a poussé à cette glaciation, en entretenant une certaine « stabilisation » sans vraiment encourager l’émancipation réelle de ces sociétés. Les révolutions actuelles renvoient donc aussi à une interrogation sur la politique suivie au Nord pendant de nombreuses années.

Côté Sud, avec le passage aux indépendances politiques, on considérait que la question nationale était réglée. Les frontières semblaient dessinées, définitivement. Les frontières idéologiques, territoriales, les frontières culturelles, linguistiques, régionales, tout semblait achevé. La question nationale était perçue comme dépassée – alors que ce n’était pas vraiment le cas. Avec les indépendances, bien au contraire, la définition réelle de la nation devait être précisée : la place des femmes, celle des citoyens, celle des minorités et de ceux qui n’étaient pas musulmans. La question sociale, elle aussi, était réputée réglée, ce qui était illusoire. Un unanimisme politique régnait alors, qui se voulait décisif pour la construction de l’État. La vision unitaire de la nation autour de la centralisation étatique apparaissait comme la priorité absolue, comme l’obsession principale. La question du « développement » économique également. Il fallait, pensait-on, régler ces questions, de manière prioritaire, au détriment de toute vision démocratique. Dans les années 1960-1970, les ambitions de l’intelligentsia, des hommes politiques étaient de se hisser à la hauteur des pays anciennement colonisateurs. Leur conception excluait l’idée d’une société plurielle et divisée en classes. C’était celle d’une société unifiée, tendant vers un seul et unique objectif : le développement du pays, de la nation. Le langage du socialisme était celui du nécessaire État fort. Les particularismes des régions étaient ainsi étouffés, de même que les traditions linguistiques anciennes. L’État autoritaire combattait systématiquement ce qu’il considérait comme des situations archaïques,

patriarcales, tribales, des survivances du passé.

La modernisation était imposée et orchestrée par le haut, ne laissant place à aucune forme de dissidence.

La nouveauté, dans l'année 2011, est justement ce soulèvement des sociétés, indépendamment d'élites déjà constituées. Sans porte-parole clairement identifiés, ou de dissidents travaillant dans l'ombre depuis des années, comme dans les pays de l'Est au temps du communisme stalinien. Je me souviens de la dissidence dans cette partie du monde, avec Václav Havel, Adam Michnik, Jacek Kurop, Modzelewski : tous ces personnages cheminaient, combattaient en rapport avec d'autres intellectuels, des historiens, des dramaturges vivant à l'Ouest... Sur cette absence apparente d'une dissidence ancienne capable de porter les aspirations révolutionnaires nouvelles, j'avoue que la réponse est très difficile. La nature des États autoritaires dans les pays arabes, l'interdiction de toute forme d'opposition comme en Syrie par exemple, la forte répression des expressions dissidentes à l'intérieur même des pays pèsent, bien sûr. Mais des dissidences se sont-elles manifestées dans les diasporas, à l'extérieur, par le biais des immigrations ? Étant à l'extérieur, les voix démocratiques avaient pourtant du mal à se faire entendre, à pénétrer à l'intérieur des sociétés, à trouver des légitimités, sans doute en raison des discours très nationalistes tenus par les États.

Quoi qu'il en soit, la faiblesse des dissidences démocratiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays, peut finalement être un atout aujourd'hui. Les mouvements actuels veulent précisément s'affranchir à la fois de l'État autoritaire et d'un nationalisme fermé, agressif et répressif. Les mouvements actuels ne sont pas xénophobes. Dans toute révolution, des figures nouvelles, inconnues, se révèlent. Dans ces processus révolutionnaires, de nombreuses personnes jeunes apparaissent. Certes, la place de la jeunesse dans un mouvement ne garantit pas l'accomplissement démocratique, elle n'écarte pas les dangers totalitaires ni la surenchère dans la radicalité. Mais c'est néanmoins une promesse importante pour l'avenir, une relève des générations s'opère sous nos yeux.

Dans le même temps, comment s'affranchir des avant-gardes politiques anciennes, qui appartiennent au passé, à « l'ancien régime » dans la conduite des affaires politiques ? Lorsqu'il n'y a pas d'avant-garde culturelle en situation d'alternative, les anciennes forces risquent de reprendre le dessus. Elles ont, sur la durée, l'expérience de la gestion du pouvoir, des réseaux politiques nationaux et internationaux, le savoir-faire dans la gestion... Mais une classe politique nouvelle va émerger dans une situation où, de toute façon, nous assistons à un épuisement de cycle historique. Car un cycle commencé avec la décolonisation s'achève aujourd'hui. Vous parliez au début de notre entretien de fatigue et de lassitude. Elles viennent aussi de l'épuisement du cycle historique commencé en 1945, poursuivi par une « glaciation » installée depuis les années 1970, et qui s'achève. Comment « reprendre » cette histoire en lui donnant un sens ?

[1](#)- Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, préface de Jean-Paul Sartre (1961), préface de Alice Cherki et postface de Mohammed Harbi (2002), La Découverte, 2002.

[2](#)- Flammarion, coll. « Garnier-Flammarion », Paris, 1993.

## La démocratie comme idée neuve

*E. Plenel* – Le principal enseignement du « 89 arabe » n'est-il pas la renaissance de la question démocratique ? C'était la raison de ma comparaison avec les premières révolutions démocratiques qui imbriquaient la demande de libertés démocratiques et l'exigence de droits sociaux. Le droit d'avoir des droits introduit les conquêtes sociales, la vitalité démocratique conditionne la question sociale. Après tout, sous la colonne de Juillet de la place de la Bastille qui, à Paris, commémore les Trois Glorieuses de 1830, gisent les dépouilles d'ouvriers du Faubourg Saint-Antoine qui se sont battus pour la liberté de la... presse !

Jusqu'alors, la question démocratique était reléguée par la plupart des acteurs au profit supposé – mais en réalité tout autant à son détriment – de la question sociale. Tous les pouvoirs autoritaires du monde arabe ont pris ou prennent encore prétexte de ce qu'ils redistribuent au peuple, malgré l'immensité de leurs prévarications, pour relativiser l'exigence de liberté. Mais leurs soutiens occidentaux ont fait de même, l'exemple le plus explicite ayant été donné par Jacques Chirac expliquant, dans la Tunisie de Ben Ali, que le premier des droits de l'homme, c'est de pouvoir manger. Et aussi d'aller à l'école, d'avoir des hôpitaux, la santé, l'éducation, etc. On entend cette musique ailleurs, sous d'autres latitudes, par exemple dans le Cuba de Fidel Castro ou le Venezuela de Hugo Chávez qui, tous deux, ont évidemment soutenu sans réserve l'interminable dictature du colonel Kadhafi face aux insurgés libyens. Bref, il y avait jusqu'à l'événement démocratique arabe une relativisation de la question démocratique aussi bien par la *realpolitik* conservatrice des puissances occidentales que par une certaine pensée de gauche issue du tiers-mondisme. Et ceux qui opprimaient leurs peuples comme ceux qui s'arrangeaient de cette domination, par intérêt ou par conviction, ont communiqué dans cette relégation, voire négation, de l'enjeu démocratique.

Or voici que les peuples eux-mêmes le font surgir au premier plan, en démontrant qu'il est la condition nécessaire de la question sociale, autour de ce principe fondamental qu'est l'égalité des droits. Le droit égal d'avoir des droits permet potentiellement l'évolution des conditions, la sécurité pour l'avenir, la protection sociale, la solidarité collective en lieu et place des privilèges oligarchiques. Ce n'est évidemment pas joué, nous n'en sommes qu'au début du processus, mais n'est-ce pas ce qui fut spontanément mis en scène sur la place Tahrir au Caire ? Une forme d'égalitarisme dans les manifestations, une grande tenue dans les rassemblements, un scrupuleux respect du pluralisme, ce fait que non seulement le mot « liberté », mais celui de « fraternité » furent scandés... Il y a même eu cette anecdote formidable où l'on a entendu, alors qu'être pickpocket est un sport assez prisé au Caire, un haut-parleur lancer à la foule : « On a trouvé un portable de telle marque, à qui appartient-il ? Si vous voulez le réclamer, merci de vous signaler ici... » Sans compter cette attention à la propreté de la place, cette foule qui tenait à une grande dignité et qui veillait à ce qu'il n'y ait pas d'ordures.

N'est-ce pas là l'événement véritable : le surgissement de la question démocratique comme une idée neuve, levier de la question sociale ?

*B. Stora* – Dans le monde arabe, l'idée de la démocratie est indéniablement une idée neuve. Pas

seulement nouvelle, mais neuve. Parce qu'il y a eu le temps colonial au cours duquel, dans une grande partie du monde arabe, l'idée démocratique a été dévalorisée. Au nom de la démocratie s'était opérée la pénétration étrangère et l'installation de régimes coloniaux. Et puis, sous ces derniers, la démocratie politique était réservée à quelques-uns. Et avant le temps colonial, la démocratie n'existait pas non plus. Dans l'Empire ottoman, par exemple, il y avait un système de cohabitation des communautés, à la fois sur le plan religieux et non religieux, fondé sur le principe de la « dhimmitude » (la supériorité juridique donnée aux musulmans sur les non-musulmans), donc une absence d'égalité citoyenne. Et puis, plus tard, au lendemain des indépendances politiques, la démocratie a été confisquée. Après l'Empire ottoman, après le temps colonial, après les indépendances confisquées – une longue durée historique d'au moins deux siècles –, la démocratie apparaît enfin comme une revendication forte et une exigence nécessaire. Yadh Ben Achour, juriste de soixante-trois ans qui préside, en Tunisie, l'instance chargée de préparer les élections à l'Assemblée constituante, prévue en juillet 2011, écrit ainsi, dans *Le Monde* du 21 avril 2011 : « C'est la première fois que dans le monde arabe, à la surprise de tous, le peuple se soulève. [...] Nous avons compris par là que la légende de la démocratie importée de l'Occident est morte. Elle n'était qu'une fausseté colportée par tous les chefs en mal de dictature ou par leurs amis occidentaux, qui nous laissaient entendre par leurs propos que la démocratie était l'apanage des belles et nobles nations et que, pour nous, la dictature avec le pain était meilleure. » Longtemps abîmée, dévalorisée, confisquée, instrumentalisée, l'idée démocratique est désormais mise en pratique. En outre, la démocratie est aussi une idée neuve parce qu'elle va de pair avec le lien authentique, nouveau, entre l'individu et la nation. Nous l'avons vu sur la place Tahrir, au Caire. L'idée démocratique reconstruit un lien national que les États autoritaires avaient détérioré et perverti dans une surenchère de discours proclamant un nationalisme étriqué, clos et intolérant. L'idée démocratique reconstruit un vrai lien national, celui de la citoyenneté, notamment celui de la discipline citoyenne dans l'espace public. Ce dernier était un espace abandonné, déserté, à la fois par les individus citoyens et par les États. Son délabrement tranchait fortement avec la tenue de l'espace privé. Comme l'État ne s'en préoccupait pas, les citoyens ne s'en occupaient pas non plus. Vous évoquiez, tout à l'heure, ces gens qui nettoyaient la place Tahrir. C'est extraordinaire ! Ils se réapproprient cet espace public, qui est le leur, et qui doit donc être aussi « propre » que le sont leurs lieux d'habitation, ces lieux dans lesquels, pendant des années, ils s'étaient réfugiés. Les visiteurs occidentaux étaient toujours très surpris par le contraste entre la propreté des espaces privés et l'état de dégradation des espaces publics. Il témoignait de l'incurie de l'État, comme de la défiance de la population à son égard. On retrouve quelque chose d'analogue avec la question du paiement des impôts. Naturellement, les puissants, proches du pouvoir, ne les payent que très peu, voire pas du tout. Les autres, et parmi eux les plus pauvres, sont obligés de les payer, mais avec une réticence extrême. La réappropriation de l'espace public, en particulier par les manifestations de rue, est donc un indice de citoyenneté nouvelle. La fameuse « rue arabe » ne fonctionne pas seulement à l'émotion, selon un cliché qui n'est pas dénué de préjugés, elle est surtout animée par la raison.



# L'information est une libération

*E. Plenel* – Continuons à tirer ce fil démocratique... L'information, sa liberté de circulation et ses effets de révélation, n'a-t-elle pas joué un rôle essentiel ? Il y a eu un double phénomène, d'accélération objective et d'efficacité subjective.

Le premier recouvre cette troisième révolution industrielle dont le numérique est le moteur, avec son impact sur les modalités de consommation et de diffusion des informations. Avec le développement exponentiel des technologies audiovisuelles et l'avènement de cet espace potentiellement sans frontières qu'est Internet, il y a eu, durant cette dernière décennie, la constitution totalement inédite d'un espace commun de l'information dans le monde arabe, d'un espace public partagé par tous les peuples qui, dépassant leurs situations spécifiques, se sont mis à partager questions, expériences, solutions, etc. Alors qu'il n'y avait pas d'espace public réel dans leurs pays, ils partageaient un espace public virtuel en regardant la chaîne Al Jazeera, puis en utilisant les réseaux sociaux du Net. Un espace de parole, un espace de liberté, un espace de confrontation, un espace de relation, de communication des uns aux autres, de l'un au multiple, de l'individu aux groupes.

Le second phénomène concerne l'effet de la révélation par WikiLeaks, durant l'automne 2010, des câbles diplomatiques américains<sup>1</sup>. Peut-être faudra-t-il retenir WikiLeaks comme facteur déclencheur de l'événement des révolutions démocratiques arabes, à l'instar d'une mèche qui, allumée, aura mis le feu à des sociétés démocratiquement asséchées. La stratégie de Julian Assange, l'inventeur de WikiLeaks, relève de nouvelles formes de militantisme, nées de la modernité numérique et proches des mouvements altermondialistes : les « fuites » massives, révélations et dévoilements, comme stratégie du faible au fort, montrant que le roi est nu, que le pouvoir est faible, que sa corruption est une évidence, que sa décrépitude est publique.

De ce point de vue, l'exemple tunisien fut chimiquement pur avec ce télégramme de l'ambassade des États-Unis à Tunis, titré comme un article de presse : « Tout ce qui est à vous est à nous », qui décrivait la corruption du pouvoir tunisien, son appropriation privative des richesses nationales, ses pratiques systématiques de prédation. Dès qu'il a été traduit, il a fait le tour du monde arabe. Il y a une pédagogie de la révélation : cela ne suffit certes pas à créer l'événement politique, mais cela le facilite, le précipite ou l'accélère. Tout d'un coup, ce que, toi, citoyen dont la citoyenneté était déniée, tu savais pertinemment, c'est-à-dire qu'ils étaient corrompus et qu'ils torturaient, tu le vois soudain écrit par la puissance mondiale dominante, dans sa langue et à destination de ses dirigeants... Dès lors, tu te dis : si eux-mêmes le savent, si eux-mêmes le disent, l'écrivent, l'affirment, qu'est-ce qui me retient ? Qu'est-ce qui m'empêche de me soulever, de me révolter, de franchir ce pas qui sépare la lucidité de la combativité ?

Vous allez peut-être me dire que j'idéalise, tant c'est évidemment un sujet qui, professionnellement, me tient à cœur. Néanmoins, il me semble que, dans la force de cet événement dont la suite n'est pas connue, il y a la dimension profondément révolutionnaire, profondément subversive, profondément émancipatrice de la liberté de l'information. Je cite toujours cette phrase



de Bailly, qui a été le premier président du tiers-état à l'été 1789, puis le premier maire de Paris, phrase extraordinaire par sa modernité : « La publicité de la vie politique est la sauvegarde du peuple. » Cette idée que savoir ce que les puissants font en notre nom va nous protéger et nous libérer, et donc nous permettre d'agir.

Il y avait eu, auparavant, des révoltes dans le monde arabe qui furent réprimées parce qu'elles sont restées beaucoup plus isolées, sans bénéficier de cette dynamique de communication, par exemple le printemps algérien de 1988. Mais là, il y a eu un levier démocratique formidable, né des potentialités libératrices d'une révolution industrielle, à la fois technologique et civilisationnelle.

*B. Stora* – Incontestablement. L'effet d'immédiateté dans l'information diffusée a joué un rôle à la fois de propagation et d'accélération. De manière instantanée, la connaissance des événements s'est répandue d'un bout à l'autre de ce monde, dans une même langue. C'est un point très important. Depuis plusieurs années, dans mon travail d'historien, j'avais observé la crise des récits très convenus et très contrôlés de l'écriture de l'histoire au Maghreb, construits à partir de sources uniques, qui donnaient une version tronquée, héroïsante et simplificatrice du passé. Des récits également très « fermés », laissant peu de place à l'Autre, quel qu'il soit (minorités, colonisateurs, nationalistes dissidents...) Or, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, les États ont commencé progressivement à perdre le monopole de l'écriture de cette histoire. De plus en plus, grâce à Internet, à Google, à Facebook, il n'était plus possible de s'en tenir à ces versions « officielles » de l'histoire, avec toujours les mêmes héros et les mêmes hauts faits. Grâce aux nouveaux médias, les citoyens ont commencé à former leur propre conscience. D'autres sources, venues de la tradition familiale, des expériences et vécus individuels, entamaient également le récit officiel. On a ainsi assisté à la construction d'*espaces mixtes* de la connaissance, qui étaient en même temps des espaces transnationaux. Entre les deux rives de la Méditerranée, la circulation et la rotation des informations crée un nouvel espace virtuel et le savoir ne peut plus simplement s'arrêter aux frontières. Les barrières nationales ne suffisent plus à stopper cette rotation infernale de l'information et le savoir historique. Ainsi, à propos de l'histoire algérienne par exemple, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, les personnages de Messali Hadj et de Ferhat Abbas, leaders anciens du nationalisme jugés trop « modérés » et donc progressivement écartés pendant la guerre d'indépendance, ont été réintégrés dans les récits officiels. Ils en avaient été exclus, bannis. Témoins de ces changements, les manuels scolaires ont évolué en dix ans. Au Maroc, l'extraordinaire circulation d'information a conduit à regarder différemment la révolte du Rif, contre la présence coloniale française et espagnole dans les années 1920. Par rapport à la monarchie des années 1930, les historiens, à partir de sources originales, ont pris en considération ce qu'on a appelé le « dahir berbère ». Il s'agit d'un décret-loi voulu par les Français, qui réhabilitait le droit coutumier au détriment de la loi musulmane et qui avait été combattu par les premiers nationalistes, alors qu'il impliquait la reconnaissance de l'identité des Berbères. Plus récemment, des éléments nouveaux ont circulé sur l'affaire Ben Barka, le leader nationaliste et socialiste marocain enlevé en octobre 1965 et assassiné par le régime, dont le corps n'a jamais été retrouvé. Malgré la fermeture des archives officielles, étatiques ou autres, des paroles d'acteurs ont émergé. Cette mixité du savoir et sa vitesse de rotation ont profondément bousculé le récit unique. Il faut rappeler que plus d'un million d'Égyptiens se sont inscrits sur Facebook depuis janvier 2011, ainsi que cinq cent mille Saoudiens. Le nombre de téléphones portables a « explosé », avec notamment le phénomène des smartphones... Il n'est guère surprenant que le changement s'accélère dans un monde arabe où les moins de trente

ans sont majoritaires. On voit d'ailleurs un processus analogue en France. Les discours d'État sur une identité nationale fixe et unique, celle d'une France de l'origine construite de manière continue, ne correspond pas à la réalité. La rencontre et le croisement de populations venant de différents horizons, crée une identité multiple, diverse, plurielle. Aucun historien sérieux ne peut souscrire aux idées développées par certains conseillers de Nicolas Sarkozy, à propos de « l'identité nationale » ou du discours sur l'islam et la laïcité. Il s'agit en fait d'habillages idéologiques servant à masquer une politique d'exclusion.

*E. Plenel* – Cette idéologie d'une fixité française est un déni de l'histoire, de ses mouvements et des inventions...

*B. Stora* – La majorité des historiens ne partage pas cette conception d'une fixité française singulière, déployée de façon linéaire de la monarchie à la Révolution. Les historiens du monde arabe, de la même façon, ne peuvent plus cautionner des récits uniformes et simplificateurs. Les États perdent ainsi, progressivement, la maîtrise de l'écriture de l'histoire. Cependant, toutes ces connaissances partagées, ces savoirs accumulés, ces informations diffusées peuvent aussi enfermer dans des mondes individualisés où chacun reste prisonnier de sa bulle. Les révolutions tunisienne et égyptienne doivent beaucoup à ces nouvelles technologies de communication et d'information, certes, mais il a fallu, et c'était un pas décisif, sortir du virtuel et des écrans pour aller... dans la rue. La caractéristique fondamentale des révolutions tunisienne et égyptienne actuelles, c'est bien la conversion à la réalité de peuples jusque-là confinés dans l'espace privé, réfugiés dans une virtualité numérique qui était aussi un exutoire et une compensation de la privation de leurs moyens d'expression. Ces peuples ont fait preuve d'une grande sagesse en rompant également avec l'irréalité de la pensée complotiste.

Les Tunisiens et les Égyptiens d'aujourd'hui ont hâte de savoir ce qu'est une vraie société, avec une vraie presse, de vrais partis politiques, de vrais syndicats, de vrais intellectuels. De ce point de vue-là, ne nous y trompons pas : c'est la société qui a décidé, avec maturité, d'en finir avec un système de surveillance de la population, à la manière des Tchécoslovaques lors de la « révolution de velours ». Se borner à qualifier cette révolution d'« e-révolution », c'est la réduire à un aspect et méconnaître la dynamique politique et sociale complexe du processus. Pour les Tunisiens et les Égyptiens surtout, Internet a été une soupape, un moyen d'expression et une sorte de sas de décompression pour des citoyens bâillonnés. Mais maintenant, d'une certaine manière, ce rôle compensatoire de la Toile n'est plus aussi déterminant, car le contrôle étatique sur l'information a brutalement cessé. Bref, il faut se garder de tout « cyberutopisme ». Les révolutions arabes n'ont pas été engendrées par Facebook ou par Twitter. Cependant les réseaux sociaux ont facilité et accéléré le processus.

*E. Plenel* – Ce serait un autre débat, qui mériterait d'autres développements. Mais, pour faire bref, je pense que c'est fausement du virtuel. On croit qu'on est dans le virtuel numérique ; en fait, on est dans le réel des relations et cette apparente virtualité crée de nouvelles réalités. L'impact des réseaux sociaux, Facebook et Twitter notamment, dans les révolutions arabes en cours l'illustre parfaitement. C'est le contenu qui fait l'échange, pas le contenant. Tout dépend de ce qui circule dans les tuyaux numériques...

*B. Stora* – Dans les révolutions tunisienne et égyptienne, ce qui m'a intéressé, c'est le passage de la solitude de l'internaute, qui absorbe des tonnes d'informations nouvelles, à l'euphorie collective

dans la rue, comme une vérification des informations obtenues. Facebook me donne une source d'informations phénoménale, que je n'avais jamais eue auparavant dans ma vie de chercheur. Des gens m'expliquent ce qu'ils pensent, ce qu'ils font, à Oran, dans le M'Zab, à Sidi-bel-Abbès... Ils me racontent les réunions, les manifestations culturelles, les romans qu'ils écrivent, leurs expériences comme leurs pensées profondes. À travers tout cela, on sent l'âme d'une société, le désespoir, la solitude, les joies, les désirs, les espérances. Pour autant, ces courants souterrains ne conduisent pas mécaniquement à l'action politique. En Algérie, des manifestations ont été lancées par Facebook, qui ont été des échecs. Alors qu'au Maroc, cela a été un succès. Pourquoi ? Parce que les technologies de l'information ne permettent pas, à elles seules, de surmonter les conditions historiques réelles vécues par les peuples. Elles accélèrent les processus, c'est indéniable, mais elles ne suffisent pas à créer des partis, des associations et des syndicats. Le lien collectif se fabrique dans le réel, dans le fait de rencontrer effectivement des gens, de se retrouver, de partager aussi des traumatismes réels et de les surmonter ensemble. On ne peut y parvenir dans la solitude de l'internaute. Ce que je retiens de cette période de « révolutions arabes » qui commence, c'est précisément la conjonction entre l'apport inédit des nouvelles technologies et le regain de la citoyenneté qui rompt la solitude et donne de l'audace. Ces deux aspects cohabitent et c'est extrêmement intéressant.

*E. Plenel* – Nous parlons des réseaux sociaux, mais ma question de départ, c'était aussi l'information et la façon dont le dévoilement augmente la conscience collective du peuple et, par conséquent, lui donne du courage.

*B. Stora* – L'un des vecteurs les plus importants de ce dévoilement d'informations est la chaîne de télévision Al Jazeera. Je la regarde depuis longtemps, comme tous ceux qui s'intéressent au monde arabe et veulent avoir des informations différentes. Les pouvoirs en place se sont toujours méfiés de cette chaîne qui a donné la parole aux opposants des différents pays et les bureaux locaux d'Al Jazeera ont souvent été empêchés de fonctionner. C'est évidemment le signe d'une absence de démocratie politique, d'un manque de « désordre journalistique », pour reprendre l'expression que vous aviez utilisée dans l'un de vos articles. Le désordre, en effet, ne donne pas forcément de la cohérence, de la sérénité, il crée de la fièvre. Mais c'est aussi la vitalité de la démocratie. Or ces États ne veulent pas entendre les bruits et alertes du journalisme. Tout ce qui est dissonant ou contradictoire leur apparaît comme dangereux. Mais Al Jazeera, en dépit du fait que ses bureaux soient fermés dans de nombreux pays arabes, peut être captée du fin fond du désert jusqu'au cœur des grandes villes. La chaîne est regardée dans la petite échoppe de l'épicier de Tunis, qui veut savoir ce qui se passe dans le reste du monde arabe, comme au domicile d'un fonctionnaire du Caire. C'est un média de très vaste amplitude, qui a apporté ouverture et dynamisme. Al Jazeera est aussi la chaîne en langue arabe qui a créé le plus de « panique », en brossant souvent les pouvoirs à rebrousse-poil. Ceux-ci ont réagi en l'accusant d'être « pro-islamiste » et cette image s'est répandue ensuite en Occident. Alors que les journalistes se contentaient d'être à l'écoute de leurs propres sociétés, rapportant les surprises, les désordres, les frustrations de populations souffrant de l'absence de démocratie et de liberté. Je crois qu'il ne faut pas sous-estimer, en effet, cet aspect-là : l'impact de l'information sur le processus politique. Ainsi, en Libye, Al Jazeera a joué un rôle non négligeable dans le soulèvement contre Kadhafi. Elle s'est rangée aux côtés des insurgés, informant en direct et en continu sur l'évolution de la situation. Ceux qui voulaient savoir ce qui se passait à Benghazi étaient obligés d'aller sur Al Jazeera. La chaîne a encore amplifié son audience en diffusant également en langue anglaise, ce qui lui a permis de toucher un public nouveau, en particulier celui

des élites en Occident, concurrençant par là même CNN ou la BBC.

1- Voir le site miroir de WikiLeaks accueilli par Mediapart : <http://wikileaks.mediapart.fr/cablegate.html>.

## La défaite des politiques de la peur

*E. Plenel* – Un autre aspect de l'événement, en tant que surgissement de l'inattendu et de l'improbable, c'est son effet de décentrement. Il nous invite à déplacer le regard, à changer de focale, à nous décaler nous-mêmes. C'est son véritable effet de souffle, bien au-delà de l'espace géopolitique dans lequel il s'inscrit. Et, parmi nos élites politiques et médiatiques, les résistances immédiates à cette invite au déplacement, à l'abandon de nos préjugés ou de nos aveuglements l'ont confirmé. De fait, dès le début de ce « 89 arabe », ce qui a été frappant dans notre pays, c'est combien, face à la nouveauté, des dispositifs de méfiance et de distance se sont mis en place comme des automatismes, comme des vulgates pour essayer de la cacher, de ne pas la voir, de la réfuter : la peur de l'islamisme, la peur de l'immigration, la peur de la déstabilisation, peur de l'inconnu, peur de l'étranger, peur du monde...

Le zèle guerrier d'ouvriers de la vingt-cinquième heure autour du cas libyen ne modifie pas ce constat, d'autant moins que ces peurs sont agitées de plus belle par le collaborateur le plus proche de Nicolas Sarkozy, le préfet Claude Guéant devenu ministre de l'Intérieur. D'ailleurs, elles étaient omniprésentes dans le seul discours télévisé du président de la République, le dimanche 27 février 2011, sur l'événement arabe dont il soulignera les incertitudes extérieures pour justifier une manœuvre de politique intérieure – un remaniement gouvernemental destiné à limiter les dégâts collatéraux de la révolution tunisienne, avec la mise en cause de la ministre des Affaires étrangères.

Mais il n'y a pas que le monde politique : spontanément, dans les médias, chez les commentateurs autorisés, dans ce café du commerce qu'est devenu le débat éditorial audiovisuel, le discours dominant ne s'est pas empressé de saluer l'événement et les possibles démocratiques qu'il ouvrirait. Plutôt que de s'en réjouir comme d'une bonne nouvelle, la tendance, tout au contraire, était de le mettre en doute en s'inquiétant de la suite sur le thème : « Attention, ça va être les islamistes ! » Ce ne fut pas seulement vrai en France, cela a été aussi le refrain de tous ceux, notamment les actuels dirigeants d'Israël et leurs soutiens, qui ont immédiatement dit leur peur de ce renouveau démocratique, en vantant les mérites de l'ancienne « stabilité » aujourd'hui ébranlée ou renversée...

Quelle ironie ! Cette prétendue stabilité n'était pourtant faite que d'injustices, de dénis de droits, de dictatures interminables, de refus des libertés fondamentales, c'est-à-dire de tous les ingrédients qui nourrissent l'amertume, le ressentiment, la colère et la violence. Elle était l'instabilité incarnée, et voilà qu'on la regrette face à l'incertitude de la démocratie et de ses désordres imprévisibles. Alors que l'événement arabe devrait nous libérer de nos peurs, il faudrait absolument y rester enfermer, plus que jamais...

*B. Stora* – Tout d'un coup, le centre de gravité s'est déplacé, un monde longtemps considéré comme périphérique est venu s'installer au cœur de l'actualité et tous les regards se portent sur lui. Or, sur ce monde, un ensemble d'images négatives nous parvenait depuis les guerres de décolonisation, vues non comme des séquences de libération possible, mais comme l'amorce d'un déclin du Sud. À partir de révolutions inachevées, se déversait un flot de stéréotypes sur des sociétés

réputées figées et incapables d'évoluer. Tout ceci accompagné d'une peur de l'islam. Et ce processus s'est encore aggravé ces dernières années.

Il nous faut revenir aux origines de ces peurs et de ces images négatives dans l'histoire contemporaine, en remontant à la colonisation (sans aller jusqu'aux croisades). La conquête de l'Algérie, en 1830, a été un coup très important porté à l'Empire musulman. Cette conquête a inauguré une nouvelle période dans les relations de l'Europe avec l'islam, celle de la conflictualité ouverte. Ensuite, comme on le sait, il y a eu la conquête et la colonisation de la Tunisie. À partir de 1880-1883, le monde occidental entre par effraction, de manière assez brutale et violente, dans l'histoire musulmane. Inversement, l'Orient qui résiste entre aussi en Occident, au niveau des représentations et des imaginaires. Plus le temps de cette résistance se prolonge, plus les stéréotypes, les fantasmes, les représentations négatives et inquiétantes autour de la question de l'islam se multiplient. C'est la longueur et la détermination de cette résistance orientale qui alimente et régénère les stocks de préjugés accumulés au cours des siècles précédents. En même temps, cette conflictualité contribue à forger un islam de refuge politique et identitaire par rapport à la modernité occidentale, importée et imposée de l'extérieur.

Le premier mouvement a donc été celui de la peur, en rapport avec cette propagation d'images négatives. À cela s'ajoute une grande ignorance. Il faut relever, à ce propos, l'affaiblissement de ce qu'on pourrait appeler « l'orientalisme français », celui des spécialistes, des experts de l'Orient. La France, qui était devenue une grande puissance musulmane à travers son empire colonial, avait une école orientaliste extrêmement dynamique, avec des chercheurs éminents, tels Louis Massignon ou Jacques Berque. Cette école orientaliste française importante a pris en charge à la fois l'étude des aspects religieux et culturels, de la langue, de l'histoire et de tout ce qui caractérisait la société endogène. Toutefois, on l'a oubliée depuis, parce que les combats de décolonisation ont aussi été des moments de délégitimation sur le plan idéologique de ce qu'elle a pu représenter. Elle avait pourtant accumulé un savoir considérable sur l'islam ; mais à partir des années 1950, ce savoir a été délaissé, alors que les combats anticoloniaux étaient soutenus, et même portés, par certains de ces orientalistes. Aujourd'hui, on redécouvre son apport en ce qui concerne la connaissance des mœurs, des langues, des dialectes locaux, des façons de vivre et des manières de faire, de l'architecture, de l'habitat, bref de tous les aspects de ces sociétés, même si les observations s'inscrivaient dans un contexte de conquête et de domination. Ceci nous permet d'avoir aujourd'hui un extraordinaire panorama de connaissances. Cependant, cette documentation savante, accumulée par des islamologues réputés, n'a pas été relayée et diffusée dans la société française. Celle-ci a d'ailleurs plus généralement une connaissance très faible des pays du Sud, et pas seulement du monde musulman. Et cela ne date pas d'aujourd'hui. Il a fallu attendre l'Exposition coloniale de 1931 pour que la société française découvre son empire. C'est très tardif, pratiquement un siècle après le début de la colonisation ! Cette méconnaissance du Sud, au sens large, et de l'islam en particulier, favorise évidemment la multiplication des fantasmes et des stéréotypes.

Par ailleurs, il existe aussi un problème du côté des élites musulmanes et des sociétés dominées. Il y a eu en effet un recul, presque physique, des intellectuels et des lettrés musulmans, au moment de la conquête coloniale – c'est-à-dire de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1914. Cette relégation d'une intelligentsia musulmane a eu d'importantes conséquences en termes de connaissance, elle a interrompu ou enrayé la transmission du savoir que l'on aurait pu avoir sur toute cette longue histoire

de l'islam. C'est un aspect fondamental. En outre, la réforme (la *Nahda*) n'a pas pu se développer à la suite de la pénétration coloniale. Autrement dit, cette intelligentsia, composée de lettrés appartenant au monde religieux comme au monde séculier, n'a pas pu porter en avant à la fois le processus de la réforme, de la Renaissance, et le mouvement de transfert des connaissances, d'une rive à l'autre de la Méditerranée. Et cette mise à l'écart des intellectuels s'est poursuivie après les indépendances politiques, jusqu'à nos jours. Contrôle des sociétés civiles et crise de l'intelligentsia ont marqué l'époque coloniale, mais aussi celle des régimes autoritaires qui lui ont succédé. De sorte que la connaissance de l'histoire religieuse, de l'islam, de la culture, des combats qui ont été livrés à l'intérieur de cet univers pour promouvoir des réformes, des débats concernant la sécularisation ou non, sont passées sous silence, ou ont été différées et retardées.

Il y a encore un autre facteur. Le rapport à l'histoire d'une autre société s'opère par l'intermédiaire d'hommes passeurs. Or, depuis les indépendances politiques des années 1960, les intellectuels du Nord se sont désengagés, désintéressés du Sud, du Sud arabe, du Sud méditerranéen. Alors que jusqu'à la guerre d'Algérie, la plupart des intellectuels français se tenaient informés et débattaient autour de la connaissance de ces sociétés, de Raymond Aron à Pierre Bourdieu, de Pierre Nora – qui a écrit son premier livre sur l'Algérie –, à Jean-Paul Sartre, de Pierre Vidal-Naquet à Jean Daniel... Dans le monde des idées, il y avait un réel désir partagé de savoir, de connaître l'Autre, en rapport avec l'histoire française, l'histoire coloniale et celle de la décolonisation. Cette curiosité et cette volonté de savoir bouscullaient le nationalisme français. À la fin des années 1950 et au début des années 1960, des intellectuels s'interrogeaient sur la nature du nationalisme arabe et ce dont il était porteur. Et puis, dans les années 1970, l'intérêt a reculé, la réflexion a reflué progressivement. Au moment, d'ailleurs, où sortait, en 1980, le livre d'Edward Said : *L'Orientalisme*. Alors, les recherches ou réflexions autour de la question d'Orient, en positif ou en négatif, se font rares. On ne peut citer que quelques noms, ceux de Jacques Berque, Charles-Robert Ageron, René Gallissot, Gilbert Meynier, Bruno Étienne... Puis viendront, quelques années après, François Burgat, Gilles Kepel, Henry Laurens, Olivier Roy, Daniel Rivet ou moi-même. Ensuite, la relance des travaux, avec Pierre Vermeren sur le Maghreb, Luis Martinez sur l'Algérie ou Didier Monciaud sur le Machrek, démarre vraiment avec la guerre civile algérienne des années 1990, et les attentats du 11 septembre 2001. Il y a alors une prolifération d'articles, d'ouvrages, d'analyses autour de l'islam politique.

Au désintérêt à l'égard du Sud, que je viens d'évoquer, s'ajoute la crise du récit historique. Longtemps, la volonté d'en finir avec « le malheur des hommes » s'est adossée à une inébranlable foi en un sens de l'histoire. Le combat pour la liberté s'énonçait sans problème dans le plus rigoureux des déterminismes, exacte réplique d'un capitalisme représentant le marché tel un lieu où se dissout, comme par magie, l'affrontement des égoïsmes et la multiplication des désordres. Michel Foucault est venu bousculer l'optimisme de ces rassurantes certitudes et il nous a appris, à nous historiens, que le discours de l'histoire fait partie de l'histoire... De quoi secouer fortement l'historien fonctionnaire du discours de la représentation nationale, préposé à sa légitimation. D'autres historiens lui ont succédé, dont je fais partie, rôdant aux marges des nationalismes, à la recherche des perdants délaissés, des fantômes qui continuent de hanter les sociétés (mon premier travail dans les années 1970-1980 a porté sur les messalistes, les bannis, les vaincus du FLN), ou des traces coloniales dans les mémoires, en France comme en Algérie. Pour déchiffrer le passé comme le présent, il fallait, dans le monde arabe aussi, retrouver la grande rumeur des « oubliés » de l'histoire, s'efforcer de lire une

société par ses exclusions et ses silences, autant que par ses discours explicites et officiels.

*E. Plenel* – Autour de Pierre Bourdieu, il y avait tout de même Abdelmalek Sayad, avec qui il avait fait ses premiers travaux sociologiques sur l'Algérie<sup>1</sup> ?

*B. Stora* – Oui, il y avait le regretté Abdelmalek Sayad, qui a écrit des choses fondamentales, non plus sur le Maghreb, mais sur l'immigration, sur « les trois âges de l'immigration algérienne », dans la revue lancée par Pierre Bourdieu, *Actes de la recherche en sciences sociales*.

<sup>1</sup>- Cf. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Les Éditions de Minuit, 1964.



## La crise du regard savant sur l'islam

*E. Plenel* – Vous voulez donc dire qu'ici, en France, la connaissance savante, par le travail de terrain et l'expérience concrète, des sociétés arabes, qu'elles soient du Maghreb ou du Machrek, a profondément régressé depuis trente ans ? Que c'est un monde soudain devenu absent, en quelque sorte ?

*B. Stora* – Dans le monde savant, mais également dans la société en général. Il est très difficile, en France, de penser l'islam en dehors de la conflictualité. On n'arrive pas, ou difficilement, à le détacher du drame, de la guerre, de l'affrontement, pour l'étudier ou l'appréhender comme une tradition, qui a aussi son histoire. Il y a une sorte de tension perpétuelle dans le rapport à l'islam. On ne parvient pas à le « séculariser » et à le détacher des enjeux strictement politiques, pour en faire une réalité religieuse et culturelle relevant de la sphère privée, de la croyance individuelle et donc de l'étude académique, scientifique et universitaire banalisée. La dramatisation domine et souvent l'islam est abordé par le seul prisme de l'actualité des conflits, par exemple en Algérie. Il faut absolument essayer de dédramatiser ce rapport. Il faut étudier et faire connaître tous ces penseurs et combattants de l'islam oubliés, ces lettrés et réformateurs du passé, ce monde complexe sorti de notre champ de vision, qui s'est refermé et a été dans la glaciation. Dans les années 1990, il n'y est revenu et n'a été vu que sous un seul angle : celui de l'islamisme radical.

*E. Plenel* – Avec des prophètes de l'islamisme, des spécialistes de l'invasion islamique, des supposés experts installés au croisement des mondes universitaires et sécuritaires, autrement dit du savoir académique et des traques policières...

*B. Stora* – De « l'invasion » des immigrés à l'islamisme, se perpétue l'absence de véritables regards portés sur ces rivages du Sud. Il n'y a pas, par exemple, de chaire d'histoire du Maghreb contemporain dans les universités en France. Pourquoi cette faiblesse dans la connaissance de sociétés réelles ? Peut-être parce que ces pays, voulant leur indépendance politique, ont défié le nationalisme français. Certains y voient une sorte de « punition », avec l'argument simple : « Vous nous avez combattus, nous ne voulons plus de vous. » Le traumatisme algérien pèse sur la connaissance du monde arabe. Et il est vrai que le nationalisme algérien a été l'une des dernières grandes victoires remportées sur l'Occident. Après, au contraire, il y a eu 1967, 1973, guerres perdues face à Israël. Ce traumatisme de l'indépendance algérienne, en France, ne s'évacue pas aisément.

D'autres facteurs interviennent : le reflux des idéologies collectives, comme le socialisme ou le communisme, et le repli vers des valeurs plus morales ou plus individualistes a une influence sur l'ensemble du champ intellectuel français, où les perspectives générales de connaissances théoriques et de construction de champs polémiques s'affaiblissent.

Enfin, dernier aspect, dans le monde arabe, ce sont aux États, et non aux sociétés réelles auxquels on s'intéresse. Les relations d'État à État déterminent les comportements. La connaissance de pays comme la Tunisie ou le Maroc se réduit bien souvent à la rencontre avec un diplomate, un ministre, un homme d'affaires ou un patron de presse. Plus rarement avec un assistant de faculté, un ami

instituteur, un militant syndicaliste et une responsable d'un mouvement de femmes. Quand tout s'est effondré en Tunisie et en Égypte, la non-connaissance de la société réelle est apparue cruellement. On pourra m'objecter qu'il est bien difficile de garder le contact avec des femmes et des hommes libres dans une société totalitaire, mais a-t-on même essayé ?

*E. Plenel* – Moncef Marzouki, l'opposant tunisien, le confirme dans son livre prophétique de 2009<sup>1</sup>. Il y oppose la diplomatie française à la diplomatie américaine, soulignant que la première, à l'inverse de la seconde, ignore le plus souvent les dissidences et les oppositions. Pour lui, les Français ne connaissent que l'État, alors que les Américains s'intéressent à la société parce qu'ils savent qu'il y a des Nations. Une Nation qui, indépendamment de son incarnation étatique momentanée, possède une histoire propre, avec sa longue durée qu'il faut savoir capter. Alors que la vision française de la diplomatie, ce serait « je-ne-connaiss-que-l'État, je-ne-connaiss-pas-la-Nation ». Selon Marzouki, c'est aussi pour cela que nos dirigeants successifs, de droite comme de gauche, étaient le plus souvent aveugles vis-à-vis de Ben Ali ou de Moubarak : en raison de leurs propres œillères, y compris en France, où la société n'est entrevue que par le prisme de l'État, du pouvoir dit « régalien », monarchique, centralisé, vertical.

*B. Stora* – C'est spectaculaire dans le cas de la Tunisie, mais aussi dans celui de l'Algérie, du Maroc, de l'Égypte. Les Américains, eux, ont une tradition de pragmatisme dans la gestion des affaires culturelles et politiques. Ils essaient de trouver des nouveaux talents, des gens jeunes, même inexpérimentés, qui n'ont pas eu la possibilité d'accéder aux médias.

Bref, si on accumule toutes ces raisons, le traumatisme algérien, le problème de l'islamisme et de l'essentialisme musulman, celui du lien exclusif avec les États, on en vient à une situation de méconnaissance totale des sociétés réelles. Or, la France est un pays qui a beaucoup d'atouts par rapport à tous les autres pays européens. Parce que la diaspora musulmane en France est la plus importante d'Europe, rapprochée par la culture et l'usage de la langue française. Mais la barrière culturelle est sans cesse érigée, qui conforte les préjugés et le racisme par méconnaissance de l'Autre. Les liens avec la société civile auraient pourtant pu se nouer dans les diasporas maghrébine, arabe, berbère, à travers les écrivains, les intellectuels, les artistes, les musiciens, les cinéastes qui vivent en exil. Car ces sociétés étaient tellement fermées qu'elles en ont conduit beaucoup au départ. L'exil est d'ailleurs un autre indice révélateur pour la compréhension de la crise des sociétés arabes.

Les élites intellectuelle, artistique, technicienne ont commencé à partir depuis une vingtaine d'années. Ce mouvement s'est accéléré récemment. Pourquoi les gens s'en vont-ils ? Dans le quotidien algérien arabophone *El Khabar* du 11 août 2007, on pouvait lire en une : « Selon les dernières statistiques officielles, 500 *harragas* algériens, âgés de 20 à 30 ans, sont arrivés en Sardaigne en un an. On ignore le nombre de ceux qui ont péri, noyés dans la Méditerranée. » Le 30 août 2007, toujours en une, le quotidien *El Watan* annonçait : « Partis de Annaba à destination de la Sardaigne. Plus de 100 *harragas* interceptés en une nuit. » *Le Maghreb*, quotidien algérien, dans son édition du 29 septembre 2007, parlait lui de « 2 340 *harragas* interceptés en pleine mer en trois ans ». Au Maghreb, le mot *harraga* vient de *Lahrig*, terme ambivalent qui signifie à la fois braver l'interdit et brûler ses pièces d'identité. Qui sont ces hommes et ces femmes qui décident de partir ? *Le Jour d'Algérie*, sous le titre « Un visa pour la mort », livre le 29 septembre 2007 les résultats d'une enquête où il s'avère que la majorité d'entre eux ne sont pas des chômeurs et disposaient d'un emploi. Mais, ajoute le journal, « le sentiment d'exclusion, la crainte du chômage, la précarité, le

mal-être, le souhait d'améliorer la situation financière, sont autant de facteurs ayant poussé les jeunes à tenter l'aventure de l'émigration clandestine. La majorité des candidats a entre 18 et 30 ans ». Autre indication très significative donnée dans cette enquête : 38 % d'entre eux sont universitaires et 40 % sont de niveau moyen. La migration irrégulière touche, par conséquent, plus les couches moyennes fragilisées que les couches sociales les plus pauvres du pays. Ce qui remet en question les stéréotypes ayant cours en Europe sur une migration de la misère venant s'échouer sur les côtes et qu'il faudrait, coûte que coûte, contenir ou expulser. Le taux d'évolution de ce phénomène touchant les élites intellectuelles a augmenté de 1 000 % entre 2005 et 2006. *El Watan* a même signalé récemment « qu'il y avait des fonctionnaires algériens parmi les *harragas* ».

Ces étudiants et ces professeurs, ces fonctionnaires ou ces informaticiens partent, eux aussi, dans des embarcations de fortune, des petites barques, des *patéras* dans lesquelles ils risquent leur vie. Eux aussi laissent derrière eux les souvenirs de leur enfance, leurs parents incrédules et désespérés, les amis du quartier et des collègues qui veulent les imiter. Et pourtant, partir n'est pas une décision facile à prendre, car l'exil reste une épreuve et ils le savent, ne serait-ce qu'à travers les images transmises par les chaînes de télévision, ou encore les sites de forums fréquentés assidûment par des internautes avides d'ouverture sur le monde extérieur. Ils partent autant pour fuir la misère sociale que l'ennui d'un quotidien morne et sans intérêt. En Algérie, au Maroc, en Tunisie, plus de 60 % de la population a moins de trente ans. Mais l'incapacité de ces pays à répondre aux attentes de ces jeunes peut se traduire par le désespoir, la fuite, l'exil. Ceux qui partent, brûlent leurs papiers d'identité. Cet acte est bien plus qu'un moyen d'échapper aux contrôles des frontières européennes, car celui qui n'a pas de papiers est difficilement expulsable. Il s'agit, en brûlant ses papiers, de brûler sa vie passée, de ne rien laisser derrière soi, de transgresser l'idée ancienne du retour, qui n'est plus dans les têtes. Le départ se fait sans espoir ni désir de retour. De sorte que cette question de l'exil du Sud vers le Nord qui, rappelons-le, ne touche pas seulement les couches les moins qualifiées et les plus pauvres de la jeunesse, doit obliger aussi les pays de départ à s'interroger sur les causes profondes de ces fuites, à tout prix. Il y a des situations de guerre, comme en Algérie dans les années 1990, mais les départs massifs constatés au Maroc ou en Tunisie doivent donc nous faire réfléchir. Parmi eux, il y a des enseignants, des chirurgiens, des artistes... Ils sont en France, ou en Belgique, ou en Hollande...

*E. Plenel* – Ou au Québec, la province francophone du Canada, donc en Amérique du Nord ! Le Québec attire de plus en plus ces jeunes élites francophones, grandies dans d'anciens territoires de l'empire colonial et désormais profondément déçues par la France, une France qui se ferme et qui les rejette...

*B. Stora* – Oui, au Québec, Montréal est devenu une des grandes villes de l'immigration maghrébine ! Et le phénomène diasporique est une clé pour accéder à la connaissance des sociétés réelles. La circulation de l'information et des immigrations génère aujourd'hui des espaces mixtes, par-dessus les frontières. De nombreuses personnes, qui vivent en exil, qui réfléchissent et combattent, publient dans des maisons d'édition. Il faut se donner la peine de les lire, de les rencontrer, de voir les possibilités de jonction politiques ou culturelles.

<sup>1</sup>- Moncef Marzouki, *Dictateurs en sursis*, Les Éditions de l'Atelier, 2009.

## Le verrou du double traumatisme algérien

*E. Plenel* – C'est comme si le monde arabe nous était devenu extérieur ces trente dernières années, comme s'il n'avait plus d'autre réalité que le masque uniforme dont il était affublé, y compris dans certains milieux de la recherche académique : islam, islamisme, intégrisme, etc. Des carrières se sont faites sur l'islamisme et certains se sont souvent montrés bien peu lucides sur l'événement démocratique, au point d'écrire, pour l'un d'eux, que la révolution tunisienne ne ferait jamais école, quelques jours avant que l'Égypte ne prenne le relais.

Pourtant, il y eut, dans un passé antérieur, des chercheurs audacieux, y compris sur ce terrain dit de l'islam politique, qui nous en montraient les dynamiques sociales face à l'imposture des régimes issus du nationalisme laïc arabe. Je pense à Michel Seurat (1947-1986), mort otage au Liban, sans doute avec l'aval ou l'appui du régime syrien. Dans son champ de recherche, il y avait notamment une connaissance précise des Frères musulmans, violemment réprimés en Syrie<sup>1</sup>. Seurat montrait comment ils reprenaient des questions sociales laissées en jachère par la gauche communiste ou communisante alliée à ces régimes non démocratiques. On était loin d'une vision idéologique réduisant l'islam politique à sa propre propagande, sans chercher à en connaître les ressorts.

De même, les travaux récemment traduits en français de l'anthropologue britannique Jack Goody sont passés presque inaperçus, alors qu'ils font cette œuvre essentielle de décentrage. Son livre sur l'islam en Europe<sup>2</sup> montrait que cette religion et la culture qui l'accompagne ne sont aucunement extérieures à nos sociétés et à nos cultures, sur la longue durée historique. Paru en France à l'automne 2010, son dernier travail autour du « vol de l'histoire » par l'Occident a été très peu commenté alors qu'en montrant comment notre Occident a imposé son récit historique au monde, s'appropriant des valeurs et des principes dont il n'est aucunement le seul propriétaire<sup>3</sup>.

Bref, ces travaux nous obligent à décentrer notre regard dans une perspective comparatiste qui n'essentialise pas dans une nature illusoire ni n'immobilise dans une fixité imaginaire les autres peuples. Quand on relit Goody aujourd'hui, on comprend mieux l'événement arabe, tout simplement parce qu'on échappe à cette mise à distance systématiquement construite des peuples concernés, de leurs sociétés, et de leurs cultures. On se dit que l'histoire qui surgit aujourd'hui n'est pas si surprenante puisqu'elle confirme qu'aucun pays n'est propriétaire par essence de la démocratie, mais qu'au contraire la démocratie peut avoir une couleur arabe comme elle peut avoir une couleur africaine et comme elle en aura une chinoise demain, etc.

Comment se fait-il que, dans le débat intellectuel français, cette approche autrement concrète et pertinente, à rebours des idéologies et des préjugés, se soit éclipsée à ce point ?

*B. Stora* – On n'a pas fini de s'interroger, et aujourd'hui encore, sur le problème de la réforme à l'intérieur du monde musulman, comme sur le caractère endogène de cette réforme, par rapport à la pénétration coloniale. On peut évidemment se demander si le mouvement de clarification, de réélaboration ou de « modernité » de l'islam au XIX<sup>e</sup> siècle aurait pu se poursuivre, s'il n'avait pas été perturbé et enrayé par la confrontation avec le monde occidental et les résistances qu'elle a provoquées. De plus, un nouveau paramètre entre en ligne de compte, celui de la république. La

question coloniale ne met pas seulement en jeu les rapports classiques, très anciens, de conflictualité entre le christianisme et l'islam ; elle suscite également l'affrontement entre république et islam, ce qui complique un peu plus la situation. Car l'entreprise coloniale s'est faite aussi, pas seulement évidemment, au nom des idéaux universalistes de la république et des Lumières. D'où le choc entre un universalisme venu des Lumières de la Révolution française et une forme d'universalisme religieux qui continue d'exister et qui lui fait face.

Par ailleurs, l'autre explication majeure de ce mélange de méconnaissance et de préjugés, en France, est le rapport à l'Algérie, à la guerre d'indépendance, dont on parlait auparavant, et à ce second traumatisme, la guerre civile des années 1990.

*E. Plenel* – Qui a eu un impact très fort sur la France ?

*B. Stora* – Très violent, en effet. Comme dans toutes les histoires traumatiques, le second événement ravive et redouble l'effet du premier.

*E. Plenel* – Et n'est-ce pas avec cette seconde guerre d'Algérie que se met en place le dispositif idéologique qui, en toute bonne conscience, va justifier le soutien aux régimes en place : plutôt la dictature que les islamistes, plutôt la répression, la torture généralisée, la violation systématique des droits humains que les islamistes ? C'est ce qu'on a appelé les éradicateurs en Algérie, logique qui a souvent piégé la gauche laïque, au Maghreb comme en France.

*B. Stora* – Cette dimension a été forte en France. Au premier traumatisme algérien, celui de la guerre perdue politiquement, s'est ajouté, toujours en provenance du même lieu, la peur d'un intégrisme religieux. Ce redoublement de l'impact a paralysé la réflexion et brouillé la vision des sociétés réelles, saisies uniquement sous l'angle de l'islamisme. Et c'est à partir de ce seul prisme que s'est diffusée partout l'idée qu'il fallait soutenir les régimes en place. L'Algérie servait de contre-exemple, de modèle repoussoir, par rapport au Maroc, à la Tunisie, à l'Égypte. La justification théorique du soutien aux régimes en place est venue de là. Quant à ces régimes, ils se sont emparés de ce modèle explicatif pour justifier leur propre existence. À partir des années 1990, ils se sont présentés comme le seul rempart face à l'islamisme. Un consensus s'est ainsi formé dans le refus de l'intégrisme religieux, progressivement transformé en soutien aux États. Ma position, dans ces années-là, est vite devenue intenable, étant à la fois contre l'intégrisme religieux et contre les États autoritaires.

*E. Plenel* – Refuser de choisir entre la peste et le choléra...

*B. Stora* – J'ai longuement raconté cela dans mon livre *Les Guerres sans fin*<sup>4</sup>. J'ai essayé d'adopter une position qui m'a, en fait, conduit à quitter la France en 1995. Le passage d'une position intermédiaire de refus des deux totalitarismes, à une position d'acceptation des états antidémocratiques a été très rapide dans l'intelligentsia française, entre 1992 et 1998. Les États en place ont été érigés à ce moment-là comme des modèles vertueux. Il apparaissait logique de les soutenir. L'aveuglement politique est venu de cette façon de concevoir les sociétés politiques du Sud. Pour dire les choses honnêtement, j'ai aussi baissé les bras, face à l'isolement, à la solitude. Je suis parti vivre à l'étranger pendant six années, de 1995 à 2002, au Vietnam, aux États-Unis, au Maroc... De retour en France, je me suis surtout engagé sur les questions touchant à la mémoire de la colonisation, et à son impact sur les regards portés sur les immigrations. Je me suis ainsi replié sur un autre territoire, celui de la question coloniale ou postcoloniale, en France. À cette époque, et à la

suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, les intellectuels algériens, marocains ou tunisiens ont également modifié leurs champs d'investigation. Ils n'ont plus livré le combat sur deux lignes de front, s'investissant davantage sur les généalogies de la violence. De mon côté, j'ai repris mes études sur la guerre d'Algérie, en dirigeant avec Mohammed Harbi un ouvrage paru en 2004 qui réunissait une trentaine de chercheurs, français et algériens, sur cette séquence toujours brûlante. Alors que dans les années 1970-1990, je me situais plutôt sur le terrain des nationalismes arabes ou de la question berbère, dans les années 2000, je me suis donc orienté vers les traces laissées par cette guerre dans la société française...

2011 apparaît donc aussi comme une reprise d'espoir du côté du savoir. Certains chercheurs disent « j'ai toujours tout vu », je crois que ce n'est pas vrai. Dans les années 2000, un vent très fort, très puissant, empêchait le regard « lucide, et calme », selon l'expression de l'intellectuel algérien Akram Elyas, sur les États arabes.

[1](#)- Olivier Carré et Michel Seurat, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, L'Harmattan, 2002. Première édition en 1983, coll. « Archives », Gallimard/Julliard, où Michel Seurat apparaît sous le pseudonyme de Gérard Michaud.

[2](#)- Jack Goody, *L'Islam en Europe. Histoire, échanges, conflits*, La Découverte, 2004.

[3](#)- Jack Goody, *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Gallimard, 2010.

[4](#)- Benjamin Stora, *Les guerres sans fin. Un historien, la France et l'Algérie*, Stock, coll. « Un ordre d'idées », 2008.



## L'effacement de la question démocratique

*E. Plenel* – Mais ne faudrait-il pas interroger un contexte international plus ample ? Et ce questionnement ne montre-t-il pas combien l'histoire qui, aujourd'hui, se joue dans le monde arabe, est aussi, sinon autant, la nôtre ?

Car tous ces États, tous ces régimes, et c'est particulièrement vrai des pays qui ont été les premiers à embrayer derrière la Tunisie – l'Égypte, la Libye, le Yémen – ont cette particularité d'être passés brutalement d'une alliance géopolitique à l'autre, du jour au lendemain, sans transition ou presque, avec pour seule ambition de survivre. La fin de la bipolarisation du monde, symbolisée par la chute de l'URSS en 1991, les a tous amenés à changer de pied et à se rapprocher des États-Unis et, plus généralement, de l'Occident. Le premier régime à faire cette bascule fut l'égyptien, une bonne décennie plus tôt dans le contexte israélo-palestinien, et le dernier en date était le libyen, revenu dans l'ordre international dominant en 2003.

L'aiguillon et, en même temps, le prétexte fut la montée du terrorisme islamiste dont on oublie trop que la genèse renvoie à l'affrontement Est-Ouest sur le théâtre de guerre afghan, durant la décennie 1980 : en armant les moudjahidines contre les troupes soviétiques qui occupaient l'Afghanistan, les États-Unis, avec l'appui du Pakistan et de l'Arabie Saoudite, ont contribué à enfanter la créature monstrueuse qui s'est fait connaître au monde entier avec les attentats du 11 septembre 2001 à New York.

Autrement dit, ces pays, ces dictateurs, ces régimes ont su nous renvoyer le miroir que nous voulions. Ils ont su écrire leur propre histoire en épousant la nôtre, nos peurs, nos aveuglements, nos ignorances. Du coup, ce qui est devant nous, c'est l'effondrement ou l'ébranlement de régimes devenus les meilleurs alliés d'un Occident qui pensait avoir définitivement unifié le monde autour de sa domination. Comme si cette fin annoncée de l'histoire, avec un capitalisme dominant partout, y compris dans les anciennes économies supposées socialistes, avait laissé en jachère les idéaux démocratiques, désormais remisés par nos propres gouvernants au magasin des accessoires de pacotille.

Or, ces idéaux ce sont les peuples arabes qui, aujourd'hui, les réinventent et les réactualisent, contre ces régimes que nous soutenions et dont nous nous accommodions. Autrement dit, pour reprendre votre formule d'une histoire qui reprend, dont la marche recommence et dont les possibles se rouvrent, ne serait-ce pas tout autant la nôtre que celle du monde arabe ?

*B. Stora* – Il faut l'espérer. C'est peut-être une réouverture possible, une impulsion nouvelle portée par des intellectuels et par les nouvelles générations, de nouveaux partis, de nouveaux syndicats. Mais en Europe, pour l'instant, nous ne sommes pas dans cette situation. Il n'y a pas de nouveaux partis, de formes nouvelles d'organisation. Au contraire, les anciens partis dominent toujours les scènes politiques. Et dans cette situation figée, les jeunes générations ne trouvent pas vraiment leur place. Elles n'arrivent pas, par exemple, à exprimer leur solidarité avec ces mouvements nouveaux qui arrivent du Sud. Elles ne parviennent pas à tisser ce lien, à le nouer. Or, je ne crois pas aux résonances abstraites, à la seule contagion des idées, il faut des structures et des hommes ou des

femmes pour incarner les projets, porter les idées, dire les choses. L'argument des partis, des organisations, des politiques est toujours le même, pour justifier ce manque de liens : il n'existe pas d'interlocuteurs. Cela me rappelle, sur le plan historique, ce moment d'éclatement de la guerre d'Algérie en novembre 1954 et la réaction immédiate de François Mitterrand, ministre de l'Intérieur de l'époque. Il disait justement : « Il n'y a pas d'interlocuteurs. » Dans le fond, ce qu'on pouvait lui reprocher alors, c'est de ne pas avoir cherché qui étaient ces « rebelles », et s'il y avait des partenaires politiques avec qui discuter. Ne pas vouloir reconnaître la revendication de l'autre conduit à des logiques de guerres perpétuelles.

*E. Plenel* – En écho, d'une époque à l'autre, on retrouve ici le discours constant de la droite et de l'extrême droite israélienne, ce refrain selon lequel « il n'y a pas d'interlocuteurs », qui a pour effet de nier la légitimité de la cause palestinienne en déniait toute légitimité à ceux qui la représentent. Ce fut toute leur stratégie face à Yasser Arafat...

*B. Stora* – « Il n'y a pas d'interlocuteurs », cette logique a conduit à la dissolution du MTLD le 5 novembre 1954, au tout début de la guerre d'Algérie, poussant des milliers de militants à la clandestinité et à prendre le maquis...

*E. Plenel* – Par rapport au fil de notre dialogue, qui est la question de la démocratie, il n'est pas inutile de rappeler ce que signifiait ce sigle, MTLD...

*B. Stora* – Le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques...

*E. Plenel* – C'est bien la preuve, à travers l'exemple algérien, qu'il y a une longue histoire démocratique qui a été étouffée, qui avait sa genèse autonome et qui était enracinée dans la bataille de ces peuples pour leur souveraineté. Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, n'est-ce pas formidable ? Or, dans sa logique intrinsèque de refus de l'altérité, la crispation coloniale a elle-même assassiné cette espérance démocratique, crime qu'ont ensuite longuement payé les peuples avec des indépendances confisquées.

*B. Stora* – J'avais oublié cet aspect ! Le MTLD, avec ses vingt mille militants, était la grande formation de Messali Hadj, qui disposait de milliers d'élus au « deuxième collège », c'est-à-dire le « collège musulman », « indigène ». Ils avaient un journal en arabe et un autre en français : *L'Algérie libre*. Messali Hadj décide de créer ce sigle en 1946, au lendemain des massacres de Sétif de mai-juin 1945. La question décisive, pour lui, c'est de parvenir à l'indépendance, mais par l'égalité des droits. En la radicalisant, il reprend l'idée de Ferhat Abbas qui, lui, n'était pas un indépendantiste. Il le prend au mot et dit : « Allons jusqu'au bout des libertés démocratiques, qui ne peuvent conduire qu'à l'indépendance. » L'adoption de cette dynamique et de ce sigle-là avait été contestée par une fraction de son organisation qui ne le trouvait pas assez radical. Or, Messali Hadj disait qu'il fallait pousser jusqu'au bout l'idée démocratique, pour mettre en contradiction la France républicaine des droits de l'homme et la France coloniale. Cet évident divorce entre la colonisation rêvée, idéale, et la réalité de cette colonisation brutale et inégalitaire, pouvait, pensait-il, dénouer la situation. Il n'a pas voulu reprendre le sigle ancien, celui de PPA, le Parti du Peuple Algérien, qui impliquait l'unanimité de toutes les classes et de tous les Algériens. C'est-à-dire le parti comme Parti-État fondateur. Il avait compris que cela ne suffisait pas. Tirant les leçons de l'écrasement de Sétif en 1945, comme Ferhat Abbas d'ailleurs, il affirmait : « Ce qui manque au monde arabe, ce qui est fondamental, c'est la question de l'éducation. Tant que nous n'aurons pas construit des appareils politiques capables de former et d'éduquer, nous ne nous en sortirons pas. » Il fallait passer à la



politique, à l'organisation, à l'éducation. Les nationalistes de l'époque, sur une orientation démocratique, ont ainsi gagné les élections municipales d'octobre 1947. Les élections suivantes, au deuxième collège, ont été truquées, pour enrayer justement cette poussée politique.

Et malheureusement, dans la révolution algérienne comme ensuite dans les révolutions arabes, cette tradition démocratique de la pluralité, de la diversité, de la confrontation va s'effacer. Toute dissonance, toute division étaient vues comme menace de destruction de l'idée nationale. Ce qui était de l'ordre de la compétition démocratique était désormais perçu et dénoncé comme de la discorde.

## Le communisme arabe et le tournant de 1965

*E. Plenel* – Cette question de la pluralité est centrale, tant elle est au cœur d’une culture démocratique. Mais, s’agissant des pays arabes, on aurait bien tort de ramener au seul fait religieux cette prégnance de l’unité et de l’uniformité. C’est même une fainéantise intellectuelle qui permet non seulement d’exonérer l’héritage colonial à trop bon compte, mais surtout de ne pas interroger notre propre culture politique. Car il y a bien dans notre tradition un « illibéralisme » qui pèse lourd, pour reprendre l’expression utilisée par Pierre Rosanvallon. Y compris à gauche, voire parfois surtout à gauche, la politique a été souvent ramenée à un Grand Un, sous diverses variantes – celui de l’État, du parti, du peuple, de la nation, du président, etc.

En Syrie, en Irak, en Algérie, ce sont souvent les forces nationalistes arabes les plus nourries de nos traditions politiques républicaines qui, une fois au pouvoir, vont être les plus rétives à la pluralité des sociétés, au pluralisme politique, culturel, identitaire. La question berbère en témoigne depuis l’indépendance de l’Algérie, tout comme la question chiite en fut le marqueur en Irak. Le parti unique, la hiérarchie, l’unicité, un seul peuple, un seul parti, un seul leader, une seule voix, une seule identité, une seule culture, etc. ! En même temps, et ce n’est paradoxal qu’en apparence, ce sont ces forces-là qui vont remettre l’islam au cœur du système face aux contestations venues de leurs extrêmes gauches. Elles vont jouer le religieux, donc à nouveau l’unicité, contre la demande de pluralisme portée par l’espérance démocratique et par la revendication sociale.

Ce que je veux donc souligner, c’est que ce poids mortifère de l’unité, ce poison de l’unicité et de l’uniformité, ne saurait être imputable en priorité à l’islam, mais vient des pathologies de nos modernités politiques : d’une tradition qui fut aussi la nôtre et qui l’est toujours, au point d’être au ressort de notre crise démocratique en France, faite de centralité et d’uniformité, de refus du divers et du pluriel.

*B. Stora* – Cette question historique est fondamentale pour comprendre ce qui se passe en ce moment dans le monde arabe où nous découvrons l’existence de sociétés plurielles, religieuses et non-religieuses. Pour comprendre l’histoire récente du monde arabe, j’ai évoqué la question de la décolonisation, celle des indépendances confisquées et le problème de la pluralité effacée. Il faut aller plus loin, en prenant en compte les écrasements des Frères musulmans et des partis communistes.

*E. Plenel* – En Irak notamment, où le parti communiste était puissant...

*B. Stora* – L’écrasement des partis communistes a été un facteur puissant de réduction de la pluralité de ces sociétés, entraînant quelquefois le départ des minorités. Il y a un lien entre la disparition des partis communistes et l’effacement de certaines minorités, je pense à la minorité juive en particulier, qui a été à l’origine des mouvements communistes, avec des personnages comme Henri Curiel ou Henri Alleg en Algérie.

*E. Plenel* – Vous voulez dire qu’en même temps, cette question de la pluralité politique, de la

diversité des opinions et des engagements, recouvrait celle de la pluralité au sein du peuple lui-même, pluralité de religions, de cultures, de communautés ?

*B. Stora* – Cela veut dire que les batailles pour la défense des minorités signifiaient aussi la reconnaissance d'expressions politiques plurielles. Identités politiques et défense des identités des minorités sont liées.

*E. Plenel* – Là encore, ce sont des questions qui, en France, nous concernent au plus près. Les vagues successives d'immigration ont nourri toute l'histoire du communisme français. C'était ainsi que les minorités à la fois s'affirmaient et s'intégraient. Et la crise profonde de la gauche, dans toutes ses variantes, renvoie à l'arrêt brutal de ce processus avec les minorités issues de notre histoire coloniale après la décolonisation, et notamment avec les musulmans de France. Cet enrayement produit une gauche française qui aura ainsi loupé la dernière vague de renouvellement des classes populaires. Mais revenons au monde arabe et, justement, à ce qu'il nous apprend sur nous-mêmes et sur notre propre histoire...

*B. Stora* – Les minorités s'inscrivent dans la réalité et construisent des cadres politiques dans les sociétés où elles arrivent. Ce processus existe également dans le monde arabe. Concernant le communisme et l'islamisme, la séquence 1965-1980 est décisive. 1965 : coup d'État et écrasement du parti communiste indonésien. Cette même année, écrasement et liquidation du parti communiste soudanais. Les dirigeants communistes soudanais sont pendus par le chef d'État Nimeiri. Toujours en 1965, c'est le coup d'État de Houari Boumediene en Algérie, et la dissolution du parti communiste algérien avec l'interdiction d'*Alger républicain*, les arrestations et les tortures de militants, comme l'a montré le livre de Bachir Hadj Ali, *L'arbitraire*. Au même moment, s'amplifient les destructions des partis communistes égyptien, irakien et syrien, considérés comme des menaces par les partis nassérien et baasiste...

*E. Plenel* – Pour les communistes irakiens, soulignons qu'ils étaient très implantés chez les Chiïtes, plus que dans la communauté minoritaire sunnite, qui pouvait se croire au pouvoir à travers Saddam Hussein. Et l'écrasement terrible des communistes y laissera la voie libre au repli religieux.

*B. Stora* – Être chiïte, c'était une identité politique, ce n'était pas seulement un sentiment religieux. Allons plus loin à propos de l'écrasement des partis communistes. Car l'établissement de séquences d'histoire très précises permet de sortir de l'essentialisme et du culturalisme à base religieuse, dans lesquels la version historique proposée est toujours celle de l'éternelle fixité des situations, se reproduisant à l'identique. Dans le monde arabe des années 1960-1970, les partis communistes, avec dans leur sillage des petites formations trotskistes ou maoïstes, étaient puissants à un point que l'on a du mal à imaginer de nos jours. Ils n'ont pas perdu l'hégémonie seulement sur le plan culturel, ils l'ont perdue également sur le plan « physique » : de nombreux dirigeants ont été tués, des militants ont été torturés, ont fui la politique ou ont pris la route de l'exil... J'insiste sur cet aspect, car sinon on ne peut pas comprendre la faible transmission d'une mémoire séculière dans les nouvelles générations. Et on ne peut pas comprendre non plus le drame algérien des années 1990.

*E. Plenel* – Il faudrait ajouter le Maroc, avec sa gauche tiers-mondiste et son extrême gauche communiste : Mehdi Ben Barka et Abraham Serfaty...

*B. Stora* – Bien sûr. Au Maroc, l'enlèvement et l'assassinat du leader socialiste Mehdi Ben Barka, en octobre 1965, a joué un grand rôle dans l'affaiblissement de la gauche marocaine. 1965 apparaît,

avec le recul historique, comme une année tournant dans le monde arabe. Le balancier revient alors vers la stabilité des États à base de parti unique, s'appuyant sur les « services » de l'armée. C'est vraiment la fin des effervescences révolutionnaires nées des années anticoloniales. Allons jusqu'en l'Iran. Il y avait, dans ce grand pays, le Toudeh, qui était l'un des partis communistes les plus importants du monde musulman. L'État iranien du shah, puis celui de Khomeini à la fin des années 1970, ont détruit ce parti, qui tirait sa force d'un mouvement syndical puissant. La destruction du Toudeh, qui prônait, comme tous les partis communistes, une nette séparation du religieux et du politique, a fait considérablement reculer la possibilité d'une sécularisation de la société. En une quinzaine d'années, de 1965 à 1979, les partis qui construisaient par leur pratique politique des espaces de diversités culturelles, de confrontations politiques et de sécularisation par le refus du tout-religieux, ont été attaqués, puis détruits. Ainsi, dès la fin des années 1970, c'est-à-dire bien avant la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS, la place était libre pour une montée en puissance des courants islamistes. La guerre en Afghanistan, dans les années 1980, va amplifier ce processus.

*E. Plenel* – Ce que vous venez de dire conforte cette hypothèse interprétative, déjà évoquée, selon laquelle nous serions en train de vraiment fermer le <sup>xx</sup>e siècle, qui fut celui de l'échec du socialisme réel, et de renouer avec les espérances originelles, radicalement démocratiques et sociales, du <sup>xix</sup>e siècle, dont le communisme fut l'un des héritiers, mais certainement pas le seul.

*B. Stora* – La « reprise d'histoire » est difficile parce que le communisme stalinien, lui-même, s'est effondré. Tous ces partis étaient eux aussi des partis exclusivistes, qui ont milité pour des modèles étatiques unitaires et totalitaires. Leur effacement, leur disparition sont aussi la sanction de ce qu'ils étaient. Ils portent également une part de responsabilité dans la situation qui s'ouvre à la fin des années 1980, avec le drame algérien.

*E. Plenel* – Bien sûr, puisqu'ils avaient égaré en chemin l'idéal démocratique. Ils avaient perdu le fil du lien radical entre la question sociale et la question démocratique, ou plutôt de la question démocratique comme condition de la question sociale.

*B. Stora* – Dans le débat entre Messali Hadj et le FLN, Messali Hadj défendait la nécessité d'une Constituante, où tous les partis indépendantistes devaient se trouver associés, des communistes aux religieux et aux membres de tous les courants nationalistes, sans aucune exclusive. Comme on le sait, une autre conception l'a emportée, celle de la construction d'un parti unique, voué à représenter la nation et à incarner le futur État.

## Totalitarismes européens et nationalisme arabe

*E. Plenel* – En France, on regarde d'ordinaire toute cette histoire au travers du prisme algérien. Mais il ne faut pas oublier le lien historique entre le mouvement nationaliste algérien et l'Égypte. Et combien, de plus, l'Algérie et l'Égypte sont, entre Maghreb et Machrek, les deux poumons démographiques du monde arabe.

Au-delà des spécificités nationales, il y a bien une histoire commune, celle du nationalisme arabe laïciste inspiré des nationalismes et républicanismes européens, dont le parti Baas créé en Syrie en 1947 fut le noyau originel, qui plus est panarabe. Ce nationalisme dont nous venons de rappeler qu'il fut aussi bien responsable de l'éradication des communistes que de la persécution des islamistes.

Est-ce que l'événement révolutionnaire, et nous retrouvons là notre fil conducteur du « 89 arabe », n'est pas tout simplement la sanction de l'épuisement de ce nationalisme arabe qui a si profondément trahi sa promesse ? Peu ou prou, Ben Ali en Tunisie, Moubarak en Égypte, Kadhafi en Libye, Saleh au Yémen en sont issus, tout comme El-Assad en Syrie et le défunt Saddam Hussein en Irak – lequel, hélas, n'a pas été renversé par son peuple, mais par une intervention étrangère.

Or le visage que révèle, dans sa déconfiture, ce courant politique, c'est celui d'une immense imposture, faite d'enrichissements stupéfiants, de privatisations oligarchiques, de pratiques mafieuses, de terreurs policières, bref une caricature ubuesque. Comment expliquer que ce nationalisme arabe, « baasiste » pour faire simple, qui fut porteur d'idéaux de modernité, d'égalité, de laïcité, etc., finisse si lamentablement ? Quel est votre regard ?

*B. Stora* – La faillite politique du nationalisme arabe s'est développée à l'épreuve du pouvoir. Progressivement, ce courant s'est éloigné des luttes de décolonisation, des idéaux démocratiques, des promesses d'égalité politique ou juridique. Il a sombré effectivement dans l'autoritarisme et les pratiques de corruption. De plus, cette faillite a été accompagnée, et dans certains cas appuyée, par l'Occident, qui s'est fort bien accommodé de tous ces régimes, considérés à tort comme laïcs et républicains. La notion de « rempart » contre l'intégrisme religieux est ensuite venue.

Mais il y a également un autre aspect : le nationalisme arabe s'était adossé au communisme stalinien. D'un point de vue géopolitique, il se situait et trouvait sa place du côté de ce que l'on a appelé le « camp socialiste ». Il disposait ainsi d'un vernis idéologique : l'appartenance au « camp socialiste », au front du refus face à l'Occident et au « camp impérialiste ». Cette radicalité du verbe permettait de dissimuler les glissements successifs vers des Partis-États autoritaires. Ajoutons que, dès ses origines, le nationalisme arabe était déjà influencé par les « États forts » apparus dans les années 1930, en Italie et en Allemagne, qui promettaient les libérations anticoloniales. On comprend mieux ainsi l'antisémitisme qui existe dans ces formations et qui n'est pas seulement le produit des mouvances fondamentalistes religieuses.

*E. Plenel* – Est-ce qu'on pourrait aller jusqu'à dire que ce qui s'effondre sous nos yeux, c'est un nationalisme arabe qui était une queue de comète des totalitarismes européens ?

*B. Stora* – C’est la queue de comète des versions européennes proposées dans les années 1930. Mais celles-ci étaient, en même temps, combattues par d’autres forces au sein des nationalismes du monde arabe. Il n’y avait pas d’homogénéité politique. Et il existait aussi, à l’époque, en particulier dans les empires coloniaux britannique ou français, des leaders nationalistes qui étaient sur des lignes de refus face à ces puissances totalitaires. Ils proposaient d’autres modèles politiques. Le cas le plus célèbre, déjà évoqué, est celui de Messali Hadj, qui a refusé la collaboration avec l’Allemagne, ce qui a provoqué une grave crise dans son parti, d’autres membres de la direction étant pour la collaboration avec l’Allemagne. L’effondrement du nationalisme arabe aujourd’hui est à la fois le produit de la chute du communisme stalinien et de la fin d’une histoire des régimes totalitaires européens.

Dire que l’idée démocratique est une idée neuve, c’est bien entériner cette fin des histoires totalitaires. Fin que l’on a vu arriver avec une très grande force dans les pays de l’Est en Europe. C’est maintenant le tour du monde arabe.

Dès lors, le nationaliste arabe va-t-il disparaître ? Je ne le crois pas. Parce que derrière l’idée du nationalisme arabe, il y a une pratique et une réalité très fortes, celles de la langue. Si un certain modèle de contrôle et d’uniformité étatique est défait, l’idée d’une histoire et d’une langue communes ne va pas sombrer pour autant. La sensibilité et la mémoire partagées, le sentiment de l’appartenance à une même civilisation, le lien autour de la religion musulmane, restent des dimensions essentielles. Sans compter ce qui est véhiculé par la musique, la poésie, la littérature, le cinéma. Car tout ne peut pas être réduit au politique. Nous avons évoqué la chaîne de télévision Al Jazeera, elle représente un lien nouveau, celui d’une sorte de « néonationalisme arabe ». Des gens entrent en contact les uns avec les autres et se comprennent par le biais d’une langue arabe renouvelée, standardisée. Une langue qui peut être comprise du Maroc jusqu’aux Émirats, contredisant les versions distinctes, séparées, opposées des langues nationales arabes. Les moyens technologiques modernes favorisent un néonationalisme arabe. L’idée du nationalisme arabe reste à l’ordre du jour, un peu comme l’idée européenne.

*E. Plenel* – Bien que cette idée européenne soit fort malmenée aujourd’hui, tant elle semble dominée par des logiques financières et marchandes...

*B. Stora* – Certes, mais elle reste un vrai sentiment, une conscience réelle du vivre ensemble forgée par l’histoire longue !

*E. Plenel* – Qui cependant, à la différence de l’unité culturelle du monde arabe, n’a pas pour elle l’argument de la langue, d’une langue commune ou partagée...

*B. Stora* – Elle n’a pas l’argument de la langue, mais elle a l’atout de la mémoire commune. Parce que affrontements, guerres, traumatismes, déplacements de population, énormes dans l’histoire européenne, fabriquent une histoire commune. Dans le monde arabe, le cumul de la langue et de l’histoire commune – celle des empires disparus comme celle de la période coloniale –, contribuent au sentiment d’un destin partagé et qui ne peut pas s’effacer. Et l’on ne peut pas comprendre les effets de propagation des révolutions arabes actuelles si on ne prend pas en compte cela.

En même temps, l’idée d’un nationalisme arabe et d’un patrimoine commun est mise à l’épreuve aujourd’hui. Elle se trouve défiée par des minorités politiques, culturelles, linguistiques qui récusent l’utilisation officielle de la langue arabe par les États. Je pense notamment aux Berbères, qui

contestaient la conception uniforme, écrasante et centralisée de l'État national. Le néonationalisme arabe devra redéfinir certains de ses rapports avec les minorités. S'il évacue encore une fois la question de la diversité, il retrouvera la crise.

## Les monarchies ont contaminé les républiques

*E. Plenel* – Mais, dans le paysage que nous arpentons, il n’y a pas que le nationalisme arabe. La dépendance pétrolière aidant, notre modernité a aussi vu l’ascension de monarchies arabes.

Dans le cas de l’Arabie Saoudite, l’émergence du wahabisme, cette minuscule dissidence sectaire de l’islam, fut contemporaine de nos propres ébranlements démocratiques : premier royaume éphémère fin XVIII<sup>e</sup> et début XIX<sup>e</sup>, donc parallèle à la Révolution et au Premier Empire ; deuxième royaume, également éphémère, contemporain de Napoléon III ; et le troisième sera le bon, durable jusqu’à nos jours, avec le double accélérateur de l’effondrement de l’Empire ottoman à l’issue de la Première Guerre mondiale et de l’énergie fossile pétrolière accompagnant l’épanouissement de la deuxième révolution industrielle. Si je fais ce rappel particulier, c’est pour souligner que les histoires nationales sont toujours interdépendantes, traversées d’interactions et d’influences, jamais closes et fermées, jamais totalement immobiles et enracinées.

Donc, nous avons des royaumes d’ancien régime au cœur de cette modernité arabe : des monarques de droit divin, comme au Maroc, relevant d’une très longue durée avec le titre de commandeur des croyants ; des familles royales gardiennes de lieux saints comme l’Arabie Saoudite avec La Mecque, où un pays, géographiquement situé sur la péninsule arabique, se voit de plus affublé du nom de la tribu régnante, les Saoud, comme s’ils en étaient les seuls propriétaires légitimes ; une monarchie hachémite en Jordanie, vivant depuis longtemps dans ce grand écart entre modernité occidentale et domination orientale, en somme dans une sorte de schizophrénie politique ; sans compter les émirats divers le long du Golfe dont la puissance apparente, sur des pays dont la population est souvent majoritairement étrangère, tient aux pathologies dominantes de nos économies de marchés faites de spéculations, rapacités et bulles financières...

Cet univers est aussi le nôtre puisque nous l’accompagnons de nos aveuglements. Les dirigeants occidentaux, avec leurs politiques de court terme, de profit immédiat et de sécurité provisoire, en sont les compagnons de route. Mais notre modèle de développement, de croissance sans fin et d’accumulation effrénée, y a aussi sa part de responsabilité. Si la dépendance pétrolière n’existait pas, qu’en serait-il de ces monarchies ?

Or, leurs peuples se sont eux aussi mis en marche. Les manifestations de Bahreïn réprimées avec l’appui de l’Arabie Saoudite, et dans l’indifférence des chancelleries occidentales, l’ont montré. Mais l’on sent bien qu’un bouillonnement révolutionnaire travaille souterrainement la société saoudienne, ce qui est autrement décisif. Toutefois, à la différence de la Tunisie ou de l’Égypte, dans ces royaumes, l’aspiration des peuples se heurte directement aux intérêts économiques occidentaux, redoublés par la puissance de frappe financière de ces régimes.

Ces royaumes qui, à la dictature moderne, ajoutent l’absolutisme ancien, ne s’effondrent pas comme des châteaux de cartes. Ils sont là et ils tiennent bon, tandis que la complaisance de nos dirigeants et l’indifférence de nos opinions leur laissent le champ libre...



*B. Stora* – L'Occident n'a plus le choix. Il est devenu quasiment prisonnier du modèle de société qui est le sien, depuis longtemps maintenant, depuis qu'il y a l'énergie pétrolière. Ce système infernal s'est mis en place et ne peut plus se défaire. Avec pour conséquence, cet engrenage où l'Occident est amené à « défendre » les monarchies du Golfe. En fait, ce sont des familles qui ont pris possession de ces pays. Ce ne sont plus des États, mais des familles qui se considèrent comme propriétaires des États. Cette façon de concevoir l'histoire et le pouvoir déteint ensuite sur les autres régimes, en principe républicains, qui prennent à leur tour le mode dynastique comme système de succession politique.

*E. Plenel* – En Tunisie, on a eu le clan Ben Ali-Trabelsi, Ben Ali laissant faire la famille de sa femme, née Trabelsi, qui se voyait en régente de Carthage. En Égypte, le fils de Moubarak envisageait de lui succéder, tandis qu'en Libye, Kadhafi a réparti le pouvoir entre sa progéniture. De même, au Liban, Hariri, ancien fondé de pouvoir de la monarchie saoudienne, a vu son fils reprendre le flambeau après son assassinat. Bref, un peu comme avec les noblesses d'Empire sous Napoléon I<sup>er</sup>, c'est comme si l'Ancien Régime, malgré sa chute apparente, avait réussi à contaminer les républiques, et donc à vaincre ses vainqueurs.

*B. Stora* – Il y a cette contamination. Le nationalisme arabe avait pourtant, dans un premier temps, considéré les monarchies comme des adversaires prioritaires, en particulier l'Arabie Saoudite, avec des discours très violents.

*E. Plenel* – D'ailleurs, lors de la prise d'otages du siège de l'OPEP (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole), à Vienne, en 1975, par un commando issu du combat palestinien – avec, dans le lot, le Vénézuelien Carlos –, ces monarchies étaient bien la cible. Le ministre saoudien du Pétrole étant alors l'un des otages les plus symboliques. Au-delà de la manière de faire, terroriste, il y avait la traduction violente de ce sentiment politique que ces régimes fondés sur les privilèges de naissance volaient leurs peuples, piétinaient leurs droits légitimes et les empêchaient d'accomplir leurs aspirations égalitaires, démocratiques et sociales.

*B. Stora* – Les monarchies apparaissaient comme le contre-modèle qu'il fallait combattre pour arriver à la modernité, au socialisme, au développement. Les Émirats, l'Arabie Saoudite, apparaissaient comme des adversaires de la modernité. Mais c'est l'inverse qui s'est produit. Le modèle monarchique a contaminé les régimes « républicains », ceux-ci se sont transformés en régimes dynastiques, ce qui a provoqué la colère des peuples. Un des grands motifs du bouillonnement des peuples en Tunisie comme en Égypte, a été le refus des clans et des successions familiales dynastiques. La promesse initiale du nationalisme arabe était la république, donc l'égalité. Or, ces régimes, quarante ans plus tard, sont devenus des régimes profondément inégalitaires. Le rôle du fils de Moubarak ou des fils de Kadhafi, ont été des éléments déclencheurs des révoltes... Autour de moi, combien de fois, surtout ces dernières semaines, des amis du Maghreb, au Maroc ou en Algérie, m'ont dit : « Au nom de qui s'expriment-ils ? Le fils de Kadhafi, quelle est sa légitimité ? Pourquoi les médias lui tendent-ils un micro en Occident ? Quelle est sa légitimité ? » On a oublié qu'une des grandes causes de la révolution en Égypte, en 1952, était le refus du principe monarchique. D'où ces rejets. Comme aujourd'hui celui du fils d'Hafez el-Assad. Alors que son arrivée au pouvoir était perçue comme porteuse d'espoir...

*E. Plenel* – Mais, en Syrie, justement, ça a marché... Ce qui n'a pu se faire en Tunisie et en Égypte a eu lieu : le fils, Bachar, a succédé au père, Hafez...

*B. Stora* – C’était il y a dix ans, la situation n’est plus la même. Les histoires de succession sont une des origines des mouvements en cours. Cette tradition dynastique s’adosse à l’islam, comme principe, comme mode de légitimation, conception de plus en plus combattue par les mouvements religieux, réformistes ou non. Les peuples avaient été « éduqués » dans des principes républicains, fussent-ils pervertis ou dénaturés. Aujourd’hui, les monarchies sont également sur la défensive. Du Maroc à l’Arabie Saoudite, l’inquiétude est réelle. C’est un début de retournement de tendance qui s’opère. Et le roi du Maroc l’a très bien compris. Son discours du 9 mars 2011 met l’accent sur un retour à la Constitution, en donnant plus de pouvoir au Premier ministre, même s’il n’est pas prêt à accepter une monarchie constitutionnelle. On revient à l’esprit de 1789 : qu’est-ce que la représentation politique ? Qui nous représente ? On passe de la question de la légitimité historique, née des mouvements d’indépendance dans les années 1950, à celle de la représentation politique. Qui sont, par exemple, les Premiers ministres dans le monde arabe ? Qui sont les ministres ? Le président de l’Assemblée nationale, du Sénat ? Les citoyens ont le sentiment de ne peser en rien sur les décisions qui sont prises au sommet de l’État. L’absence de visibilité crée cette crise de légitimité aux yeux du peuple. Les institutions sont loin des populations. Les chefs d’État concentrent entre leurs mains l’ensemble des pouvoirs, législatif, judiciaire... Et c’est pourquoi, précisément, tous les mouvements se dirigent et se concentrent contre leur personne. Des formes de représentation ordinaires de la démocratie sont réclamées, classiques, banales, avec un Parlement souverain, un Premier ministre responsable devant la Chambre, des ministres connus du grand public par l’intermédiaire des médias, avec lesquels on puisse être d’accord, ou pas d’accord. Nous assistons à un mouvement radical d’exigences démocratiques. Et, ce faisant, à travers le passage démocratique, la question de la sécularisation réelle et de la séparation du politique et du religieux peut également être posée. Et non pas l’inverse : réformer d’abord le religieux pour se diriger ensuite vers plus de démocratie.

*E. Plenel* – Car séculariser, ce n’est pas exclure le religieux, mais accompagner sa laïcisation. Après tout, nous avons bien connu ce processus en France, avec la démocratie chrétienne, le mouvement catholique Le Sillon, plus généralement le catholicisme social, les prêtres-ouvriers, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne et son pendant étudiant, la JEC (Jeunesse Étudiante Chrétienne). Pourquoi n’y aurait-il pas des partis démo-musulmans comme l’Europe a ses forces politiques démochrétiennes ?

*B. Stora* – Oui. Mais ces partis démocrates musulmans ne doivent pas se poser comme les défenseurs uniques et exclusifs de la nation, comme le parti du peuple entier.

*E. Plenel* – Donc, des partis qui ne prétendent pas à l’unicité, qui n’aspirent pas à une domination uniforme mais qui, au contraire, se présentent comme une part de la pluralité... Une pluralité qui est au cœur d’une laïcité authentique : non pas le rejet des différences et des croyances, mais le partage de cette diversité dans le souci d’un bien commun.

*B. Stora* – Ce qui est valable sur la question de l’État démocratique, est nécessairement valable pour les partis politiques qui doivent abandonner la prétention à représenter seuls la société, avec le culte du leader unique et charismatique. Cette époque est révolue. On entre dans des compétitions plurielles, à tous les niveaux. Se pose alors le statut, la place, le problème du religieux. Jusqu’à présent, la question religieuse était formulée avant celle de la politique. Mais la marche de l’histoire actuelle nous montre l’inverse : le passage par la démocratie ouvre l’espace de la sécularisation du

religieux.

## L'histoire enfouie de la démocratie arabe

*E. Plenel* – Il y a, me semble-t-il, un double reflet dans ce qui nous est renvoyé par le miroir des révolutions arabes.

D'abord, ce que dit notre vision essentialiste de ces peuples, réduits par nos préjugés à leur identité religieuse majoritaire, l'islam, de notre indifférence au pluralisme au sein de nos propres sociétés démocratiques. Comme si, depuis l'abbé Grégoire sous la Révolution française et les dissidences républicaines au sein du clergé, il n'y avait pas une interaction entre le religieux et le social, entre souffrances profondes des sociétés et les croyances que s'invente l'homme pour y survivre.

Ensuite, cette tentation dynastique qui traverse les régimes modernes, qu'ils soient clairement autoritaires ou apparemment démocratiques. Après tout, nous avons vu François Mitterrand prendre l'un de ses fils comme conseiller pour l'Afrique, Jacques Chirac choisir sa fille comme experte en communication et, surtout, Nicolas Sarkozy vouloir installer son fils Jean à la tête de son fief clientéliste, les Hauts-de-Seine.

En d'autres termes, et quelles que soient les différences de degré, nos propres classes dirigeantes n'ont-elles pas déserté l'éthique ou l'exigence démocratiques ? De façon similaire à la contamination des républiques arabes par le modèle dynastique, notre république n'est-elle pas le théâtre de l'ascension d'une oligarchie, variante moderne de l'aristocratie ? N'est-elle pas minée par le désir irréprensible d'une minorité de possédants d'une reproduction endogamique, au croisement du pouvoir et de l'avoir, des dominations politiques et économiques ?

Et le message universalisable des révolutions arabes ne serait-il pas, tout simplement, un retour aux sources de la promesse démocratique, non seulement chez eux mais aussi chez nous ?

*B. Stora* – Le message est celui de l'exigence de sociétés plus ouvertes, plus justes, sur la base du mérite et de la compétence, non du privilège et de la filiation familiale. La volonté de rupture avec l'histoire des successions « dynastiques » est très profonde. Fils de Moubarak, fils de Kadhafi, fils de Bachar el-Assad... ce refus est un signal fort donné à tous les régimes politiques fondés sur la cooptation, sur un pacte des élites dissimulé aux regards des citoyens. Nous ne savons pas encore si le processus débouchera sur une véritable démocratie, ou s'il sera récupéré par l'armée, les islamistes ou les forces des anciens régimes. À ce stade de notre discussion, il faut envisager la signification de ce mot « révolution », si vite utilisé par les médias et qui s'est propagé comme une évidence. La « révolution » entraîne une rupture radicale avec le régime précédent, sur le plan social et politique. Or, dans les pays où le mouvement est allé le plus loin, en Égypte ou en Tunisie, l'armée occupe toujours une position essentielle et son statut paraît inchangé. Elle s'est rangée, au plus fort des mobilisations de la place Tahrir, du côté des manifestants en Égypte et elle a refusé de tirer sur le peuple, en Tunisie, lorsque Ben Ali lui en a intimé l'ordre. L'armée est donc épargnée par les bouleversements en cours, acceptée et considérée comme porteuse d'une unité nationale retrouvée. Le chef de l'état-major tunisien, Rachid Ammar, est même devenu un véritable héros national. Les militaires ont donc été des acteurs décisifs – d'où ma référence au Portugal des années 1970 –, et

seul compte, aux yeux de nombreux acteurs de ces événements, le mouvement pour sortir d'un *statu quo* étouffant. Mais cette armée peut, à tout moment, retrouver également son rôle d'épine dorsale du système. Dans « révolution », il y aussi « contre-révolution ». En Égypte, des personnes ont été arrêtées, des blogueurs ont été condamnés et des suspicions pèsent sur une possible connivence entre certains cercles militaires et des islamistes de la mouvance des Frères musulmans.

*E. Plenel* – Mais n'y a-t-il pas de bonnes raisons d'être optimistes ? Quand, tout à l'heure, vous avez rappelé la signification du sigle MTLD algérien – Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques –, vous avez rappelé en même temps qu'il y avait, dans les sociétés arabes, une vieille histoire démocratique, longtemps enfouie et qui, aujourd'hui, ressurgit. Pouvons-nous en revisiter les nombreux moments, lieux et protagonistes ? Par exemple, en Algérie, il y eut les émeutes de 1988 qui furent une ébauche de printemps démocratique, hélas assassiné ?

*B. Stora* – Avant les émeutes d'octobre 1988, il y a eu le « printemps berbère » d'avril 1980. Dans les années 1970, la conception de la nation qui s'impose fortement est celle de l'arabo-islamisme. Ahmed Taleb Ibrahimi, ministre de l'Information et de la Culture, n'hésite pas à écrire en 1973 : « En lisant tout ce qui a été écrit sur les Arabes et les Berbères en Algérie, on se rend compte qu'un véritable travail de sape a été entrepris pour diviser le peuple algérien. Avancer, par exemple, que la population algérienne se compose d'Arabes et de Berbères est historiquement faux. » La Charte nationale en 1976 avait non seulement omis toute référence à la langue et à la culture berbères, mais spécifié que « l'usage généralisé de la langue arabe et sa maîtrise en tant qu'instrument fonctionnel créateur sont une des tâches primordiales de la société algérienne ». Le 19 mars 1980, le gouvernement interdit une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri sur l'usage de la langue berbère, à l'université de Tizi-Ouzou. Des enseignants et des étudiants occupent l'université en signe de protestation. Une grève générale commence en Kabylie, en avril 1980, pour la reconnaissance de la langue berbère. Le « printemps berbère » d'avril 1980 a secoué fortement l'édifice institutionnel, idéologique algérien. Il a posé, en premier lieu, le problème de la diversité des populations et celui de la définition culturelle en Algérie ; mais il a permis aussi de restituer l'histoire algérienne dans une autre dimension. L'effet du « printemps berbère » a produit, pour la première fois depuis l'indépendance, et de l'intérieur même de l'Algérie, un contre-discours public d'une réelle ampleur, dans un pays qui fonctionnait sur le principe de l'unanimité. Dans cet univers compact, où société et État, privé et public, étaient fondus en un seul bloc, la floraison d'associations et d'organisations populaires autonomes a donné de la consistance à la société algérienne. L'apparition d'un pluralisme culturel et démocratique a permis l'expression et la traduction politique de conflits existant « au sein du peuple ». Les « émeutes » berbères ont été sévèrement réprimées dans toute la Kabylie, en avril et mai 1980. Dans la foulée du « Printemps berbère », il y a eu les grandes manifestations des femmes, en 1983, contre le Code de la famille que le gouvernement voulait imposer, accentuant les rapports inégalitaires hommes/femmes dans l'accès au travail ou aux héritages. La question de la berbéricité et celle des revendications féminines sont liées. On voit, dans les grandes mobilisations de 2011, revenir l'affirmation des identités « minoritaires ».

Dans tout le Maghreb et le monde arabe en général, la montée en puissance de la jeunesse dans l'arène sociale, le développement des villes et l'apparition d'une culture citadine, l'accroissement du nombre de diplômés chômeurs sont autant de facteurs qui ont déstabilisé les élites politiques traditionnelles. Placés dans des situations inédites, sans références auxquelles s'accrocher, les

individus comme les groupes qui composent les sociétés ont eu le sentiment de vivre dans l'imprévisible et l'arbitraire. Ils ont réagi avec véhémence, comme lors des émeutes d'octobre 1988, en Algérie. L'armée a alors tiré sur des jeunes manifestants, il y a eu près de cinq cents morts. Le régime est entré en crise, le multipartisme a été autorisé, l'armée s'est retirée du comité central du FLN. Une presse libre a vu le jour mais, comme on le sait, le processus a finalement débouché sur un affrontement entre l'armée et les islamistes en 1992.

*E. Plenel* – Un autre exemple qui me vient à l'esprit : le printemps libanais de 2005 qui a eu son théoricien et son martyr, le journaliste Samir Kassir, lequel a été assassiné<sup>1</sup>. Voyez-vous d'autres exemples, d'autres points d'ancrage ?

*B. Stora* – Au Maroc, l'espérance était grande après la mort du roi Hassan II, en 1999. Mohamed VI a marqué les six premiers mois de son règne par une série de décisions spectaculaires, telle la levée des mesures de résidence surveillée ou de bannissement, touchant des personnages comme Abraham Serfaty et le chef islamiste Abdeslam Yassine ; ou encore le limogeage de Driss Basri qui a été longtemps le redoutable ministre de l'Intérieur de Hassan II. La libération générale de la parole à laquelle on a assisté alors était impressionnante. L'Association marocaine des droits de l'homme et le Forum vérité et justice, qui se battaient pour une véritable indemnisation/réhabilitation des victimes du temps de Hassan II, ont occupé le devant de la scène civique. Puis la presse, qui commençait à faire l'expérience d'une certaine liberté, a véritablement « explosé », n'hésitant plus à traiter des sujets jusque-là interdits ou tabous, publiant des articles sur la corruption, sur la prostitution, sur la crise des élites, sur les problèmes économiques et sociaux les plus aigus, ou encore sur la crise du monde rural. Tout d'un coup, les journaux se sont mis à parler largement de problèmes dont on discutait déjà dans des cercles fermés, mais qui n'étaient jamais soulevés en public. Il était possible, désormais, d'évoquer, en bien ou en mal, le règne précédent. Le Maroc, soudain, pouvait parler de tout. C'était d'autant plus frappant que cela a conduit, au moins indirectement, à plusieurs pétitions et manifestations monstres. Elles ont eu lieu au même moment, au mois de mars 2000, et elles ont permis au pays, enfin, de s'interroger sur deux grandes questions : la place des femmes dans la société et la revendication berbère. Mais après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, et surtout après ceux de Casablanca, en mai 2003, un sérieux coup de frein a été donné aux réformes. Et il a été durement ressenti.

Dans le sillage de ce questionnement démocratique, en Algérie et au Maroc, la place du religieux a également été soulevée. Ce débat a franchi la Méditerranée et s'est retrouvé en France. Auparavant, dans la vieille histoire française, le statut de l'islam dans la République avait été posé par le parti de Ferhat Abbas, dans les années 1930. Avant de passer de l'assimilation au fédéralisme, puis de l'autonomie à l'indépendantisme, son questionnement initial était en effet le suivant : « Peut-on être français, républicain et musulman à part entière ? »

*E. Plenel* – C'est une interrogation étonnamment actuelle, tant le pouvoir qu'incarne Nicolas Sarkozy depuis 2007 stigmatise les musulmans, qu'ils soient français ou étrangers...

*B. Stora* – Effectivement, très actuelle. Il faudrait rééditer et relire ce livre. Ferhat Abbas croyait à cette époque-là en la possibilité d'une alliance entre la république et l'islam. C'était sa thématique principale. J'ai emprunté une autre de ses expressions, celle des « indépendances confisquées », titre de son dernier livre, publié peu avant sa mort, en 1984. Décidément, ces personnages pionniers des nationalismes, Messali Hadj et Ferhat Abbas, restent deux personnages très modernes !

*E. Plenel* – Au-delà de l'Algérie, que vous connaissez parfaitement, quels sont les autres équivalents ailleurs ? En Tunisie, en Égypte, etc. ?

*B. Stora* – En Tunisie, le mouvement nationaliste inauguré par Habib Bourguiba sous le nom de Néo-Destour, est issu d'un vieux parti fondé quelques années avant, le Destour, ce qui, en arabe, veut dire « Constitution ». Les premiers nationalistes tunisiens réclamaient l'application de la Constitution aux autorités françaises du Protectorat. Cette Constitution, élaborée par le bey de Tunis en 1861-1863, visait à assurer l'égalité entre toutes les communautés. Pour la première fois dans le monde musulman, le système de la « dhimmitude » – qui donnait aux minorités non musulmanes un statut de « minorité protégée », sans les mêmes droits que la majorité musulmane – était remis en cause. En Tunisie, il y a eu cette volonté, à travers un processus constitutionnel, de faire en sorte que toutes les communautés soient traitées à parts égales. C'était une véritable révolution dans le monde musulman. Et Bourguiba, quand il crée en 1934 le Néo-Destour, s'inscrit dans cette filiation constitutionnaliste et dans le respect de l'État de droit. Toutefois, après la décolonisation et son arrivée au pouvoir, le Néo-Destour, lui aussi, va se transformer en parti unique, éliminant ses oppositions intérieures. Une autre histoire commence. Mais en Tunisie existe un fil démocratique très important, avec le maintien de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, la grande centrale syndicale du pays.

*E. Plenel* – La centrale syndicale tunisienne, nous l'avons déjà évoqué, est donc la plus ancienne. Faut-il en déduire que le démarrage de ce processus révolutionnaire par l'étincelle tunisienne n'a rien de surprenant ?

*B. Stora* – Ce n'est pas surprenant, car la Tunisie a connu, dans la première moitié du <sup>xx</sup>e siècle, une tradition démocratique et sociale, avec l'UGTT. L'effet de souffle, puissant dans tout le Maghreb, de la guerre d'indépendance algérienne a recouvert pour un temps ces traditions. En ce qui concerne le Maroc, les choses sont compliquées parce que ce sont les nationalistes qui ont « mis en scène » la monarchie. Celle-ci a éprouvé bien des difficultés à se maintenir dans une continuité historique. Elle était affaiblie, avant même le Protectorat français, par l'existence de fortes dissidences rurales, en particulier dans le Nord du pays. Les premiers nationalistes, Ahmed Balafrej ou Allal el-Fassi, à partir de 1930, se sont abrités derrière le système monarchique pour faire valoir la renaissance d'une idée nationale. Ils ont institué, en 1934, la « fête du Trône ». Ces nationalistes utilisaient l'argument monarchique pour opposer la présence coloniale française et l'histoire ancienne nationale du Maroc. Mais après la Seconde Guerre mondiale, la monarchie a voulu occuper seule l'ensemble de l'espace politique. Ils ont alors résisté. Mehdi Ben Barka, qui a été le rédacteur du manifeste de l'Istiqlal (en arabe, « Indépendance ») en 1944, s'est opposé à ce retour d'une monarchie absolue. La contradiction a éclaté très vite, dès l'indépendance en 1956, où Ben Barka est entré, avec son parti, en opposition face à la monarchie. Cette dernière l'a finalement emporté, particulièrement à partir de 1965. Mais la bataille politique a été très longue entre ces nationalistes et une monarchie qui se réclamait exclusivement du religieux (le roi comme le « Commandeur des croyants ») pour asseoir finalement sa légitimité. L'exigence d'une monarchie constitutionnelle, et non plus absolue est donc, elle aussi, un retour d'histoire.

En Égypte, le Wafd, vieux parti nationaliste des années 1930, ne s'est pas appuyé exclusivement, comme on pourrait le croire, sur le religieux, il a au contraire prôné l'égalité. C'était l'époque où naissaient les premiers mouvements féministes à l'intérieur du monde musulman. Le Wafd, lui aussi, prévoyait l'établissement d'une Constituante contre la présence coloniale britannique. Les partis

nationalistes égyptiens étaient aiguillonnés de l'extérieur par les partis communistes, palestinien ou égyptien, qui étaient très vivants alors, et qui, eux, jouaient sur la fibre sociale, les mouvements sociaux, les grèves de 1936-1937 en particulier. La diversité fabriquait un espace politique pluriel où différentes tendances pouvaient s'affronter. La confrontation politique existait et les appartenances communautaires étaient en fait des identités politiques. Les minorités demandaient l'égalité de tous, par conséquent, le passage à la citoyenneté. Le multi-confessionnalisme apparaissait comme un moment transitoire pour arriver à des États démocratiques. Mais les nationalistes et les communistes (c'est le couple central à la veille de la Seconde Guerre mondiale) proposaient un modèle de société où la modernisation citoyenne se faisait de manière volontaire, autoritaire, par le haut, donc par des avant-gardes « éclairées ». Dans les années 1950, le baasisme va se réapproprier ce modèle d'État et de fonctionnement de parti.

*E. Plenel* – Lequel baasisme va reprendre à son compte, dans une perspective nationaliste, le logiciel communiste stalinien, autoritaire, unitaire et étatique...

*B. Stora* – En effet. Il y a une réappropriation par le baasisme de ce logiciel de type stalinien. Cela va s'installer, notamment, après la révolution en Irak, du 14 juillet 1958. À la fin des années 1950, un changement de tonalité apparaît. L'espace pluriel s'affaiblit sous l'effet du baasisme et du nationalisme arabe, puis il entre dans une phase de glaciation à partir de l'année 1965.

1968 marque le tournant de révolutions possibles en Europe, alors qu'en Orient commence l'installation des régimes et des États forts, la fin des espaces pluriels et démocratiques. L'écrasement des Palestiniens, par exemple le « Septembre noir » de 1970 en Jordanie, s'inscrit au cœur de ce processus de glaciation. Puis, la terrible guerre civile libanaise commence à partir de 1975, elle va durer près de quinze ans, entrecoupée d'invasions étrangères, syrienne et israélienne, et de massacres.

<sup>1</sup>- Samir Kassir (1960-2005) a notamment publié, de son vivant, *Considérations sur le malheur arabe*, Actes Sud/Sindbad, 2004. Ses dernières chroniques ont été rassemblées, après son assassinat, sous le titre *Liban : un printemps inachevé*, Actes Sud/Sindbad, 2006.



## L'islamisme comme miroir des dictatures

*E. Plenel* – La glaciation des espérances signifiée par la consolidation de ces États forts s'accompagnera de la perte de toute cohérence idéologique. Ces pouvoirs, nous l'avons vu, pourrons passer d'une allégeance à l'autre sans transition, à la manière des alliances mafieuses où seul l'intérêt et la survie comptent. Hier, opposants radicaux de l'impérialisme et soutiens du terrorisme, et le lendemain, alliés de ce même impérialisme dans sa croisade contre le terrorisme... Une caricature d'un monde sans convictions ni idéaux.

*B. Stora* – On le voit dans les manipulations et les instrumentalisations, par les États, de différents groupes radicaux, qui finissent par devenir simplement des groupes mercenaires. Ils n'ont plus de cause politique, ni d'axe principal, ils sont à la merci du jeu des États qui, eux, n'existent qu'en fonction de leurs intérêts économiques et politiques. La succession de discours antioccidentaux ou anti-impérialistes se tient sous le masque de la radicalité marxiste ou sous celui du rigorisme religieux. Cela a commencé, effectivement, à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

*E. Plenel* – D'une certaine manière, n'est-ce pas la fin de la politique ? De la politique comme conflit stratégique, débat collectif, affrontement d'idéaux ? Et, du coup, l'enjeu démocratique ne serait-il pas, tout simplement, de faire ressurgir et renaître la politique ? La politique comme bien commun et partagé ?

*B. Stora* – Le reflux hors des espérances collectives s'observe en Europe à partir des années 1980, paradoxalement au moment de l'arrivée de la gauche française au pouvoir. Les « questions morales » prennent le pas sur les exigences sociales et les revendications politiques. Mais en Algérie, pays que je connais le mieux, une tentative de reprise du fil démocratique a eu lieu, avec le « Printemps berbère » de 1980 et les mouvements de femmes de 1983, déjà évoqués, mais aussi avec les syndicats indépendants, la création de la Ligue des droits de l'homme en 1984-1985 et l'existence de nombreux partis politiques après octobre 1988. L'émergence des mouvements islamistes s'inscrit dans ce jeu politique. Ils vont culminer en 1991. Durant cette année pleine d'inconnues (avec l'effondrement de l'URSS), et de dangers avec la montée en puissance d'un islamisme très agressif, le pôle démocratique ne parvient pas à se construire face à l'État. La société commence alors à se mettre en retrait, à l'abri, en décembre, au moment du premier tour des élections législatives. Résultat, il y a près de 50 % d'abstentions. La catastrophe arrive dans l'affrontement entre l'État, qui va interrompre les élections, et les islamistes. Une guerre civile aux conséquences incalculables dans la société algérienne, et dans le reste du monde arabe, commence.

*E. Plenel* – Cette radicalisation de l'islamisme, dont l'Algérie fut l'un des théâtres les plus dramatiques, en écho et en lien avec la guerre civile afghane, ne faut-il pas la réévaluer au vu des révolutions démocratiques en cours ? La religion n'a aucunement été centrale lors des événements tunisiens et égyptiens. Et son expression politique, à l'instar du parti Enahda en Tunisie ou des Frères musulmans en Égypte, va peut-être simplement trouver sa place, c'est-à-dire une place parmi d'autres, conséquente mais néanmoins seconde, dans le pluralisme politique qui s'invente et se construit. Dès lors, on peut s'interroger : le vide politique, l'absence d'espace public pluraliste ainsi

que la politique de la peur, fonds de commerce des régimes autoritaires, ne maximisaient-ils pas le poids de courants extrémistes ultra-minoritaires ?

*B. Stora* – L'islamisme politique n'était pas un courant minoritaire au début des années 1990. Il a pleinement profité de l'absence d'espace politique contradictoire, de la faiblesse du pôle démocratique fortement réprimé par l'État. Il se trouvait en position de force parce qu'ils se présentaient comme le parti du peuple entier. Les islamistes entendaient être les représentants exclusifs de toute la société, comme le faisaient les différents courants nationalistes, de manière exclusive, dans les années 1950. Les nouvelles générations qui entraient en politique dans les années 1980-1990 s'identifiaient à ce discours. Pour elles, il fallait un seul parti, fort, capable d'affronter un État fort. Appuyés sur des événements internationaux, en particulier sur la victoire en Afghanistan contre l'Armée rouge, les courants radicaux ont trouvé, de manière incontestable, une audience dans toutes les couches de la société. Ils étaient le miroir de l'État autoritaire, occupant tout l'espace.

L'État l'a emporté militairement, à la suite d'une terrible guerre civile qui a fait plus de cent mille morts. Depuis les années 2000, les islamistes ne peuvent plus se présenter comme le seul parti du peuple. La guerre civile algérienne est passée par là. Ils ne sont qu'un parti, certes important, mais parmi les autres. Ils ne peuvent plus avoir cette prétention exclusive à la représentation globale de la société. En 2011, les générations qui se sont affrontées dans les années 1980-1990, apparaissent comme dépassées. Le souffle de la révolution islamique iranienne de 1979 et celui de la victoire contre l'Armée rouge en Afghanistan en 1989, se sont fortement atténués. Depuis les années 2000, le champ politique n'est plus le même, la situation internationale s'est profondément modifiée, elle aussi. L'URSS a disparu, le monde est devenu « multipolaire ». Les États arabes se sont affaiblis parce que leurs points d'appui, sur le plan de la politique internationale, se sont fragilisés. Dans la guerre contre les islamistes, ils se sont crus forts et protégés, à la fois par le « camp socialiste » dans les années 1970-1980, et par l'Occident, surtout après le 11 Septembre. Mais ils n'ont pas vu arriver les nouvelles générations, les exigences de justice et de vérité, la mondialisation de l'information, ou les cours de justice internationales...

## Sous l'événement, la longue durée des sociétés

*E. Plenel* – Au fond, ce que vous venez d'exposer rappelle que, au-delà de l'événement, de ses surprises et de ses étonnements, il y a la longue durée des sociétés. Durant ces trente dernières années, les pays arabes ont aussi vécu une transition profonde vers la modernité, dans les pratiques familiales, dans la place de l'individu, dans le rôle de la jeunesse, etc. Souvent, notre regard est aveuglé par un trop-plein de politique : nous ne voyons que les régimes, que les partis, que les idéologies, et nous oublions de prêter suffisamment attention à ce qui transforme, modifie et façonne les peuples, dans leur vie quotidienne et dans leur présence au monde.

Parce qu'ils ont à leur disposition des instruments d'analyse et de projection objectifs, les démographes sont ceux qui, de ce point de vue, ont lancé l'alerte le plus tôt. Échappant au prisme réducteur de l'immédiat, leurs travaux offraient une perspective plus lointaine où l'on voyait bien que toutes ces sociétés, l'iranienne comprise, se rapprochaient des nôtres. C'est ce que synthétisait l'ouvrage commun de Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le Rendez-vous des civilisations* (Seuil, 2007), dont le titre résumait bien le propos : démontrer que, contrairement au pronostic d'un choc des civilisations, cette prophétie autoréalisatrice qui est un appel au conflit et à l'affrontement, nous vivions un rendez-vous commun de l'Orient et de l'Occident, avec une modernité partagée.

Derrière le voile de l'islamisme, de la virulence, de l'extrémisme, des excès religieux, etc., qui expriment les crispations provoquées par cette transition vers la modernité, quatre indicateurs montrent cette convergence. Le premier, le plus important, le plus profond, qui travaille le plus l'inconscient des sociétés, c'est évidemment le taux de fécondité. Tunisie : moins de deux enfants par femme, c'est-à-dire un peu moins qu'en France. Égypte : trois enfants par femme. De même en Iran où, derrière un régime religieux, on voit un taux de fécondité qui se rapproche des taux européens. Ce qui signifie que ces femmes, voilées dans la rue et confrontées à un régime de domination masculine, ont néanmoins la maîtrise de leur corps et de la procréation.

Le deuxième indicateur, c'est évidemment l'éducation, qui concerne aussi le rapport entre les sexes. En Iran, par exemple, la majorité des effectifs universitaires sont des femmes, alors qu'elles étaient majoritairement analphabètes sous le shah d'Iran. Troisième indicateur, qui va avec le taux d'éducation, la jeunesse évidemment, le poids des jeunes. Les reportages au Yémen, auprès d'étudiantes des universités de Sanaa, le montraient : coiffées de leurs foulards, des jeunes filles disaient leurs rêves, leurs désirs d'avenir, leurs envies d'espoirs, bref, elles parlaient comme l'auraient fait des jeunes en 1968, affirmant l'autonomie de leur génération et revendiquant la force de leur âge.

Enfin, quatrième indicateur qui rassemble les précédents, l'avènement d'une société d'individus, où le groupe, la communauté, la famille, etc., ne pèsent plus avec la même force, n'ont plus la même emprise sur les êtres. Et c'est évidemment la jeunesse qui en est le porte-parole, confrontée, alors que la société est plus éduquée et plus communicante, à une absence de perspectives, de travail, d'emploi, d'épanouissement, de mouvement, etc.

Avec ces rappels, l'historien que vous êtes se sent évidemment chez lui : il retrouve son matériau premier, la longue durée qui modèle les sociétés. Derrière la bulle islamiste, la bulle pétrolière ou la bulle financière – pour s'en tenir aux habituelles thématiques appliquées par les médias dominants aux pays arabes –, n'est-ce pas la révélation principale des événements actuels : une convergence des sociétés et des civilisations ?

*B. Stora* – Tous ces travaux sur la démographie et le taux de fécondité par femme dans les sociétés arabes avaient été mis en lumière depuis plus de dix ans par Philippe Fargues, qui a signalé cet « effondrement démographique »<sup>1</sup>. Il a été l'un des premiers à montrer cette dimension de modernité du monde arabe qui a des conséquences incalculables sur la vie des familles, leur statut, le rapport au politique. Ce processus se développe depuis une vingtaine d'années. En Algérie, en 1975, le taux de fécondité par femme était de sept, le plus fort taux du monde. Et en 2010, il était descendu à un peu plus de deux. J'y voyais surtout le signe d'une perte de confiance dans le futur, en rapport avec la guerre civile que l'Algérie connaissait alors, sans mesurer qu'il s'agissait de quelque chose de plus essentiel, de plus profond. Le signe d'un rapport nouveau au monde, à la famille, à la tradition, marquant une entrée en modernité de l'ensemble de ces sociétés. Mais la pression démographique, qui avait connu son pic dans les années 1980, se fait toujours sentir. Les jeunes de moins de trente ans restent majoritaires dans les sociétés arabes. Les pays du Maghreb connaissent encore un taux élevé de croissance de la population active, de l'ordre de 2,5 % d'ici à 2020, maintenant donc, et pendant encore longtemps, le marché de l'emploi sous une très forte tension. Pour éradiquer le chômage – à l'horizon 2020 – les économistes préconisent la création d'au moins un million de postes de travail, ce qui suppose que soient réunies des conditions extrêmement favorables permettant le maintien d'un taux de croissance économique élevé et soutenu. La décroissance démographique actuelle doit pourtant retenir toujours notre attention...

*E. Plenel* – C'est ce que les démographes ont appelé la « transition démographique », formule évocatrice tant elle signifie aussi un passage d'un équilibre à un autre, avec forcément des crises intermédiaires. Mais la tendance lourde ne varie pas : l'avènement d'une société d'individus, où le destin de chacun n'appartient plus seulement à la famille, au clan, à la communauté, à l'appartenance...

*B. Stora* – Oui, on commence à entrer dans une autre société, celle des rapports personnels, des rapports individuels. Un exemple : vivant au Maroc au début des années 2000, j'ai rencontré dans mon quartier des jeunes qui voulaient partir, et quand je leur demandais : « Mais vous avez prévenu votre famille, vos amis ? Vous partez seul ? », la réponse était souvent la même : « Je pars seul, je ne préviens personne. Quand je serai arrivé de l'autre côté, je préviendrai mes proches. » Les migrants ne partent plus pour le compte d'une famille, d'un quartier, d'un village, pour ensuite envoyer un « mandat », comme aux premiers temps de l'immigration. Les nouvelles générations entrent dans la vie sociale, politique, culturelle par le biais de la mondialisation, elles ne sont plus exclusivement centrées sur l'idéologie collective, rassembleuse. Il y a des processus d'individualisation réels, qui ne sont pas forcément synonymes de citoyenneté. Les jeunes n'attendent plus l'amélioration de leur situation, ils partent. Les *harragas*, ces jeunes diplômés dont nous avons déjà parlé, se sentent naturellement, profondément attachés à leur pays, mais en termes de citoyenneté, c'est de moins en moins évident. Nombre d'Européens ont été surpris, après la révolution tunisienne, quand ils ont vu des jeunes Tunisiens ou des jeunes Libyens arriver sur l'île de Lampedusa. En fait, ils appartiennent à

la génération « post-islamiste », comme le dit Olivier Roy, ils ne veulent pas attendre que la démocratie s'installe, ils veulent en profiter tout de suite. L'espoir du changement collectif, sur le long terme, a disparu. Le rapport au temps a changé.

Le processus d'individualisation est réel. Les familles maghrébines sont de plus en plus réduites, avec le père, la mère, les deux enfants. Ce n'est évidemment pas seulement lié à l'absence de logements. Dans le monde arabe d'aujourd'hui, les familles de quatre ou cinq enfants sont rares. Nous sommes dans un autre type de société, avec un autre type d'investissement familial dans le capital humain et l'accroissement du nombre d'étudiants à l'université. Tous ces changements sont-ils le produit d'un décollage économique ? Le sociologue algérien Safir Nadji a souligné les performances économiques des pays du Maghreb et la croissance continue, exprimée par celle de leur Produit Intérieur Brut (national et par habitant). Cependant, cette croissance ne débouche pas sur un processus d'accumulation décisif en termes de développement économique. « Certes, écrit-il, la croissance économique enregistrée a eu des retombées positives au plan de l'amélioration de nombre d'indicateurs sociaux, y compris ceux – surtout d'ordre quantitatif – relatifs à l'éducation. Mais s'il est un domaine dans lequel la région continue d'être encore affectée par de très lourds déficits, notamment eu égard aux performances réalisées par les pays les plus avancés, c'est bien celui de la maîtrise sociale de la science et de la technologie. » La jeunesse étudiante que l'on voit manifester sur les places des révolutions est souvent mal formée dans les universités. Le système d'enseignement n'est pas performant. C'est une armée de « prêchômeurs » qui ne parvient pas à trouver sa place dans l'activité économique. Au seuil du pouvoir par le savoir, elle se trouve en quelque sorte comme l'intelligentsia européenne du XIX<sup>e</sup> siècle, démunie. La jeunesse qui s'exprime massivement sur Facebook et devine les potentialités du monde extérieur est handicapée par la formation qu'elle a reçue. Les chiffres le montrent. Les données disponibles de l'UNESCO publiées l'année dernière font clairement apparaître que les établissements maghrébins d'enseignement supérieur sont totalement absents de tous les classements internationaux, à commencer par celui dit « de Shanghai », des 500 meilleures universités mondiales. Les dépôts de brevets – domaine décisif puisqu'il constitue le lien direct avec le monde de la production et contribue aux performances économiques –, sont très faibles. Sur une longue période, de 1963 à 2008, le nombre de brevets déposés par des ressortissants des cinq pays du Maghreb auprès de l'administration américaine concernée (l'USPTO) est quasi nul : il s'élève à 113 ; alors qu'il est de 57 968 pour la Corée du Sud, de 54 349 pour la Suisse et de 16 514 pour la Belgique. Comme y insiste Safir Nadji : « L'effort sur l'éducation pour redonner espoir aux jeunes diplômés est décisif. »

*E. Plenel* – En Tunisie, la révolution est symboliquement partie du sacrifice d'un diplômé chômeur, Mohamed Bouazizi. Il était au seuil de la vie active, avec ses rêves et ses désirs. Et, sous Ben Ali, il n'avait pas d'horizon, pas de futur, pas d'espoir. Faute d'appartenance aux réseaux claniques de dépendance et de servitude mafieuse, il ne pouvait continuer ses études, était obligé de gagner sa vie, mais n'avait pas non plus la possibilité d'un emploi véritable, correspondant à ses compétences et à ses connaissances. Et quand il se sacrifie, c'est parce qu'un représentant de la petite bureaucratie autoritaire l'humilie en lui réclamant son autorisation pour avoir un étal de marchand dans la rue. C'est tout le symbole d'une société dévitalisée, privée d'horizon.

*B. Stora* – Le symbole de l'arbitraire, de la rage et de l'impuissance d'un jeune homme plus éduqué que la personne qui vient lui réclamer son autorisation. Et, en même temps, se sachant

condamné par des études qui ne donnent pas une réelle qualification, qui ne trouve plus sa place par rapport aux générations précédentes. Ce drame de la faiblesse des systèmes éducatifs, et de l'arbitraire, avait été relevé dans le livre de Samir Kassir, *Considérations sur le malheur arabe*. Il parlait à la fois du recul formidable de l'analphabétisme, de l'apparition d'une jeunesse cultivée et de la persistance d'un État arbitraire, avec ce système éducatif qui a peur des enseignements critiques, de la philosophie totalement bannie, ou de l'histoire, très marginalisée.

*E. Plenel* – Au fond, tous les enseignements qui sont supposés subversifs, parce qu'ils forment l'esprit critique...

*B. Stora* – Dans de nombreux pays, au lieu d'encourager l'enseignement des sciences humaines et sociales, des universités islamiques ont été créées, où étudient des dizaines de milliers de jeunes qui apprennent la récitation du Coran et des *hadiths* (versets du Coran). L'accès à un autre type de savoirs est évidemment nécessaire.

<sup>1</sup>- Philippe Fargues, *Génération arabes. L'alchimie du nombre*, Fayard, 2000.

## Une chance pour la Palestine et, donc, pour Israël

*E. Plenel* – Depuis plus d'un demi-siècle, voire au-delà, la relation politique de l'Occident – j'emploie ce mot par commodité de langage, tout en sachant que c'est une construction pleine de pièges – au Proche et au Moyen-Orient est imbriquée à la question palestinienne, dans une double dimension : le soutien à l'État d'Israël malgré son non-respect des résolutions de l'Onu depuis la guerre de 1967 ; l'impuissance à imposer le droit des Palestiniens à cette normalité étatique et nationale qu'ils réclament légitimement. Quelles seront les conséquences de l'événement arabe sur cette situation ?

Si l'on s'en tient à la focale israélo-palestinienne, deux approches se distinguent sur l'événement démocratique arabe, qui prolongent la ligne de fracture du conflit lui-même. On a d'emblée vu la droite et l'extrême droite, actuellement au pouvoir en Israël, exprimer leur crainte d'un avènement démocratique. Comme si cette dynamique allait les priver de l'argument idéologique selon lequel Israël était la seule démocratie de la région et de cette stabilité tissée d'injustices garanties par un environnement arabe dictatorial. Cette méfiance à l'égard de la démocratie pour les peuples arabes eux-mêmes ne disait-elle pas le profond imaginaire colonial qui habite les dirigeants d'Israël ? Cette façon de voir la démocratie comme un privilège destiné par essence à certains peuples, à certaines cultures, à certains pays ?

À l'inverse, pour les responsables palestiniens, c'est sans doute la meilleure nouvelle depuis longtemps, qui laisse entrevoir une dynamique favorable à l'État de Palestine. La question est d'autant plus d'actualité que la diplomatie palestinienne a été très active ces derniers temps, avec des soutiens significatifs en Amérique du Sud, au point d'envisager l'obtention, à l'automne 2011, d'un vote de reconnaissance de l'État de Palestine à l'Assemblée générale de l'Onu. Peut-on imaginer une dynamique démocratique et une ouverture régionale qui réduisent l'espace du Hamas lequel, jusqu'alors, profitait des déceptions et des ressentiments ? Et qui, du coup, isolent également l'extrémisme israélien sur la scène internationale ?

On ne se risquera pas à prédire l'avenir, mais l'on sent bien qu'il y a deux chemins possibles. Celui, sur lequel parient les actuels dirigeants de l'État d'Israël, d'une relativisation, d'une provincialisation en quelque sorte, de la question palestinienne. L'un de nos néoconservateurs français, André Glucksmann, l'a exprimé en proclamant (*Le Monde* du 18 février 2011) que les révolutions arabes démontraient que la question de Palestine n'était pas centrale, autrement dit restait secondaire.

L'autre voie, c'est évidemment le pari d'une dynamique qui redonne un espace politique et géographique aux idéaux démocratiques et sociaux qui ont accompagné l'émergence du nationalisme palestinien et l'animent encore profondément. Mais, dans cette hypothèse, reste une inconnue, puisque la paix se fait forcément à deux : la société israélienne où l'on sent, depuis que l'extrême droite est peu ou prou au pouvoir, une grande crispation, comme une immense peur de l'avenir...

*B. Stora* – Au début des années 2000, la seconde Intifada marque la fin des accords d’Oslo et de la possibilité d’un accord politique sur la création d’un État palestinien. Cette dimension politique reste très importante, même si, dans les révolutions arabes actuelles, elle n’apparaît pas au premier plan (les drapeaux israéliens n’ont pas été brûlés dans les rues du Caire ou de Tunis en janvier – mars 2011). L’éloignement d’un règlement politique du conflit israélo-palestinien radicalise le camp palestinien avec la montée du Hamas. Cette radicalisation à l’échelle internationale se mesure en Israël avec la montée en puissance des forces de droite, du Likoud en particulier, et l’éloignement progressif des forces travaillistes du camp de « La Paix maintenant », favorable à une solution politique de partage. Le glissement à droite de la société israélienne est très visible. Chez les Israéliens et les Palestiniens, s’installent ainsi des « camps de la peur ». La peur de l’Autre devient l’arme politique dominante. Le positionnement par rapport à ce conflit gagne aussi le champ intellectuel. La volonté de trouver des solutions politiques s’affaiblit. Ce sont des logiques défensives de protection d’un seul camp qui dominant. On protège des territoires déjà acquis, mais on n’essaie pas d’être à l’écoute des propositions de l’autre partie, pour sortir du conflit. La question politique principale est celle de la protection de soi contre l’autre. La confiance disparaît.

Pourtant, la création d’un État palestinien, assez rapidement, est inéluctable. C’est une vieille revendication. Les Palestiniens ont mis plus de quarante ans à admettre la prééminence du droit international et à accepter l’existence d’Israël, en passant par divers stades. L’OLP, à sa création en 1964, prônait le départ des Juifs de Palestine. Elle a mis vingt ans, de 1974 à 1993, pour passer de l’idée d’un État palestinien dans les territoires occupés par Israël en 1967 à la reconnaissance de l’État hébreu. Les Israéliens, eux, ont longtemps cru que « la question palestinienne » disparaîtrait avec le temps. Ils ont pareillement évolué, par étapes, jusqu’à reconnaître l’OLP et l’inéluctabilité d’un État palestinien. La dynamique politique actuelle sur l’exigence démocratique permet la sortie du « deux poids, deux mesures ». Pourquoi ce qui est exigé, la démocratie pour le monde arabe, ne peut-il pas l’être pour l’application des résolutions de l’Onu, en ce qui concerne l’extension de la colonisation ? On peut espérer que si l’Occident aide à l’établissement de régimes démocratiques dans un certain nombre de pays, la dynamique profite aussi à la question palestinienne. Cela me paraît être le scénario le plus optimiste, le plus souhaitable évidemment. Mais il existe un raidissement de la société israélienne, qui est réel, par peur de l’islamisme et peur de l’avenir.

*E. Plenel* – C’est suicidaire pour l’État d’Israël de rester enfermé dans cette guerre permanente avec son environnement. On ne peut construire une société pacifiée, c’est-à-dire démocratique, en vivant dans la guerre permanente, dans la peur de l’autre, dans la diabolisation d’un monde alentour que l’on ignore et que l’on caricature. C’est irresponsable pour Israël, comme pour le monde entier. Car c’est forcément une course à l’abîme.

*B. Stora* – Le problème, c’est que s’est instituée une culture politique de la guerre. Mais on ne peut raisonner politiquement, indéfiniment, dans des logiques perpétuelles de guerre.

*E. Plenel* – J’y insiste : c’est un drame pour les Israéliens eux-mêmes, car la société finit forcément par se nécroser, se diviser, se replier dans des pathologies politiques. D’où la progression d’une extrême droite israélienne, dont le racisme prospère sur une mentalité d’assiégés.

*B. Stora* – La société israélienne s’enferme et, par contrecoup, les communautés juives à l’étranger s’enferment aussi. Dans une surenchère, d’ailleurs plus forte qu’en Israël même.

*E. Plenel* – Classique phénomène des arrière-gardes, toujours plus excessives que ceux qui sont



près de la ligne de front... En témoigne, par exemple, le décalage entre la vitalité des débats dans la presse israélienne et le conformisme réactionnaire de ceux qui, en France, prétendent représenter la communauté juive.

*B. Stora* – Une « armée aux frontières » est toujours plus radicale idéologiquement que les populations qui vivent à l'intérieur, dans la sensation de survie. Il faut sortir de la culture de guerre et installer une culture de paix. Tout l'enjeu pédagogique, politique est là. Or, sortir de la culture de guerre veut dire sortir d'une logique de la peur. La première réaction de l'État d'Israël face aux révolutions démocratiques du monde arabe a été celle de la peur. Ce n'était pas l'idée qu'avec l'exigence démocratique, existait la possibilité de tendre la main aux forces politiques nouvelles. Cette réaction aurait pourtant été la plus simple, la plus évidente. Or, la peur d'un bouleversement l'a encore emporté. Est-ce la peur d'avoir un État palestinien à côté de l'État d'Israël ? Alors, nous voici loin de la thématique, qui semblait pourtant acquise, de la reconnaissance mutuelle entre deux peuples, deux États. Loin des premiers comités pour la paix, ceux créés au moment de la Conférence de Madrid et d'autres, que j'ai appuyés depuis des années, de Shalom Archav (La Paix maintenant) à JCall... Bref, de toutes ces initiatives qui permettaient de trouver des compromis, des passerelles. Malheureusement, j'ai le sentiment que, *grosso modo* depuis l'assassinat de Yitzhak Rabin, on se heurte à un mur. Celui de la peur, de l'enfermement, sans arguments rationnels. Par où reprendre un fil ? Est-ce que la proclamation, de manière unilatérale, par les Palestiniens d'un État va faire progresser une solution raisonnable ?

*E. Plenel* – Alors, peut-être, les Nations unies réussiront-elles à imposer à l'État d'Israël le respect de ce droit international que l'on invoque par ailleurs. Car, parallèlement au blocage représenté par l'épuisement du nationalisme arabe, son autoritarisme, sa corruption, il y a aussi le blocage incarné par les actuelles élites dirigeantes, très militarisées, d'Israël. Ne serait-ce pas aussi une butte-témoin, la survivance d'une histoire ancienne, ancrée dans le siècle précédent, le *xx<sup>e</sup>* et ses catastrophes, dont bien sûr le génocide juif, voire l'ombre portée des mouvements nationaux du *xix<sup>e</sup>* siècle ? Une histoire nationaliste, celle du sionisme comme mouvement national juif né en Europe, fondée sur une culture militaire, de conquête et d'appropriation ? Acquisée depuis 1948 en droit international, la légitimité de l'État d'Israël ne suppose-t-elle pas, pour devenir incontestable auprès des peuples arabes, de sortir de cette histoire-là, faite de rapports de force, de conflits et de guerres, de méfiances et de préjugés, de hiérarchies entre les peuples et de dominations d'un peuple sur un autre ? Autrement dit, une véritable et durable renaissance démocratique arabe ne peut-elle donner un coup de vieux à cette culture assiégée et militarisée qui, aujourd'hui, imprègne l'État d'Israël ?

*B. Stora* – Ce qui se passe dans le monde arabe est un soulèvement contre les archaïsmes nationalistes. Le sionisme politique a longtemps fonctionné comme le miroir inversé du nationalisme arabe.

*E. Plenel* – À tel point qu'il y a aussi, en Israël, cette culture des « services », de l'appareil secret au cœur de l'État, de la sécurité comme noyau dur du pouvoir exécutif et, par conséquent, de la peur comme arme politique.

*B. Stora* – La crise du nationalisme arabe et l'apparition du Printemps démocratique font que le sionisme politique ne peut pas fonctionner de la même manière. En même temps, il y a un nationalisme politique en Israël qui reste très vivace. Je parlais du néonationalisme arabe, avec la

réappropriation du drapeau national sous un angle démocratique. Le nationalisme israélien, lui aussi, n'est pas épuisé. L'enjeu en Israël est donc cette bataille-là : celle de l'inspiration démocratique capable de dépasser la question nationale, de lui donner un autre sens.

*E. Plenel* – C'est en ce sens que le verrou palestinien est décisif. Acquérir une normalité nationale, conquérir une banalité étatique, devenir un État parmi d'autres, tout cela devrait permettre aux Palestiniens de passer à autre chose, de ne plus être enfermés dans la cause nationale qui leur est imposée depuis le milieu du siècle dernier et, par conséquent, de libérer aussi leurs voisins israéliens de leur obsession sécuritaire.

*B. Stora* – La question palestinienne ne peut pas être marginale, puisqu'elle n'est toujours pas réglée. Elle reviendra donc dans le Printemps arabe de manière classique, même si, effectivement, ce n'est pas le moteur de départ. Si les gens ne sont pas descendus dans la rue en Égypte ou en Tunisie pour exprimer leur solidarité avec les Palestiniens, c'est parce qu'ils voulaient, d'abord, en finir avec des régimes autoritaires. Mais le non-règlement de la question nationale palestinienne reste décisif. Si elle ne se règle pas, des exacerbations nationalistes, y compris sous des formes de fondamentalisme religieux, se poursuivront.

*E. Plenel* – Le déni des droits légitimes fait toujours le jeu des extrémistes...

*B. Stora* – Cela dit, le Hamas lui aussi va être confronté au problème déjà évoqué. L'environnement n'est plus du tout le même. La jeunesse n'est plus la même. Les sociétés ont changé. Tenir une société sous le boisseau, avec la promesse de la charia, ce n'est pas si simple. Des manifestations de jeunes, de la société civile pour l'unité du mouvement palestinien ont eu lieu à Gaza. Le gouvernement du Hamas a évidemment évoqué l'hypothèse de « provocations », et l'engrenage infernal s'est mis en place : tirs de roquettes contre Israël et représailles israéliennes faisant des morts palestiniens. Ce sera plus évident pour le Fatah, davantage en prise avec une vraie histoire nationale. Et il y a plus de modernité, y compris sur le plan économique, du côté du Fatah que du côté du Hamas. De plus, les protecteurs du Hamas sont très affaiblis : l'Iran est entré dans un processus démocratique depuis 2009, et la Syrie est confrontée à une grande vague de contestation.

*E. Plenel* – Le précédent iranien de 2009 est décisif, tant il dément encore les essentialismes et les fixités. C'était la preuve qu'il y avait place pour un processus démocratique au cœur de l'histoire même de la révolution islamique, puisqu'on a vu s'opposer deux générations qui en sont issues, la plus ancienne fournissant les principales figures de l'opposition démocratique. Début 2011, le régime de Téhéran a montré, lui aussi, sa crainte du processus démocratique en réprimant des manifestations et en plaçant en résidence surveillée des opposants.

*B. Stora* – Ce qui se passe en Iran est important. Le Printemps des peuples arabes a commencé là-bas. C'était en 2009, par « la révolution verte ». Le Hamas ou le Hezbollah vont se retrouver en position difficile, le Fatah s'en sortira beaucoup mieux parce qu'il se situe davantage dans la vague d'un nationalisme arabe en redéfinition.

*E. Plenel* – D'autant plus, et on le souligne trop peu, que le Fatah, malgré son passé de résistance armée et, donc, sa culture de clandestinité et de combat, est resté une force politique bien plus démocratique que la moyenne dans le paysage du nationalisme arabe. Yasser Arafat n'a, à ma connaissance, jamais fait liquider d'opposants politiques, alors que d'autres tendances palestiniennes plus radicales ne s'en sont pas privées. De même, il a toujours fait attention au respect des minorités

religieuses, notamment des chrétiens. Même s'il y avait cette culture du chef indiscuté, même s'il y a toujours une corruption endémique, le mouvement national palestinien témoigne encore d'un grand pluralisme. La dimension diasporique du peuple palestinien est essentielle. Dans leur malheur national, les Palestiniens ont aussi irrigué l'ensemble du monde arabe, ils se sont frottés au monde, à sa diversité et à sa complexité. Ce dont témoignent des figures intellectuelles diverses comme l'Américain Edward Said, le poète Mahmoud Darwich ou, en France, Elias Sanbar.

*B. Stora* – Ce qui n'est pas le cas du Hamas, associé à des groupes eux-mêmes liés à l'Iran ou au Hezbollah. Ce camp va peut-être rétrécir de plus en plus. La société israélienne va donc être obligée de se redéfinir aussi. Soit elle s'oriente vers un renforcement du lien national par le biais exclusif du religieux...

*E. Plenel* – Pour Israël, aller dans cette direction signifierait s'enfoncer dans une politique d'exclusion et de discrimination. Car n'oublions pas qu'un cinquième de la population israélienne n'est pas juive, il s'agit d'Arabes israéliens, c'est-à-dire de Palestiniens ayant la nationalité israélienne.

*B. Stora* – Soit elle va vers une redéfinition du lien national exclusivement politique, c'est-à-dire citoyen et laïciste. Cette question entre laïcité et religion traverse le monde arabe aujourd'hui. Et à mon avis, cette redéfinition du lien citoyen se posera en Israël dans les années qui viennent, à travers une prise de distance à l'égard de la religion, considérée comme le moteur exclusif du national.

*E. Plenel* – Pour moi, il y a deux leviers sur lesquels la démocratie israélienne devra peser si elle veut sortir de cette impasse guerrière qui la met elle-même en danger. D'une part, comme vous le dites, la question religieuse qui était déjà au centre des mises en garde d'Hannah Arendt, à l'époque de la naissance de l'État d'Israël. En d'autres termes, qu'est-ce que la citoyenneté israélienne ? L'autre nœud qu'il faut rompre, c'est cet imaginaire colonial dont il faut absolument sortir, cette illusion d'extension, de conquête et d'appropriation qui est au cœur du rêve d'un « Grand Israël », lequel sera forcément un cauchemar comme finit toujours par le devenir une aventure coloniale.

*B. Stora* – Le mot « colonial » peut prêter à débat, à discussion... À la différence de l'Algérie, où les Européens étaient un pour dix musulmans, en Israël aujourd'hui la proportion est inverse. D'autre part, si Israël est né d'une conquête qui a touché les « autochtones », en revanche, ce n'est pas une société coloniale qui a besoin des « indigènes » pour survivre. Et il y a la question du droit international. Ce pays est reconnu par la communauté internationale. Une injustice ne peut être réparée par une autre injustice.

*E. Plenel* – Mais n'oubliez pas les territoires palestiniens, de Cisjordanie notamment, conquis en 1967 et aujourd'hui mités par la construction de « colonies » justement... C'est en ce sens qu'il y a une question coloniale très actuelle, tout comme on ne peut nier que la légitimité internationale de l'État d'Israël s'accompagne, à sa création, d'une injustice historique commise contre les Palestiniens. Cela ne veut pas dire qu'Israël est, selon d'anciennes dénominations, un État colonial, ce qui laisserait sous-entendre qu'il serait appelé à disparaître – ce que l'expression majoritaire du mouvement national palestinien ne demande plus depuis longtemps. Mais cela signifie que la société israélienne doit elle-même affronter cette question pour se mettre en paix avec le monde arabe qui, non seulement l'entoure, mais aussi la traverse.

*B. Stora* – J'entends bien, mais je tenais à préciser cela, car il y a sans cesse cette volonté de

confondre le « dedans », la légitimité de l'État d'Israël, et le « dehors », les territoires occupés. En Israël même, les Juifs sont cinq fois plus nombreux que les Arabes. Se pose donc le problème de la citoyenneté d'une minorité. L'objectif est bien de créer un État palestinien et de laïciser la société israélienne. Mais si l'on introduit la confusion entre le « dedans » et le « dehors », ce sont les radicaux des deux camps qui « ramassent la mise » en poussant au durcissement...

## Syrie, Irak, Yémen, Arabie : la diversité dans l'unité

*E. Plenel* – Jusqu'ici, nous avons parlé de ce qui unifie le monde arabe, hier comme aujourd'hui. Mais cette unité s'accompagne d'une infinie diversité de situations. Entre Ouest et Est, Maghreb et Machrek, et au sein de chaque ensemble. Les histoires nationales existent, elles influent et pèsent, avec leurs particularités culturelles, politiques, religieuses, etc.

Tout à l'est, il y a la Syrie qui est, sans doute, au cœur de l'ébranlement à venir, d'autant plus que ce pays fut au cœur du nationalisme arabe. Son évolution ne sera pas sans incidence sur la situation en Irak, qui vit une transition contrainte, liée à l'aventure américaine commencée sous l'administration Bush. Ni sur celle de l'Iran dont la Syrie, malgré les origines radicalement différentes des régimes, est un allié historique.

Au sud, il y a une autre aire géopolitique essentielle, c'est la péninsule arabique. Le Yémen s'est réveillé très vite, mais il y a aussi un mouvement souterrain, mais profond et réel, en Arabie Saoudite. La société saoudienne bouge derrière son apparent immobilisme, comme en atteste l'émergence d'une littérature que Farouk Mardam-Bey, dans sa collection chez Actes Sud, a fait connaître en France. Sans compter tous les Émirats du Golfe...

Comment embrasser cette diversité de situations ? L'appréhender sans perdre le fil d'une intelligibilité d'ensemble ?

*B. Stora* – D'abord, il faut préciser que je suis un spécialiste du Maghreb qui comprend cinq pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Mauritanie), et non de l'ensemble du monde arabe et musulman. J'admire ceux qui professent des généralités dans un rayon qui va du Maroc à l'Iran. Je ne suis pas omniscient sur tout ce qui concerne la péninsule arabique, les luttes entre clans de familles royales pour l'achat d'armement, ou les problèmes autour de la succession du roi. Mais il est toujours possible de voir les interactions entre pays qui appartiennent à la même sphère linguistique, culturelle, religieuse ; d'appréhender la sortie d'un type de sociétés fermées, devenues progressivement des sociétés ouvertes sur le plan sociologique ; de suivre les traditions nationales singulières, différentes, avec des monarchies d'un côté et des républiques de l'autre, avec toutes les ambiguïtés que cela représente. Le découpage entre Machrek et Maghreb, et le découplage entre républiques et monarchies, doivent être pris en compte.

*E. Plenel* – Il y aurait donc une double polarité, politique et géographique ?

*B. Stora* – Au Maghreb par exemple, l'Algérie est le grand pays qui semble absent de cette effervescence. Il connaît, en fait, des mouvements sociaux absolument considérables. Voici, à titre d'exemples, ce que l'on peut lire dans la presse algérienne du 4 avril 2011 (je cite les titres d'articles) : « Les grèves se poursuivent sur tout le territoire » ; « Les gardes communaux bouclent la place des Martyrs pour leur 3<sup>e</sup> jour de grève » ; « Le bras de fer est engagé. Les cadres de la rédaction à la Radio nationale limogés suite à un sit-in d'une cinquantaine de journalistes : le directeur de l'information de la Chaîne II, la rédactrice en chef adjointe de la Chaîne I ainsi que 2

chefs d'édition de la Radio internationale » ; « Le collectif d'El Moudjahid en arrêt de travail afin d'alerter les autorités publiques sur les agissements malhonnêtes des responsables » ; « Actions de protestation à travers le pays des travailleurs de Sonelgaz largement suivies en vue de démontrer la légitimité des revendications (revalorisation des salaires, amélioration des moyens de travail, décentralisation des œuvres sociales et revalorisation du régime indemnitaire) » ; « Les familles victimes du terrorisme devant le palais du gouvernement » ; « Le secteur de la santé secoué par une forte vague de protestation : la grève des médecins résidents, à laquelle se joignent les internes, risque de paralyser les hôpitaux » ; « Tension dans les grandes écoles. Sit-in des étudiants de 10 départements de pharmacie devant les rectorats » ; « Grève des travailleurs du complexe pétrochimique d'Arzew. Les représentants syndicaux ont protesté contre la pénibilité de leurs conditions de travail. Massés en nombre devant le siège Aval de Sonatrach à Oran, ils ont tenu à décrier une situation socioprofessionnelle intolérable » ; « ArcelorMittal et Asmidal à Annaba en arrêt de travail et grève de la faim » ; « Demande d'enquête parlementaire sur les émeutes de janvier sur les secteurs finance, agriculture et commerce ».

L'historien et sociologue algérien Abdelmadjid Merdaci écrit, dans le quotidien d'Algérie *Le Soir*, en avril 2011, à propos des combats actuels : « La météo algérienne indique clairement que le printemps est déjà passé de mode et que le changement, inéluctable, s'inscrit moins dans un calendrier ou un agenda imposé de l'extérieur que dans l'irrépressible mouvement de ces Algériens de toutes conditions et de tous âges, de tous les jours, qui dans le mouvement social, les révoltes urbaines, rappellent avec la couleur indicible de leurs misères et de leurs espérances que cette Algérie n'est ni la leur ni celle de leurs aînés du FLN/ALN, et en tout cas pas celle qu'ils veulent léguer à leurs enfants. Ceux-là marchent, écrivent, doutent, polémiquent et, contre des décennies de soumissions et de peurs, apprennent chaque jour un peu plus à se déprendre de la dépolitisation imposée par le régime. »

Comme on le voit, l'effervescence sociale en Algérie est grande et va jusqu'à la possibilité d'une grève générale des universités. Et, en même temps, il y a un blocage et une absence de traduction politique de l'ensemble de ce mouvement social. À cela s'ajoute, bien sûr, le traumatisme de l'histoire intérieure algérienne. Deux guerres en l'espace de trente ans, c'est beaucoup pour une société ! Le traumatisme des deux guerres explique aussi, à mon sens, les hésitations à se joindre à l'effervescence politique et démocratique générale. Toutes les batailles livrées dans ce pays pour une sortie effective du système politique, par la tenue d'une Constituante, n'ont pas abouti. Comment sortir du *statu quo* ? Il faut espérer que l'Algérie, en 2012, au moment du cinquantième anniversaire de l'indépendance, trouvera une solution politique qui lui permette de sortir de cet immobilisme, de cet archaïsme.

La Syrie, en revanche, qui a un système politique fondé sur un parti unique, se met à bouger, à entrer dans l'effervescence de la contestation.

*E. Plenel* – La Syrie dont il faut rappeler qu'elle fut le lieu de naissance du baasisme, avec Michel Aflak, un intellectuel chrétien qui fut le premier théoricien et aussi l'organisateur du nationalisme arabe.

*B. Stora* – Oui. À mi-chemin entre l'Irak et l'Égypte, la Syrie occupe une position très importante dans l'histoire libanaise et dans l'histoire du conflit israélo-palestinien. La Syrie est un régime qui appartient totalement au nationalisme arabe.

Dans la ville de Deraa, un soulèvement a lieu, qui a déjà fait près de cent morts. Les mouvements en cours peuvent inciter le régime à des ouvertures diplomatiques en direction de l'Occident à travers le conflit israélo-palestinien. Mouammar Kadhafi avait tenté cette stratégie pour retrouver, une fois encore, sa place, sur le plan international. Une des possibilités, pour le pouvoir syrien, de reprendre la main et d'échapper aux foudres des mouvements de sociétés, est de s'affirmer en tant qu'intermédiaire favorisant liaisons et compromis sur la question de ce conflit si important. Mais est-ce que cela suffira à bloquer la société syrienne dans sa marche pour la démocratie ? Je ne le pense pas. Le retour, par la voie diplomatique, dans le concert des Nations, n'empêche pas le bouillonnement des sociétés *in fine*. La Libye nous a d'ailleurs montré l'inverse : plus les régimes font mine de s'ouvrir, plus ils sont menacés. La Syrie est coincée entre l'Irak, société en pleine effervescence depuis l'intervention américaine qui a aggravé les dangers de dislocation nationale, et le Liban, société également en plein bouillonnement, où des manifestations ont eu lieu, pour réclamer l'État de droit. Je ne pense pas que la Syrie puisse échapper à ce mouvement général, répercuté par les chaînes de télévision satellitaires, les forums de discussion, les circulations d'informations, les échanges entre intellectuels. Je vois mal la Syrie et l'Algérie, en 2012, au Machrek et au Maghreb, rester à l'écart de tous ces processus. Mais les pouvoirs peuvent essayer de « ravalier la façade », anticipant et prévenant ainsi un grand changement. Pour la Syrie, ce serait en termes diplomatiques, pour l'Algérie, en termes constitutionnels, avec des propositions visant à reconstruire une sorte de néoconsensus national. Ce n'est pas impossible.

*E. Plenel* – Reste la péninsule arabique avec le poids que lui donne la rente pétrolière couplée avec un capitalisme financiarisé...

*B. Stora* – Pour la péninsule arabique, une des questions centrales, selon moi, reste la question chiite. Car sur le plan politique, elle met la citoyenneté à l'ordre du jour, dans tous ces pays.

*E. Plenel* – La question chiite recouvrait en partie les émeutes de Bahreïn, réprimées avec l'aide de l'Arabie Saoudite : ils y sont en effet majoritaires...

*B. Stora* – Je pense que leur existence, majoritaire ou minoritaire, dans toute cette région, soulève la question de la pluralité et de la citoyenneté et que, pour tous ces États, il ne sera pas possible de différer longtemps cette situation. Il faudra, *a fortiori*, la résoudre avec l'apparition, dans l'avenir, d'un Iran démocratique, donc d'un « chiisme démocratique ». Pour l'instant, l'effet repoussoir d'Achmadinejad fonctionne. Les dirigeants de ces pays, de la péninsule arabique disent aux Occidentaux : « Attention au danger chiite, porteur de terrorisme et d'intégrisme... » Mais l'apparition d'un Iran démocratique, à terme, affaiblira cette thématique portée par les Émirats ou l'Arabie Saoudite. La question chiite est très politique et pose un redoutable problème à la péninsule arabique. Indépendamment des successions dynastiques, des luttes d'intrigues, de palais, de famille, d'argent, de corruption.

## Les surprises françaises de l'événement arabe

*E. Plenel* – Revenons maintenant en France. Au début de ce printemps arabe survenu en plein hiver, nous nous sommes spontanément dit qu'il allait permettre de sortir de ce double carcan qui enfermait ces peuples dans la servitude et le nôtre dans la peur – peur d'une religion, l'islam, peur de la culture musulmane, peur indistincte des Arabes... Bref, c'était une nouvelle libératrice là-bas comme ici, avec un sentiment d'espérance, de solidarité et de fraternité.

Or, loin de cet optimisme, ce n'est pas cette séquence qui s'est ouverte en France, sauf à la marge comme en a témoigné le succès de la réunion publique organisée par Mediapart à Paris, le 7 février 2011. Tout au contraire, les peurs ont d'emblée été réactivées. Nicolas Sarkozy a d'abord carrément ignoré l'événement, avant de faire semblant de le saluer pour dire, en même temps, que le résultat pouvait être des régimes pires, plus dangereux et plus menaçants, que ceux qui venaient d'être renversés. Dans la foulée, la menace de vagues d'immigration incontrôlée a été agitée, tandis que le gouvernement s'entêtait à mettre en scène une stigmatisation de l'islam, des musulmans et des Arabes – c'est-à-dire de tout ce qui, ici, évoque culturellement les peuples aujourd'hui révoltés.

Au lieu de saluer la bonne nouvelle, ceux qui nous gouvernent ont franchi un pas de plus dans la xénophobie d'État et dans le racisme d'idéologie en affirmant que nous ne serions plus « chez nous » en France et en s'arc-boutant sur une identité française essentialisée, à racine uniquement chrétienne, niant la diversité de la société française elle-même. Donc, le logiciel de nos gouvernants est resté le même : la peur, l'identité, la discrimination.

Cette fuite en avant dans ce qui est, pour la droite, une perte, loin des valeurs républicaines et démocratiques, n'est sans doute pas sans rapport avec la deuxième surprise. Il y a eu un terrible effet miroir, dans la séquence tunisienne comme dans la séquence libyenne, où la corruption de ces régimes a, en même temps, révélé la corruption de nos dirigeants. Cet univers où il y a des contrats, des intermédiaires, des vacances, toute une oligarchie qui s'accommode de ça, en vit et y prospère. C'est sans doute ce qu'il s'agit de faire oublier : la leçon de choses sociale et démocratique de l'événement arabe. Et la diversion reste celle qui est la marque du pouvoir depuis 2007 : la guerre des pauvres et des dominés, guerre des identités, des origines, des croyances, pour qu'ils ne pensent pas à ce qui pourrait les réunir – leur condition sociale et leur exclusion politique.

Enfin, la troisième surprise, c'est la réserve, entre prudence, indifférence ou méfiance, de l'opposition de gauche, notamment le parti socialiste, qui ne s'est pas saisie de l'événement arabe. Pas de solidarité unitaire, pas de réunions publiques, pas de manifestations communes...

Donc, voilà trois surprises françaises qui n'augurent rien de bon. Tout notre dialogue dit combien le processus commencé en Tunisie ouvre l'horizon, crée une dynamique, fonde une perspective et invente des possibles. Et combien cela touche notre pays qui, en Europe, est le plus concerné par l'avenir de ces peuples arabes avec qui nous partageons une longue histoire, dont les élites sont souvent francophones, qui ont eux-mêmes une relation forte à l'universalisme français, etc. Or, loin



de s'en saisir, ceux qui nous gouvernent aujourd'hui ont montré qu'ils en avaient peur, accentuant ce décrochage de la France vis-à-vis du monde qu'accélère la présidence de Nicolas Sarkozy. Et ceux qui, peut-être, nous gouverneront demain ont paru en retrait, presque méfiants, en tout cas à distance.

Du coup, soudain, l'extrême droite est revenue au cœur de l'agenda politique français comme si le retour au-devant de la scène du Front national était la traduction de l'impact inconscient des révolutions arabes.

*B. Stora* – Je vais commencer par la troisième « surprise », celle qui me préoccupe le plus. J'ai été, en effet, très étonné par la sidération de la gauche française face au surgissement de cette nouvelle question d'Orient. Elle n'a jamais appelé à des manifestations massives de soutien et de solidarité avec ces révolutions en cours. Je me souviens que dans les années 1970, quand il y avait une révolution qui éclatait au Pérou, même dirigée par un militaire comme Velasco Alvarado, en 1971, la gauche soutenait, manifestait, organisait des meetings... La question ne se posait même pas de savoir si c'étaient les militaires de gauche ou de droite qui pouvaient par leur action donner naissance à des dictatures... On savait que c'était par là qu'il fallait commencer. Quand les mouvements sociaux et politiques ont éclaté dans les années 1972 au Chili, avec Allende, la première réaction fut de manifester sa solidarité. Au moment du coup d'État de Pinochet, en 1973, toute la gauche est descendue dans la rue pour protester. Elle était là, également, au moment des sorties de dictature en Espagne ou en Pologne. La faiblesse de relations tissées, nouées, entretenues entre l'Europe, la France, la gauche, le mouvement syndical et les pays du Sud, augure mal de la suite... C'est après que les pièges peuvent se refermer, il faut donc les prévenir. Entre le début de la révolution en Tunisie en décembre, et l'intervention en Libye qui a eu lieu mi-mars, pendant presque trois mois, je n'ai vu aucune initiative d'envergure de la part du parti socialiste à l'égard des leaders tunisiens ou des syndicalistes marocains. Le parti socialiste, principal parti de la gauche française, aurait pu, au minimum, organiser, sinon un meeting, au moins une conférence de presse. C'est le minimum ! D'entrée de jeu, l'argument de la gauche a été de dire : « Nous ne savons pas, les islamistes occupent peut-être une place importante dans le mouvement, il faut faire attention à la nature de la future société. » Soit, peut-être... mais à ce moment-là, offrons une alternative démocratique, créons un pôle, avec des gens qui se réclament de la laïcité, du syndicalisme, du mouvement ouvrier. Offrons-leur la parole, donnons-leur une tribune, invitons-les. Rien de tout cela n'a été proposé.

*E. Plenel* – La gauche socialiste aurait donc perdu tout logiciel internationaliste ?

*B. Stora* – La diplomatie française a été vivement critiquée, mais les mouvements politiques, de droite comme de gauche, ont été épargnés. Or, ils n'ont pas aménagé d'espaces politiques entre le Nord et le Sud de la Méditerranée. Derrière cette paralysie, se révèlent d'autres problèmes : les imaginaires coloniaux, le racisme, la particularité d'anciens liens... Les grands syndicats français, au mois de janvier et février 2011, la CGT ou la CFDT, auraient pu être présents sur la place Tahrir avec les jeunes, manifester leur soutien et animer une conférence de presse. Cette absence est un signe d'affaiblissement des marques de solidarité internationale sur le plan politique et syndical.

*E. Plenel* – Mais la gauche ne va-t-elle pas payer très cher cette abstention, ces silences ou ces prudences ? Car, en l'absence de mobilisation unitaire et, donc, de pédagogie politique à destination du plus grand nombre, cela donne forcément la main à l'État, c'est-à-dire à celui qui l'occupe et le contrôle...

*B. Stora* – J’ai insisté sur cette dimension, plus que sur la politique de Nicolas Sarkozy et de la diplomatie française. Car là, c’est plus clair, la droite joue sa partition dans ces affaires. C’est logique. Elle défend ses positions économiques, politiques, monte des coups pour faire tomber l’adversaire, reste dans son registre, celui de la préservation de ses intérêts et relais. Mais où la gauche se bat-elle ? Pourquoi ne profite-t-elle pas de la situation démocratique naissante pour tendre la main aux acteurs tunisiens, égyptiens, libyens dans les combats en cours ? Et cela se passe au moment de l’ouverture d’une guerre civile en Côte-d’Ivoire, où la direction du parti socialiste semblait également perdue, sans points de repère...

## Le moment de vérité de notre histoire coloniale

*E. Plenel* – Dans cette crispation française, deux questions s'entremêlent. L'une, qui n'est pas propre à la France, est celle de la fin de ce très long cycle d'au moins cinq siècles où l'Occident a donné le la du monde, où aucun territoire, aucun peuple, aucune culture n'a échappé aux nôtres, pour le meilleur ou pour le pire. En cherchant l'Orient par l'ouest, Christophe Colomb a symboliquement réinventé l'Occident, et du coup nous avons perdu notre Orient. C'est ainsi qu'aujourd'hui, quand s'achève ce cycle de cavalcade de l'Europe sur le monde, nous nous trouvons désorientés, privés d'Orient, en quête d'Orient.

Nous vivons une époque de décentrement du monde, sur fond de crise historique du capitalisme et de troisième révolution industrielle. Ces temps de transition, de destruction de l'ancien et d'invention du neuf, s'accompagnent forcément de soubresauts, de tensions et de virulences. Culturellement, politiquement, nationalement, nos sociétés doivent apprendre un nouveau rapport au monde qui n'est plus de domination, qui n'est plus dans l'évidence du rapport de force, ce qui appelle évidemment l'invention d'un nouvel imaginaire national.

Cela suppose d'assumer la France comme une Amérique de l'Europe, faite de migrations, intérieures comme extérieures, tissée de diversité, forte de sa pluralité, mêlant à la fois son héritage de fille aînée de l'Église catholique, de l'édit de Nantes pour les protestants, de la plus forte communauté juive européenne rescapée du génocide, de premier pays musulman européen et, bien sûr, d'une république ayant inventé la laïcité comme moyen d'assumer la diversité des croyances dans la construction du bien commun.

Par ce seul rappel, nous entrevoyons les potentialités extraordinaires de la France dans l'époque incertaine que nous traversons. Alors qu'elle pourrait faire de sa diversité une force, voilà qu'elle semble la rejeter en installant à demeure une droite extrémisée qui fait de la discrimination vis-à-vis des étrangers mais tout autant entre Français selon leurs origines, son fonds de commerce xénophobe et raciste. Pourquoi cette régression française ?

Mon hypothèse, c'est que nous vivons le moment de vérité de notre histoire coloniale : ce que nous n'avons pas réglé dans notre passé, à la manière d'un cadavre enfermé dans le placard de nos inconsciences collectives, se venge aujourd'hui, et du sort que nous lui ferons dépend la suite. On le voit bien en écoutant les propagandistes télévisuels de la virulence dès qu'il s'agit de l'islam, des Arabes et des musulmans – Éric Zemmour que rejoint aujourd'hui Robert Ménard : un demi-siècle après, ils poursuivent encore la guerre de leurs parents, en Algérie, cette guerre civile, fratricide et dévastatrice.

Jusqu'à ses institutions d'exception, présidentielistes et autoritaires qui sont nées de ce drame national, la France reste marquée par l'empreinte de la crise algérienne. Et cette crise pèse toujours, à droite comme à gauche, sur le rapport des familles politiques aux peuples de la Méditerranée, au monde arabe, à la religion musulmane.

En d'autres termes, nous n'avons pas su inventer depuis 1962, qui marque la fin brutale et tragique d'un Empire colonial qui surdéterminait notre relation aux autres peuples, un nouvel imaginaire du monde, une nouvelle vision nationale de notre relation collective au monde et de la projection de notre pays dans le monde. Et la présence dans notre paysage politique de Marine Le Pen, dont le père, Jean-Marie, commença sa vie militante pendant la guerre d'Algérie, dans la négation des principes humanistes et démocratiques avec la torture généralisée et l'état d'exception (les « pouvoirs spéciaux »), exprime ce refoulé, entre blessure et regret, qui est toujours à l'œuvre parce que nous n'avons toujours pas su le dépasser.

Que pense l'auteur de *La gangrène et l'oubli*, livre décisif sur notre relation collective au traumatisme algérien<sup>1</sup>, de mon hypothèse ?

*B. Stora* – La guerre d'Algérie terminée, en 1962, l'oubli s'installe des deux côtés de la Méditerranée. Il faut repartir, panser les plaies, ne pas s'abandonner au désespoir et à la culpabilité, trouver des raisons de vivre. Ceux qui ont subi la guerre, affrontent la surdité d'un monde qui préfère oublier leurs souffrances. Certains se taisent, d'autres cherchent les mots qui leur manquent pour décrire ce qu'ils ont vécu. En France, pourtant, pour la seule période allant des années 1960 au début des années 1980, plus de mille ouvrages ont été publiés sur ce conflit, sans parler des films de fiction et des documentaires qui ont traité du même sujet. Malgré cette matière impressionnante, la sensation d'oubli à longterm dominé. Recherche d'apaisement ou refoulement ? En France surtout, pendant trente ou quarante ans, une mise en scène de l'amnésie s'est organisée. Ainsi, l'Algérie semble être une redécouverte perpétuelle. En fait, cette longue période voit la mémoire de la guerre, tapie, se propager de manière souterraine à partir de l'espace familial et privé ; puis réinvestir progressivement l'espace public : débat autour de l'amnistie des généraux en 1982, procès de Jean-Marie Le Pen leader de l'extrême droite et question de la torture en 1984, « problème » de l'immigration et de l'islam en France, parallèle entre guerre d'Algérie et guerre du Golfe en 1991... À la fin des années 1990, le procès de Maurice Papon, à propos de son rôle pendant la période noire de Vichy, met en lumière la guerre d'Algérie, car Papon a été préfet de Constantine, puis préfet de police de Paris au moment de la sinistre nuit du 17 octobre 1961 (répression sanglante d'une manifestation du FLN, au cours de laquelle des victimes furent jetées dans la Seine). Et l'on découvre que l'oubli de la guerre d'Algérie n'est pas absence de mémoire. En réalité, cette impression d'oubli tient au fait que les mémoires sont tronquées, partielles et partiales, mêlées de légendes et de stéréotypes. Elles sont élaborées pour éviter de situer les responsabilités dans le drame colonial et dans la crainte d'une parole vraie.

En prolongeant ce que vous dites, on peut s'interroger sur le fait que l'éruption de 1968, en France, a à la fois accéléré et masqué cette histoire de la guerre d'Algérie. 1968, c'est une nouvelle génération – la mienne – qui est apparue, sans mettre au centre de la mobilisation politique ces questions, comme si elles étaient dépassées...

*E. Plenel* – Oui, la génération qui a fait 1968 pensait que ces questions étaient derrière elle puisqu'elles avaient été au moteur de ses engagements. On l'a bien vu quand, récemment, vous avez fait ce travail sur Mitterrand et la guerre d'Algérie<sup>2</sup> : le secret redoutable de son passé nous semblait être sa compromission au début de Vichy et sa jeunesse à l'extrême droite. Du coup nous n'avons pas réactivé sous sa présidence le souvenir, autrement décisif pour le présent, de son attitude pendant la guerre d'Algérie. Que la gauche l'ait emporté avec un homme qui n'avait pas réglé ce passé pour lui-

même a pesé, de façon négative, sur l'invention d'un imaginaire politique vraiment post colonial, vraiment libéré de l'impensé colonial qui se traduit toujours par le désir de similitude, d'assimilation de l'autre, de conformité à une domination, bref par le refus du divers et du pluriel.

*B. Stora* – Ce travail a été différé, et les problèmes sont apparus dans les années 1990-2000. Une hypothèse : dans l'après-1968, la question de Vichy était obsessionnelle, avec l'antifascisme, la collaboration, le rapport au père et aux parents. Dans ces années-là, la bataille pour la reconnaissance de la Shoah était essentielle. La question coloniale a été différée. Elle est revenue, vingt ans plus tard, portée par des groupes de mémoire, en particulier par les enfants de l'immigration algérienne.

*E. Plenel* – Pourtant, les acteurs de Mai 68 s'étaient politisés dans la décolonisation, contre la guerre d'Algérie, contre la SFIO qui l'avait faite... Donc la question coloniale était au cœur de leur histoire politique.

*B. Stora* – Mais ils l'ont effacée pour différentes raisons : l'entrée dans la vie active, le refoulement du traumatisme de la guerre par les appelés, les amnisties décidées par les gouvernements successifs, le surgissement d'autres processus révolutionnaire avec le Vietnam et Cuba, etc. Les enfants des immigrés algériens, avec le « mouvement beur » des années 1980 pour l'égalité des droits, ont fait ressurgir la question coloniale. Ils sont venus bousculer et interpeller les acteurs impliqués dans cette histoire.

[1](#)- Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, 1991.

[2](#)- François Malye et Benjamin Stora, *François Mitterrand et la guerre d'Algérie*, Calmann-Lévy, 2010.

## Retour sur l'aventure libyenne de Nicolas Sarkozy

*E. Plenel* – Il nous reste à élucider un paradoxe : l'aventure libyenne de Nicolas Sarkozy a semblé démentir cette indifférence française. Notre conversation a eu lieu alors qu'à l'initiative de la France et de la Grande-Bretagne, une intervention militaire aérienne, essentiellement occidentale, avait lieu en Libye, pour soutenir les insurgés à l'Est du pays, sur la base d'une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu. À Mediapart, nous avons été pratiquement les seuls à douter d'emblée de la cohérence et de la légitimité de cette opération, tout en comprenant que les opposants libyens puissent chercher à l'utiliser à leur profit. Cette guerre était un piège et, sans doute, un cadeau empoisonné aux révolutions arabes en cours, à peine commencées.

Premièrement, la France de Nicolas Sarkozy était la plus mal placée pour donner le la, se mettre en avant, étant donné sa compromission avec le régime de Kadhafi, la mise en scène de 2007, les contrats d'armement, les fréquentations et aveuglements. On ne fait pas la guerre uniquement pour oublier, effacer son passé, faire diversion. Deuxièmement, la suite l'a confirmé, cette guerre a été déclenchée sans étude précise de la situation concrète, sans évaluation tactique ni même vision stratégique. Quel est le but de guerre ? Renverser ou pas la dictature ? Si c'est renverser la dictature, des frappes aériennes ne suffisent évidemment pas. Armer les opposants sur le terrain ? Les armer suppose de bien maîtriser la suite, le positionnement politique de ces opposants, qui, à ce stade, semble encore bien flou et incertain. L'angélisme n'est pas de mise et refaire l'Afghanistan – c'est-à-dire donner un poids militaire à des forces radicales islamistes – serait sans doute le pire service à rendre au processus en cours.

Troisièmement, et sans doute cet argument-là a-t-il beaucoup pesé dans le positionnement autrement prudent et pragmatique de Barack Obama, on ne peut agir comme s'il n'y avait pas de bilan : Afghanistan où l'OTAN a pris le relais d'une intervention de l'Onu ; Irak où l'intervention américaine fut imposée par des mensonges à l'opinion américaine ; Kosovo qui, cependant, intervenait après huit années de guerres yougoslaves fratricides et de crimes contre l'humanité avérés. Bref, on ne peut faire comme si ces expériences concrètes et diverses n'obligeaient pas à réévaluer ces interventions militaires extérieures qui épousent des logiques de domination plutôt qu'elles ne construisent d'authentiques et durables solidarités avec les peuples concernés.

Quatrièmement, et c'est pour moi l'argument le plus lourd, celui qui emporte la décision, l'argument rédhibitoire : la politique intérieure, au même moment, du pouvoir français a bien montré qu'il n'en avait rien à faire du peuple libyen, de ses misères et de ses aspirations. Car quelle est la cohérence d'une intervention qui prétend apporter la liberté à un peuple majoritairement arabe, de culture musulmane dominante et ayant pour l'essentiel l'islam comme religion, si, dans le même moment, la puissance qui intervient décide de stigmatiser, de discriminer et de diaboliser tout ce qui, dans son propre peuple, porte ces différences-là : les Arabes, les musulmans, l'islam ? Comment prétendre défendre des idéaux de pluralité et de diversité là-bas quand on les piétine ici ? Et quand, de surcroît, on refuse d'accueillir 25 000 immigrés venus du Maghreb *via* Lampedusa sur un

continent de 500 millions d'habitants, alors que la Tunisie ouvrait au même moment ses portes à 200 000 Libyens ?

La vérité, c'est que cette affaire libyenne, pour le pouvoir français actuel, ne fut qu'une opération de diversion, qu'une instrumentalisation de la guerre pour les plus basses raisons, qu'une réactivation de la peur *via* l'exacerbation de la violence. Êtes-vous d'accord ?

*B. Stora* – La question libyenne a divisé les forces progressistes, habituées à toujours condamner rapidement les interventions américaine ou française. Cette fois, c'est plus complexe... À propos de l'histoire récente de ce pays, j'ai été tenu au courant de manière régulière par des opposants libyens se réclamant de la berbérité. Au courant aussi par des amis berbères, qui ne sont pas simplement en Libye d'ailleurs, mais aussi au Maroc, en Algérie, et qui se trouvent en relation étroite avec les mouvements de l'opposition. Ce courant culturel et politique libyen a été réprimé par le régime de Kadhafi. Pour situer les enjeux du présent, il faut, encore une fois, remonter dans la longue durée. Dans ce qui se passe en ce moment, il y a certes des surgissements inattendus, imprévisibles ; mais aussi une histoire longue, des combats anciens.

La question berbère a toujours été très importante, comme indice de la pluralité politique et culturelle dans les sociétés maghrébines. On l'a rappelé, le printemps berbère en Kabylie en 1980, annonçant les émeutes d'octobre 1988 en Algérie, indiquant une désagrégation de la pensée unique. Il était porteur d'une autre façon de concevoir le rapport à la nation, introduisant l'hétérogénéité et la dissidence. Les Berbères de Libye ont manifesté contre la répression sur la place du Trocadéro à Paris en décembre 2010 et il n'y avait pas grand monde pour les soutenir... L'opposition au régime de Kadhafi, qui s'est toujours manifestée, venant des islamistes ou des Berbères, appartient à une tradition historique très particulière, celle des confréries religieuses, pas seulement des tribus, mais des confréries religieuses. Notamment la confrérie des Senoussiya dont le centre était à Benghazi. Le héros national libyen, c'est Omar El Mokhtar, qui s'est opposé à l'avancée des Italiens de Mussolini. Il a été pendu en 1931, à Benghazi. Son portrait apparaît sur tous les billets de banque libyens. Omar El Mokhtar est la figure de référence. Ce détour par l'histoire signifie que la Libye a une histoire nationale, ses héros, ses martyrs. Ce pays se réfère à une conception ancienne de son unité, ne dépendant pas uniquement de son rapport avec l'Occident qui a procédé à un découpage colonial (Tripolitaine, Cyrénaïque, Fezzan). Le coup d'État de Kadhafi de 1969, au moment de l'apogée du nationalisme arabe, s'est appuyé à la fois sur cette tradition nationale anticoloniale et, en même temps, a freiné l'élaboration d'une véritable nation libyenne. En Libye, les insurgés se sont vite réapproprié le drapeau de 1951, celui de l'indépendance. C'est un signe de cette remise en mouvement de l'histoire. La férocité du régime de Kadhafi s'est vue dans le refus de pluralité, celle de la tradition confrérique reprise à leur compte par les islamistes comme celle de la tradition berbère. L'opposition nationale rassemble ces courants aujourd'hui. Pour ses membres, il était évident que si Kadhafi opérait une contre-attaque, la répression serait sauvage, terrible. Alors, la responsabilité morale de l'Occident, de l'Europe, de la France, déjà énorme dans le soutien au régime de Kadhafi pendant de nombreuses années, serait engagée. Immédiatement, pour moi, la question s'est posée : « Comment aider les gens de Benghazi, aider les opposants, les insurgés qui appartiennent à cette histoire ancienne de la dissidence ? » J'étais dans cette logique-là, celle du soutien, de la solidarité. Quand la Libye s'est trouvée en situation d'insurrection, de dissidence, de combat, la hantise de l'écrasement est apparue très vite. Avec la référence à l'Espagne républicaine

en lutte contre le franquisme dans les années 1936-1939, avec la non-intervention du gouvernement socialiste de l'époque. Le pacifisme et la non-intervention étaient alors dominants dans les esprits. Et la non-intervention a conduit à l'écrasement, à la chute de Madrid et au remords, ensuite, pour toute une génération engagée. Je comprends les critiques et les oppositions que vous avez émises. Elles sont valables, et même le mandat de l'Onu ne signifie pas grand-chose dans la mesure où les membres de l'Onu mettent en avant leur droit de veto sur d'autres conflits. Le mandat de l'Onu peut être conçu comme un habillage, comme une couverture. Pour effacer les traces de compromissions anciennes, se valoriser sur le plan de la politique intérieure. Les calculs de la politique intérieure française sont évidents. Mais, en même temps, personnellement, comment ne pas répondre à ceux qui disent : « Aidez-nous ! » La Libye, ce n'est pas l'Irak. En Irak, personne n'a demandé une intervention étrangère, pas même l'opposition chiite. En Libye, c'était le cas. Donc, comment faire, comment répondre à ceux qui demandent cette intervention ? Je crois que la seule solution est celle du soutien critique. Il faut aider les insurgés de Benghazi, y compris sur le plan militaire, mais critiquer en même temps les buts sous-jacents de la guerre, de la logique de domination, de la politique intérieure.

*E. Plenel* – La solidarité, en pensée et en action, est au cœur de ce dialogue. Mais être solidaire, n'est-ce pas aider en profondeur, loyalement, entièrement ? L'inverse d'une guerre essuie-glace ou d'une guerre paillette, précipitée pour faire oublier un passé de compromission ou pour piéger son opposition socialiste en transformant l'un de ses potentiels soutiens médiatiques, Bernard-Henri Lévy, en stratège militaire ? Ce qui me fascine, c'est que ce prétendu acte de solidarité, par le recours aux armes, loin de développer et d'ancrer celle-ci dans notre débat public, s'est accompagné d'un brutal rétrécissement. Principal collaborateur du chef de l'État, Claude Guéant, le nouveau ministre de l'Intérieur, s'est empressé de proclamer que la France n'était plus chez elle, de désigner l'étranger comme un trop-plein, de stigmatiser une religion et, à travers elle, des cultures, bref de nous plonger dans la guerre des origines et des identités, la guerre de tous contre tous. Au moment où nous concluons ce dialogue, début avril 2011, le débat public français sur les révolutions arabes se réduit aujourd'hui à un débat sur l'île de Lampedusa, où l'invasion migratoire menacerait tandis que les peuples arabes sont toujours un sujet absent, effacé, ignoré. L'agenda des peurs, l'agenda de la crispation, l'agenda de la méfiance est toujours là malgré la mise en scène d'un acte de solidarité militaire. Ce piège guerrier est une instrumentalisation idéologique : loin de vouloir aider ce peuple libyen, on s'en soucie comme d'une guigne, on l'utilise pour faire diversion et laisser le champ libre, en France même, au pire. À la haine, au tri selon l'origine, à la négation de la République.

*B. Stora* – Je ne crois pas qu'il y ait de préméditation, de complot, avec un plan pour s'emparer du pétrole par exemple, comme le pensent certains militants de gauche. Les compagnies pétrolières étrangères, en particulier américaines, sont déjà présentes en Libye depuis de nombreuses années. La chose qui me préoccupe, c'est le sort des populations civiles avec des risques d'abandon, purement et simplement, par des calculs politiques internationaux, des arrière-pensées inavouées, des vieilles rivalités, par exemple entre la France et l'Allemagne. Avec la Libye, il y a la volonté de rattrapage par rapport à la Tunisie, de la part du pouvoir politique français. Cela me paraît assez évident. Mais le drame, encore une fois, serait celui d'abandonner toutes les populations qui, elles, sont dans l'espérance de la démocratie, ou même seulement d'en finir avec une dictature. Il y a un précédent, malheureusement. En 1991, le soulèvement des chiites en Irak, à qui on avait promis la démocratie politique, et qui ont été abandonnés face à la terrible répression de Saddam Hussein. La tragédie peut



venir du désintérêt, de l'abandon de populations civiles livrées à elles-mêmes et qui ne sont pas armées pour résister à un État terrible, celui de Kadhafi.

## 1991-2001, 2001-2011, 2011-...

### Un nouveau cycle ?

*E. Plenel* – Pour finir, je voudrais vous proposer un exercice de périodisation. Même si l'histoire des peuples déborde toujours les catégories qu'on veut lui imposer, ces constructions intellectuelles aident toujours à la compréhension. Et puis, Lucien Febvre et Marc Bloch, les inventeurs de l'École des Annales, qui a révolutionné une histoire jusqu'alors trop souvent faite de dates et de personnages, disaient eux-mêmes qu'« il n'y a d'histoire que du présent », autrement dit que l'histoire est toujours une façon de situer notre présent et, donc, d'inventer notre futur.

Résumons-nous : il y a eu une décennie 1991-2001, de la fin de l'Union soviétique jusqu'à la menace d'un choc des civilisations, le théâtre de guerre afghan faisant lien entre les deux événements. Du coup, la décennie suivante, 2001-2011, a été construite sur cette polarité, d'un côté Ben Laden, de l'autre Bush Jr., qu'heureusement, l'élection de Barack Obama aux États-Unis est venue contrarier, mais qui s'est traduite, en Europe, par une crispation néoconservatrice certaine, droitière et extrémiste.

Dès lors, quel est ce cycle nouveau qui s'ouvre en 2011 avec l'événement des révolutions arabes ? Ou, du moins, quel pari rationnel pouvons-nous faire sur sa postérité immédiate ? Après tout, la politique, c'est toujours un pari, plus ou moins lucide...

*B. Stora* – L'échec des politiques de développement, la crise des moteurs idéologiques (socialisme, nationalisme, panarabisme), l'essoufflement des États postcoloniaux et les interrogations laissées ouvertes par la libéralisation économique (mondialisation et géopolitique du pétrole) ont nourri le mécontentement social et ouvert la voie à l'émergence de sociétés civiles démocratiques. La sortie du confort d'un monde bipolaire, où pouvait se jouer la partition du nationalisme des indépendances des années 1960, remet en question bien des certitudes. Nous sommes seulement au début d'un nouveau cycle qui prendra du temps. Aujourd'hui, les hommes veulent circuler librement et des lignes de fractures s'inscrivent dans un espace devenu mondialisé. De nouveaux rapports de force s'ébauchent. Dans le monde arabe, les repères issus des années d'affirmation de l'État-Nation s'évanouissent lentement. Ceux qui ont pour tâche de réfléchir au devenir de leurs sociétés, et les historiens sont du nombre, se trouvent alors confrontés, soit au raidissement, au repli nationaliste, identitaire ; soit au problème de la redéfinition de sens qui affectent les sociétés. Alors que s'exprime toujours la nostalgie des grandes théories unitaires dans certains secteurs de la société, se déploient dans les sociétés arabes des expériences plurielles, fragmentaires, contradictoires. Dans la fin d'une illusion – la compréhension du monde par des schèmes narratifs linéaires –, l'histoire apparaît comme un système ouvert, un ensemble de réseaux où le sens souvent s'atomise, se disperse. Le mode de pensée fonctionne davantage par associations libres, « courts-circuits ». Sans doute, l'espace-temps du Maghreb et du Machrek, lui aussi fort hétérogène, contribue-t-il à accélérer cette tendance à la « déconstruction » du récit historique traditionnel.

Pourtant, l'histoire qui s'ouvre, ce sont aussi les exigences démocratiques du présent qui commandent pour l'avenir. Débarrassée d'un long passé colonial, l'histoire des premières décennies

après les indépendances apparaît ainsi comme une grande période de transition qui s'achève. Dans la construction – et l'attente – d'un autre avenir, cette séquence exaspère le désir d'accéder à de nouvelles satisfactions et à des biens matériels plus nombreux. Dans le même mouvement, on y voit des désillusions, des maux nouveaux, un regain de nostalgie.

En cinquante ans, les sociétés arabes ont profondément changé. Elles sont confrontées à une plus grande autonomie de l'individu, se traduisant par exemple par une grande frénésie dans la consommation d'images, un grand désir de circulation, des appétits d'information, des revendications d'indépendance de la presse, une volonté d'exercice des droits et une créativité plus affichée. Là, se devine un fort effet « 89 ». Cette évolution induit ainsi une crise du modèle familial, du modèle communautaire, longtemps central dans ces sociétés. Incontestablement, une mutation se produit, avec la volonté de passer d'un sujet constamment soumis à des impératifs familiaux, religieux, traditionnels, à un sujet faisant la loi, la loi humaine.

## Le monde arabe, c'est aussi notre propre histoire

*E. Plenel* – Ma dernière question est plus personnelle. Au-delà de notre amitié, si nous avons mené ce dialogue, c'est aussi parce que, avec des itinéraires différents, nous partageons cette curiosité pour le monde arabe, cette implication en somme. Pour vous, c'est votre histoire personnelle tout simplement, votre monde et votre culture, comme vous l'avez fort bien raconté dans votre livre *Les trois exils* sur les Juifs d'Algérie. Arrivé en France en 1962, naturellement arabisant, vous avez toujours gardé ce lien au point d'en faire votre métier d'historien, après l'avoir entretenu à travers vos engagements de jeunesse dans l'une des organisations trotskistes françaises. Dans mon cas, l'empreinte est moins intime, mais il n'en est pas moins vrai qu'ayant vécu en Algérie indépendante mes années d'adolescence jusqu'à l'entrée à l'université, ma propre politisation s'est faite autour des questions qui agitaient, dans les années 1960, le monde arabe.

Du coup, je me demande si notre vive curiosité pour ce qui se joue dans ces pays aujourd'hui ne rejoint pas nos parcours individuels : dans cette histoire qui se remet en marche, n'est-ce pas notre propre histoire dont nous retrouvons le fil d'espérance ?

*B. Stora* – Il y a bien sûr l'amitié et nos engagements anciens, cette curiosité jamais « éteinte » pour le Sud et le monde arabe. Dans un univers bouleversé par les guerres et les haines qui ont malmené (et quelquefois brisé) les chaînes de transmission, il faut effectivement retrouver un fil d'espérance. Les multiples appartenances déjà évoquées dans mes ouvrages, comme *Les trois exils* sur les Juifs d'Algérie, ou *Les guerres sans fin* sur mes préoccupations intellectuelles, ont toujours joué un grand rôle dans mon parcours d'historien. Mais écrire en tant qu'« Oriental » sur l'histoire du monde arabe, m'a toujours mis également face à des problèmes complexes et à des problématiques inédites, à commencer par la définition même de l'intellectuel « oriental » vivant au Nord – de façon générale, faut-il habiter l'Orient pour être « oriental » ? La vitesse d'évolution des systèmes technologiques et la profusion d'événements imposés par des médias envahissants et quelquefois désordonnés, ont encore compliqué, pour moi, le travail constant de et sur la mémoire. Être sur une frontière imaginaire, au croisement de plusieurs mondes du Sud et du Nord, reste cependant un atout pour la connaissance comme pour l'action. Les bouleversements qui viennent du monde arabe nous obligent à réfléchir sur la coexistence égalitaire entre différentes histoires, à reconnaître des appartenances culturelles diverses dans le cadre d'une culture politique universelle, partagée. Et donc, à reprendre espoir pour l'avenir.

## Indications biographiques

**Abbas, Ferhat** est né en 1899, à Taher, en Petite Kabylie. Il a été pendant de nombreuses années partisan de « l'assimilation » à la République française par l'égalité des droits. Pharmacien à Sétif, il a fondé plusieurs partis politiques qui évolueront du mot d'ordre de l'autonomie à celui de l'indépendance de l'Algérie. En 1958, il est le premier président du Gouvernement Provisoire de la République algérienne (GPRA). Après 1962, Ferhat Abbas devient un adversaire du système du parti unique voulu par le FLN et publie, en 1984, *L'indépendance confisquée*. Il meurt en 1985.

**Aflak, Michel** est né à Damas, en 1910, dans une famille de la petite bourgeoisie grecque orthodoxe, il est le fils d'un nationaliste arabe convaincu, opposé à l'Empire ottoman, puis à la présence française en Syrie. Les membres de sa famille ont participé à la révolution syrienne de 1925, ainsi qu'à tous les soulèvements palestiniens. Étudiant à la faculté d'histoire de la Sorbonne à partir de 1928, il s'y passionne pour l'histoire des idées politiques. Michel Aflak est l'un des fondateurs du parti Baas (le mot signifie « résurrection » ou « renaissance »), et un promoteur de l'idéologie nationaliste arabe. Il est décédé à Paris le 23 juin 1989.

**Assad Hafez el-** est né à Qardaha dans l'ouest de la Syrie au sein d'une famille appartenant à la communauté religieuse minoritaire des Alaouites, proche du chiisme. Après son accession au pouvoir à la suite d'un coup d'État en 1970, il sera président de la Syrie jusqu'à sa mort en 2000. Son fils, Bachar, lui a succédé. Son régime autoritaire et répressif, structuré autour du parti unique du Baas, contrôle l'ensemble de la vie politique syrienne.

**Ben Ali, Zine el-Abidine** est né le 3 septembre 1936 à Hammam Sousse, en Tunisie. Nommé ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Rachid Sfar, sous la présidence de Habib Bourguiba, il devient Premier ministre, finit par déposer le président Habib Bourguiba « pour raisons médicales », et par lui succéder en sa qualité de dauphin constitutionnel. Il devient président de la République le 7 novembre 1987 et se maintiendra au pouvoir jusqu'à sa fuite, sous la pression du soulèvement populaire, le 14 janvier 2011.

**Ben Barka, Mehdi** né en janvier 1920 à Rabat, est l'un des rédacteurs, en 1944, du manifeste de l'Istiqlal, mouvement qui réclame l'indépendance du Maroc. Après l'indépendance, il devient le principal opposant socialiste au roi Hassan II et leader du mouvement tiers-mondiste et panafricaniste. Le 29 octobre 1965, devant la brasserie Lipp, à Paris, Mehdi Ben Barka est kidnappé par des policiers français, son corps ne sera jamais retrouvé.

**Bourguiba, Habib** est né le 3 août 1903 à Monastir. Avocat formé en France dans les années 1920, il revient en Tunisie et milite au sein des milieux nationalistes. En 1934, il fonde le parti Néo-Destour, qui réclame l'indépendance. Il est plusieurs fois arrêté et mis en résidence surveillée par les autorités du Protectorat français. Après l'indépendance (20 mars 1956), il veut créer un État moderne, met fin à la monarchie et proclame la République, dont il devient le premier président, le 25 juillet 1957. Sa politique met notamment l'accent sur la généralisation de l'éducation, la défense de l'égalité entre hommes et femmes et le développement économique. Destitué le 7 novembre 1987, à l'initiative de son Premier ministre Zine el-Abidine Ben Ali, il meurt le 6 avril 2000.

**Bouteflika, Abdelaziz** est né le 2 mars 1937, à Oujda au Maroc. Ministre de la Jeunesse, des Sports et du Tourisme dans le premier gouvernement de Ahmed Ben Bella (de septembre 1962 à septembre 1963), il est ensuite ministre des Affaires étrangères, de septembre 1963 à mars 1979, dans les trois gouvernements successifs de Ahmed Ben Bella et les quatre gouvernements suivants de Houari Boumédiène. Abdelaziz Bouteflika remporte l'élection présidentielle de 1999 et devient le cinquième président de la République algérienne (le 27 avril 1999). Il est reconduit en 2004, puis en 2009.

Kadhafi, **Mouammar**, dit le **colonel Kadhafi** est né le 19 juin 1942, à Syrte. À la suite d'un coup d'État, le 1<sup>er</sup> septembre 1969, il prend le pouvoir en Libye. En 1977, il démembre les institutions politiques en faisant du pays une *Jamahiriya* (littéralement un « État des masses »), théoriquement gouverné selon un système de démocratie direct et pratiquement de façon autoritaire. En 1979, il renonce au poste officiel de chef de l'État, mais reste *de facto* le dirigeant absolu de la Libye.

**Méhémet-Ali** né le 4 mars 1769, à Kavala en Macédoine orientale. D'origine albanaise, il a été vice-roi d'Égypte (1804-1849). Il est généralement considéré comme le fondateur de l'Égypte moderne. Il est décédé à Alexandrie, le 2 août 1849.

**Messali Hadj** est né à Tlemcen, en Algérie, le 16 mai 1898. Il est le fondateur des premières organisations nationalistes algériennes, l'Étoile nord-africaine en 1926, le Parti du peuple algérien en 1937, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en 1946. Il s'oppose au FLN pendant la guerre d'Algérie en proposant la tenue d'une Assemblée constituante pluraliste. Il meurt en exil en 1974 à Paris.

**Mohamed VI**, descendant de la dynastie alaouite, est né le 21 août 1963, à Rabat. Après le décès de son père, Hassan II, le 23 juillet 1999, il est proclamé roi du Maroc et intronisé le 30 juillet 1999. Les premiers mois de son règne sont marqués par des mesures libérales (en particulier le retour des exilés politiques), mais le système monarchique demeure inchangé.

**Moubarak, Hosni** est né le 4 mai 1928 à Kafr-El Meselha, dans le delta du Nil. Vice-président de la République arabe d'Égypte de 1975 à 1981, il occupe ce poste au moment de l'assassinat du président de la République Anouar el-Sadate, en octobre 1981. Élu président de la République, le 14 octobre de la même année, il reste au pouvoir jusqu'à sa démission contrainte, le 11 février 2011, conséquence de la révolution de janvier-février 2011.

**Nasser, Gamal Abdel** est né le 15 janvier 1918 à Alexandrie. Considéré comme le leader du monde arabe dans les années 1950-1960, il doit son immense popularité au fait, d'une part, d'avoir dirigé le mouvement des officiers qui a renversé la monarchie égyptienne en 1952 et, d'autre part, d'avoir nationalisé le canal de Suez en 1956. Il défend une politique de confrontation entre les États arabes et les États occidentaux. La défaite contre Israël en juin 1967 n'affaiblit pas son prestige. Le 9 juin, Nasser, s'adressant à la population égyptienne, qualifie la défaite militaire de revers et affirme vouloir quitter le pouvoir. Son discours provoque de gigantesques manifestations de soutien. Nasser meurt d'une crise cardiaque le 28 septembre 1970.

**Zaghloul, Saad** (1859-1927) a dirigé le parti Wafd (en français « délégation »), l'un des plus anciens partis politiques d'Égypte. Celui-ci n'était au départ qu'une délégation formée pendant la Première Guerre mondiale, réunissant des musulmans et des chrétiens, toutes sensibilités confondues, qui luttèrent pour l'indépendance complète du pays. En 1923, la féministe Huda Sharawi a créé le Comité central du Wafd, avant d'en être élue présidente. La délégation s'est transformée en parti sous l'impulsion de Saad Zaghloul, qui remporta très largement les élections de 1924 (85 % des voix). Il fut nommé Premier ministre du 26 janvier au 24 novembre 1924. Le parti mena une politique moderniste, laïque et libérale, amplement soutenue par les milieux urbains aisés. Il a souvent été en conflit avec la monarchie égyptienne, très liée à la domination britannique.

# Chronologie

*Cette chronologie partielle et incomplète s'en tient aux seuls trois mois du basculement dans l'ère révolutionnaire qui saisit désormais tout le monde arabe. Commencée à la mi-décembre 2010 (déclenchement des événements tunisiens) et achevée à la mi-mars 2011 (déclenchement de l'intervention en Libye), elle ne tient pas compte des innombrables événements suivants, du Maroc à la Syrie.*

## DÉCEMBRE 2010

**17 décembre :** Mohamed Bouazizi, 26 ans, bachelier et vendeur ambulant, proteste contre la saisie de sa charrette avec toute sa marchandise. Il est frappé par une femme agent municipal. Il s'immole devant la préfecture de Sidi Bouzid (centre-ouest du pays).

**18-20 décembre :** Début de l'indignation dans les villes du sud du gouvernement de Sidi Bouzid. Violents affrontements entre forces de l'ordre et jeunes manifestants. Début d'une vague d'arrestations.

**24 décembre :** La police tire sur des manifestants à Menzel Bouzaïene (à 60 km de la ville de Sidi Bouzid, au sud du gouvernorat) : deux morts, les premiers d'une longue série.

**25-29 décembre :** La ministre française des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, passe des vacances en Tunisie et fait deux voyages à bord du jet privé d'Aziz Miled, un homme d'affaires proche de la famille Ben Ali.

**27 décembre :** Le mécontentement s'amplifie. Rassemblements de soutien d'avocats et de professeurs dans plusieurs villes, dont Tunis.

**28 décembre :** Le président Ben Ali prononce son premier discours sur TV7. Il parle d'un « cas isolé » et dénonce une « instrumentalisation politique ». Visite de Ben Ali à l'hôpital de Tunis, où survit Mohamed Bouazizi. Photographie de propagande au chevet du jeune homme.

**29 décembre :** Le ministre de la Communication Oussama Romdhani, est limogé et remplacé par Samir Laâbidi.

**30 décembre :** Le gouverneur de la région de Sidi Bouzid est limogé et l'agente municipale qui a frappé Mohamed Bouazizi arrêtée.

## JANVIER 2011

**3 janvier :** Début des protestations populaires en Algérie.

**4 janvier :** Mohamed Bouazizi décède de ses blessures à l'hôpital de Tunis.

**5 janvier :** Le corps de Mohamed Bouazizi est inhumé à Garaat Bennour, près de Sidi Bouzid. Plus de 5 000 personnes assistent à son enterrement.



**6 janvier :** En Tunisie, violences à Saïda et manifestations à Thala (centre-ouest) marquées par des saccages et l'incendie de bâtiments officiels. Un jeune s'immole par le feu à Métlaoui. L'armée est pour la première fois mobilisée à Kasserine.

**7 janvier :** Les violences se poursuivent à Kasserine et à Thala. Mohamed Salah Tekaya, l'ambassadeur de Tunisie aux États-Unis, est convoqué par les autorités américaines, qui se disent très « préoccupées » par les « troubles sociaux » dans le pays.

**8-10 janvier :** Enterrement à Métlaoui du deuxième immolé de la révolution. Émeutes sanglantes à Kasserine (centre-ouest), à Thala ainsi qu'à Regueb (près de Sidi Bouzid) : 21 morts selon les autorités, plus de 50 selon une source syndicale. Affrontements à Kairouan (centre).

**10 janvier :** Deuxième discours de Ben Ali. Il dénonce toujours des « actes terroristes », mais promet la création de 300 000 emplois supplémentaires d'ici à 2012 et l'organisation d'une grande conférence nationale sur l'emploi. La rumeur sur l'existence de snipers circule.

**11 janvier :** Fermeture de toutes les écoles et universités de la Tunisie. Dans la soirée, premiers affrontements à Tunis et dans sa banlieue, poursuite des violences à Kasserine.

**12 janvier :** Grève générale à Sfax, Tozeur et Kairouan, à l'appel de l'UGTT, qui décrète en outre la grève générale à Tunis le 14 janvier. Premières victimes à Douz, dans le Sud.

Le Premier ministre, Mohamed Ghannouchi, annonce le limogeage du ministre de l'Intérieur, Rafik Belhadj Kacem. L'armée se déploie dans Tunis et dans la banlieue populaire d'Ettadhamen. Le général Rachid Ammar, chef d'état-major de l'armée de terre, refuse de « tirer sur le peuple ». Il est limogé par Ben Ali. Premier couvre-feu nocturne à Tunis et dans sa banlieue. À Paris, Michèle Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, propose le savoir-faire français à la police tunisienne pour « régler les situations sécuritaires ».

**13 janvier :** L'armée a investi Tunis. Dans un troisième discours à la nation, Ben Ali s'engage à quitter le pouvoir en 2014 et ordonne la fin des tirs contre les manifestants.

**14 janvier :** Aux cris de « Ben Ali, dégage », des milliers de manifestants se rassemblent à Tunis devant le ministère de l'Intérieur, et en province, notamment à Sidi Bouzid, Sfax et Gafsa. Le Premier ministre annonce le limogeage de son gouvernement et la tenue d'élections législatives anticipées. L'état d'urgence est déclaré.

**Quelques heures plus tard, vers 17 heures, le président Zine el-Abidine Ben Ali quitte le pays.**

**17 janvier :** un homme s'immole par le feu devant l'Assemblée du Peuple au Caire.

**18 janvier :** deux nouvelles immolations à Alexandrie et devant le siège du gouvernement au Caire.

**20 janvier :** deux autres personnes s'immolent par le feu – portant à cinq le nombre de tentatives de suicide en quatre jours.

**22 janvier :** Première « marche pacifique » organisée à Alger par le RCD, et interdite par l'État. Elle rassemble quelques centaines de personnes.

**25 janvier :** Début des contestations – environ 15 000 personnes manifestent contre le pouvoir au Caire et dans plusieurs grandes villes d'Égypte.

**26 janvier :** Deuxième journée de contestation au Caire, les manifestations ont eu lieu sur la

grande place Tahrir et les forces de l'ordre ont procédé à des centaines d'arrestations. Six personnes ont été tuées et des dizaines ont été blessées.

**27 janvier :** L'ancien président de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et prix Nobel de la paix en 2005, Mohamed ElBaradei, arrive en Égypte et se dit prêt à mener la transition politique.

**28 janvier :** Journée proclamée « vendredi de la colère » – à laquelle se joignent pour la première fois les Frères musulmans – 20 personnes ont trouvé la mort en cette journée.

**28 janvier en soirée :** Le président Moubarak déclare à la télévision qu'il a limogé le gouvernement et se dit prêt à prendre des mesures rapides pour combattre la pauvreté, le chômage et la corruption.

**30 janvier :** Le bilan des premiers jours de la contestation est de près de 150 morts.

**31 janvier :** Une grève générale est organisée en Égypte.

## FÉVRIER

**2 février :** Des milliers de partisans de l'opposition au Yémen descendent dans les rues de Sanaa, d'Aden et de Taïz à l'occasion du « premier jour de la colère », afin de manifester contre l'amendement constitutionnel autorisant M. Saleh à briguer un autre mandat.

**3 février :** Des dizaines de milliers de manifestants se sont réunis à Sanaa à l'occasion du « deuxième jour de la colère », afin de dénoncer la corruption du gouvernement et la mainmise de M. Saleh sur le pouvoir et les ressources. M. Saleh a de nouveau appelé au dialogue avec l'opposition.

**3 février :** Hosni Moubarak assure à la chaîne de télévision américaine ABC qu'il aimerait quitter le pouvoir mais qu'il ne peut le faire par crainte du chaos qui s'installerait alors dans son pays.

**4 février :** Sur la place Tahrir 100 000 personnes se sont réunies toute la journée pour réclamer une nouvelle fois la démission du président Hosni Moubarak.

Un terminal gazier approvisionnant Israël est attaqué en Égypte.

**5 février :** Démission du bureau exécutif du parti au pouvoir en Égypte – le Parti national démocrate (PND) du président Hosni Moubarak.

**6 février :** Rencontre entre les Frères musulmans et le gouvernement – des responsables du parti Wafd (libéral) et du Tagammou (gauche) – prennent part à la rencontre.

**7 février :** Selon le quotidien britannique *The Guardian* la fortune du clan Moubarak oscillerait entre 40 et 70 milliards de dollars.

**8 février :** Le président Hosni Moubarak avertit que l'armée pourrait intervenir en cas de chaos en Égypte.

**Dans un discours télévisé Hosni Moubarak annonce qu'il quitte le pouvoir et délègue ses pouvoirs au vice-président Omar Souleimane.**

**12 février :** À Sanaa, alors qu'ils célèbrent la chute du président Moubarak et exhortent le départ de M. Saleh, des milliers de manifestants se heurtent aux partisans du parti au pouvoir sur la place

Tahrir. Un cortège de milliers d'étudiants se met en marche en direction de l'ambassade d'Égypte et appelle à la fin du régime de Saleh. Deux étudiants sont blessés dans des attaques menées par des partisans du président Saleh armés de couteaux et de gourdins.

**13 février :** Des dizaines de milliers de manifestants se sont réunis devant l'université de Sanaa, ainsi que sur la place de la Liberté à Taïz. Dans les deux villes, des affrontements opposent les manifestants à des partisans du gouvernement. Dans la ville de Taïz, les forces de sécurité arrêtent 120 contestataires, selon Yasser al-Maqtari, un défenseur des droits de l'homme de Taïz.

**15-19 février :** Protestations sans précédent contre le régime libyen, violemment réprimées à Benghazi et Al-Baïda.

**15 février :** Quelque 2 000 partisans du président Saleh, soutenus par des policiers en civil, attaquent à l'aide de gourdins et de matraques électriques 3 000 étudiants qui manifestent devant l'université de Sanaa.

**16 février :** À Aden, quelque 500 manifestants demandent la démission de M. Saleh. Deux manifestants trouvent la mort à Sanaa.

**17 février :** Devant l'université de Sanaa, les affrontements entre des contestataires et des partisans du pouvoir font au moins 25 blessés.

**18 février :** Quatre personnes sont tuées et 11 autres blessées alors que les autorités tentent de disperser des milliers de manifestants à Aden, à l'occasion d'une manifestation appelée « le vendredi du départ ».

**19 février :** Un manifestant est tué et 15 autres blessés dans des heurts opposant la police et des partisans de l'opposition devant l'université de Sanaa. À Aden, un autre contestataire perd la vie.

**20 février :** Manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes dans plusieurs villes du Maroc pour réclamer la démocratisation du pays.

**20-22 février :** Massacres et tirs à l'arme lourde à Benghazi (témoins). Heurts sanglants à Al-Baïda (est). Kadhafi promet de « se battre jusqu'à la mort ».

**22 février :** Au moins cinq étudiants sont blessés lors de heurts avec des partisans de Saleh devant l'université de Sanaa.

**23-25 février :** La zone allant de la frontière égyptienne jusqu'à Ajdabiya avec Tobrouk et Benghazi tombe aux mains des rebelles. Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, évoque un millier de morts.

**23 février :** Dix députés du Congrès populaire général au pouvoir au Yémen présentent leur démission pour protester contre la répression des manifestations. À Sanaa, deux contestataires sont tués et 23 autres blessés.

**25 février :** Des centaines de milliers de manifestants descendent dans les rues du Yémen à l'occasion du « vendredi de la résistance ». Au moins sept personnes sont tuées et des dizaines d'autres blessées à Aden.

**26 février :** Les cheiks des principales tribus yéménites (Hashid et Bakil) annoncent leur soutien aux manifestants.

**27 février :** Huit manifestants sont tués et 36 autres blessés à Aden. Depuis le début de la crise, le

2 février, le bilan s'est alourdi et 26 personnes ont été tuées, selon YHRO.

**28 février** : Après l'Onu et les États-Unis, sanctions de l'UE contre le régime libyen.

## MARS

**1<sup>er</sup> mars** : À l'occasion du « mardi de la colère », des centaines de milliers de personnes se rassemblent dans les principales villes du Yémen en signe de solidarité avec les familles des manifestants qui ont été tués à Aden.

**1<sup>er</sup> mars** : L'opposition libyenne contrôle la région orientale pétrolière et certaines villes de l'Ouest.

**3 mars** : Enquête de la Cour pénale internationale sur le clan Kadhafi pour « crimes contre l'humanité ».

**4 mars** : L'insurrection prend le contrôle de Ras Lanouf.

**4 mars** : Deux personnes sont mortes et six autres blessées dans une attaque menée au Yémen par l'armée contre une manifestation de l'opposition dans le district de Harf Sufyan ravagé par la guerre, dans le gouvernorat d'Amran.

**5 mars** : Le CNT se proclame « seul représentant de la Libye ».

**6 mars** : Quelque 25 protestataires sont blessés au Yémen à Ibb suite à une attaque menée par des partisans du parti au pouvoir.

**8 mars** : L'UE renforce ses sanctions financières. Le CNT rejette toute négociation avec Kadhafi, exigeant son départ du pays.

**8 mars** : Entre 70 et 80 étudiants sont blessés et un autre tué après que les troupes gouvernementales ont ouvert le feu sur les manifestants rassemblés devant l'université de Sanaa. Soixante personnes, dont 20 policiers, sont blessées dans des heurts opposant des prisonniers et des policiers dans la prison centrale de Sanaa.

**9 mars** : Discours du roi du Maroc annonçant des réformes constitutionnelles.

**9 mars** : Les forces loyalistes libyennes reprennent Zawiyah, jusqu'alors bastion des insurgés le plus proche de Tripoli.

Kadhafi assure une nouvelle fois que les insurgés sont manipulés par Al-Qaïda.

**10 mars** : Ras Lanouf, pilonnée, est reconquise par l'armée.

La France reconnaît le Conseil national de transition (CNT), créé le 27 février par l'opposition à Benghazi.

**10 mars** : M. Saleh annonce, devant les caméras de télévision au Yémen, des amendements constitutionnels et promet un système parlementaire.

**11 mars** : *Tremblement de terre et tsunami au Japon.*

**13 mars** : Les loyalistes libyens reprennent plusieurs villes, notamment Brega (Est).

**13 mars** : Manifestation pour des réformes réprimées à Casablanca.

**14 mars** : Les forces pro-Kadhafi reprennent Zouara (Ouest).

**15 mars :** Ajdabiya est pilonnée, la route principale la reliant à Benghazi, coupée. Arrivée de centaines de civils et d'insurgés à Benghazi.

Le G8 écarte une intervention militaire mais promet des sanctions renforcées.

**16 mars :** Ajdabiya (Est), dernier verrou à 160 km au sud de Benghazi, est « sous contrôle » (régime).

**17 mars :** Le Conseil de sécurité de l'Onu se prononce en faveur d'un recours à la force contre les troupes pro-Kadhafi, ouvrant la voie à des frappes aériennes. Une zone d'exclusion aérienne est prévue. La Chine, la Russie, l'Allemagne, le Brésil et l'Inde s'abstiennent.

Le colonel Kadhafi promet « l'enfer » à ceux qui attaqueraient la Libye.

**18 mars :** Barack Obama annonce des opérations militaires si Kadhafi n'obtempère pas. Il écarte l'hypothèse d'opérations terrestres.

Les autorités libyennes démentent avoir mené des opérations militaires après l'annonce d'un cessez-le-feu.

La Libye assure qu'elle a décidé d'observer immédiatement un cessez-le-feu et de mettre fin à toutes les opérations militaires.

**19 mars :** Nicolas Sarkozy lance l'opération « intervention militaire internationale » contre la Libye, à l'issue d'un sommet entre dirigeants occidentaux et arabes à l'Élysée.

## Indications bibliographiques

- ABBASSI, Driss, *Entre Bourguiba et Hannibal. Identité tunisienne et histoire depuis l'indépendance*, Paris, Karthala, 2005.
- ALLOUCHE, Jean-Luc, *Les jours redoutables. Israël-Palestine : la paix dans mille ans*, Paris, Denoël, 2010.
- BEAU, Nicolas, et GRACIET, Catherine, *La Régente de Carthage. Main basse sur la Tunisie*, Paris, La Découverte, 2009.
- BENSLAMA, Fethi, *Soudain la révolution ! De la Tunisie au monde arabe : la signification d'un soulèvement*, Paris, Denoël, 2011.
- BURGAT, François, *L'islamisme en face*, Paris, La Découverte, 1995.
- CARRÉ, Olivier, *L'islam laïque ou le Retour à la grande tradition*, Paris, Armand Colin, 1993.
- CORM, Georges, *Le Proche-Orient éclaté, 1956-2010*, Paris, Gallimard, 2010.
- ÉTIENNE, Bruno, *L'islamisme radical*, Paris, Hachette, 1987.
- FARGUES, Philippe, *Génération arabes. L'alchimie du nombre*, Paris, Fayard, 2000.
- FREMEAUX, Jacques, *La France et l'Islam depuis 1789*, Paris, PUF, 1991.
- GALLISSOT, René, *Le Maghreb de traverse*, Paris, Bouchene, 2005.
- GRESH, Alain, *Israël, Palestine. Vérités sur un conflit*, Paris, Fayard, 2002.
- HIBOU, Béatrice, *La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006.
- KEPEL, Gilles, *Le prophète et Pharaon. Aux sources des mouvements islamistes*, Paris, Seuil, 1993.
- KHOSROKHAVAR, Farhad, *L'utopie sacrifiée. Sociologie de la révolution iranienne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.
- LACOSTE, Camille et LACOSTE, Yves (dir.), *Le Maghreb, peuples et civilisations*, Paris, La Découverte, 1995.
- LAURENS, Henry, *Le royaume impossible. La France et la genèse du monde arabe*, Paris, Armand Colin, 1990.
- LAURENS, Henry, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris, Armand Colin, 1993.
- LAURENS, Henry, TOLAN, John, VEINSTEIN, Gilles, *L'Europe et l'Islam. Quinze siècles d'histoire*, Paris, Odile Jacob, 2009.
- LEVEAU, Rémy, *Le sabre et le turban. L'avenir du Maghreb*, Paris, François Bourin, 1993.
- LUIZARD, Jean-Pierre (dir.), *Le choc colonial et l'islam. Les politiques religieuses des puissances coloniales en terres d'islam*, Paris, La Découverte, 2006.

- MANAI, Ahmed, *Supplice tunisien. Le jardin secret du général Ben Ali*, Paris, La Découverte, 1995.
- MEDDEB, Abdelwahab, *Printemps de Tunis. La métamorphose de l'Histoire*, Paris, Albin Michel, 2011.
- MEYNIER, Gilbert, *L'Algérie, cœur du Maghreb classique*, Paris, La Découverte, 2010.
- PICAUDOU, Nadine, *L'islam entre religion et idéologie. Essai sur la modernité musulmane*, Paris, Gallimard, 2010.
- PUCHOT, Pierre, *Tunisie, une révolution arabe*, Paris, Galaade, 2011.
- RIVET, Daniel, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V*, Paris, Denoël, 1999.
- ROY, Olivier, *Le croissant et le chaos*, Paris, Hachette, 2007.
- SAID, Edward, *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1980.
- SAYAD, Abdelmalek, *L'immigration, ou les paradoxes de l'altérité*, Paris, Raisons d'agir, 2006.
- SIVAN, Emmanuel, *Mythes politiques arabes*, Paris, Fayard, 1995.
- STORA, Benjamin, *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1991.
- STORA, Benjamin, *Les guerres sans fin. Un historien, la France et l'Algérie*, Paris, Stock, 2008.
- VERMEREN, Pierre, *École, élite et pouvoir. Maroc, Tunisie, XX<sup>e</sup> siècle*, Alizés, 2002.
- ZEGHAL, Malika, *Les islamistes marocains. Le défi à la monarchie*, Paris, La Découverte, 2005.

## DANS LA MÊME COLLECTION

AMSELLE, Jean-Loup, *L'Occident décroché*, 2008. *Rétrovolution*, 2010.

ATTIAS-DONFUT, Claudine et WOLFF, François-Charles, *Le Destin des enfants d'immigrés*, 2009.

BAUSSANT, Michèle, *Pieds-noirs mémoires d'exils*, 2002.

BENSAÏD, Daniel, *Une lente impatience*, 2004.

BIRNBAUM, Jean, *Leur jeunesse et la nôtre*, 2005.

BONNAIN, Rolande, *L'Empire des masques*, 2001.

BOUJOT, Corinne, *Le Venin*, 2001.

BROUGÈRE, Gilles, *Jouets et compagnie*, 2003.

HEYMANN, Florence, *Le Crépuscule des lieux*, 2003.

JULLIEN, Vincent, *Sciences agents doubles*, 2002.

JULLIER, Laurent, *Hollywood et la difficulté d'aimer*, 2004.

KRACAUER, Siegfried, *L'Histoire – des avant-dernières choses*, 2006.

LAÉ, Jean-François, *L'Ogre du jugement*, 2001. *Les Nuits de la main courante*, 2007.

LAPIERRE, Nicole, *Pensons ailleurs*, 2004.

LAPLANTINE, François, *Tokyo, ville flottante*, 2010.

LA SOUDIÈRE, Martin de, *Poétique du village*, 2010.

LEMONNIER, Pierre, *Le Sabbat des lucioles*, 2006.

LÖWY, Michael, *Franz Kafka rêveur insoumis*, 2004.

MESNARD, Philippe, *Témoignage en résistance*, 2007.

NOUAILLE, Martine, *Benedetto, roi d'Italie*, 2011.

PERROT, Martyne, *Faire ses courses*, 2009.

PLENEL, Edwy, *La Découverte du monde*, 2002.

QUESEMAND ZUCCA, Sylvie, *Je vous salis ma rue*, 2007.

ROBIN, Régine, *Berlin chantiers*, 2001. *La Mémoire saturée*, 2003. *Mégapolis*, 2009.

SEGALEN, Martine, *Vie d'un musée, 1937-2005*, 2005.

STORA Benjamin, *La Dernière Génération d'octobre*, 2003. *Les Trois Exils – Juifs d'Algérie*, 2006. *Les Guerres sans fin*, 2008.

TRAVERSO, Enzo, *À feu et à sang*, 2007.

VALENSI, Lucette, *Mardochée Naggiar*, 2007.

VARIKAS, Eleni, *Les Rebuts du monde*, 2007.

WARSCHAWSKI, Michel, *Sur la frontière*, 2002.



Benjamin Stora **LE 89 ARABE**



Dialogue avec Edwy Plenel

*Réflexions sur les  
révolutions en cours*

*un ordre d'idées* **STOCK**